

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

RESPONSABILITÉ DU FAIT D'AUTRUI

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 4 novembre 1910, à 3 heures

PAR

Georges THOYOT

Président : M. CHAVEGRIN, professeur.

*Suffragants : } MM. MASSIGLI, professeur.
MEYNIAL, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5°

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA
RESPONSABILITÉ DU FAIT D'AUTRUI

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 4 novembre 1910, à 3 heures

PAR

Georges THOYOT

Président : M. CHAVEGRIN, professeur.

*Suffragants : } MM. MASSIGLY, professeur.
MEYNIAL, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DE

LA RESPONSABILITÉ DU FAIT D'AUTRUI

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Origine, caractère et nature de la responsabilité du fait d'autrui.

Toute personne qui accomplit un acte en violation d'une obligation préexistante commet une faute, et doit réparer le préjudice qu'elle a pu causer à celui en faveur de qui existait l'obligation violée. C'est le principe de la responsabilité des fautes qui nous protège contre la malveillance ou la maladresse de ceux qui viennent à nous léser dans notre personne ou dans nos biens.

A quels actes s'étend cette responsabilité ? Il semble naturel et même nécessaire de la limiter strictement aux actes qui nous sont personnels. Comment, en effet, pourrait-on faire supporter à un individu le

poids de faits répréhensibles qu'il n'a peut-être même pas connus ? De quel droit exiger de lui la réparation d'un dommage qu'il lui était impossible de prévoir ou de prévenir, et qui survient dans un lieu où il ne se trouve pas et par le fait d'un autre que lui ?

Aussi les fautes sont-elles en principe rigoureusement personnelles et la réparation du préjudice ne peut-elle être demandée qu'à l'auteur même du fait constituant la faute. « Les fautes d'autrui, dit Toullier, nous sont étrangères ; la raison nous dit que chacun n'est garant que de celles qu'il a commises et qui peuvent lui être imputées ; que l'auteur seul de l'offense doit la réparation à l'offensé (1). »

Sous une autre forme Proudhon pose le même principe : « Lorsqu'il s'agit de délits ou de contraventions par commission, c'est un principe général qu'il n'y a que ceux qui en sont les auteurs qui doivent en souffrir : *Peccata igitur suos teneant auctores, nec ulterius progrediatur metus quam reperiatur delictum* (2). La raison de cela, c'est que l'obligation qui résulte d'un délit n'a d'autre cause que le fait même qui y donne lieu ; c'est par ce fait, et par ce fait seul, qu'elle est contractée ; il n'y a, par conséquent, que celui qui y a donné son consentement qui puisse en être tenu (3). »

1. Toullier, 11, 243, 279.

2. L. 22, Cod. de Pœnis.

3. Proudhon, *Usuf.*, 3, 1530.

La législation pénale a fait de cette idée un de ses principes fondamentaux et la personnalité des peines est le premier caractère qu'exige d'elles le criminaliste.

Le Code civil, de son côté, a exprimé cette règle capitale, d'une manière certaine, bien qu'implicite, dans ses articles 1382 et 1383. « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, *oblige celui par la faute duquel il est arrivé*, à le réparer. » « Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence. » Les auteurs du Code ont donc posé ce principe, d'ailleurs imposé par la raison et admis par la tradition, que la réparation de la faute ne peut être demandée qu'à son auteur, que chaque individu n'est responsable que de son fait personnel.

Mais immédiatement après ces deux articles du Code qui proclament la règle de la personnalité de la faute et de la réparation, apparaît l'article 1384 qui détermine certains cas où cette règle subit des exceptions : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre. » Diverses personnes se voient donc imposer la responsabilité de faits qui leur sont étrangers et qui ont pu être commis sans qu'elles en eussent même connaissance. Il y a

là apparemment une dérogation au principe posé.

Mais un simple coup d'œil jeté sur l'énumération des personnes civilement responsables, permet de saisir les motifs qui ont inspiré au législateur ces dispositions exceptionnelles. Les personnes assujetties sont investies, à divers titres, d'un droit de surveillance et de direction sur les actes d'autres individus : si ceux-ci, volontairement ou non, par malveillance ou par maladresse, causent un dommage à un tiers, c'est — on peut tout au moins le supposer — parce que l'obligation de veiller sur la conduite de l'auteur du dommage, n'a pas été exécutée par celui sur qui elle pesait. On est donc ramené à l'idée de faute personnelle de celui à la charge de qui la loi met la réparation du préjudice. « La personne civilement responsable, dit Sourdat dans son *Traité de la Responsabilité*, est elle-même considérée par la loi comme ayant commis une faute, tout au moins d'imprudence ou de négligence en ne veillant pas sur l'agent du dommage. Elle s'est rendue coupable d'un quasi-délit (1). » D'autre part, certaines personnes assujetties à la responsabilité du fait d'autrui, les maîtres et commettants, voient leur responsabilité engagée à un autre point de vue. Comme nous le verrons avec plus de détails, en étudiant séparément les conditions d'application de l'article 1384 à cette catégo-

1. Sourdat. *Traité de la Responsabilité*, t. 2, p. 4.

rie de personnes, le maître se voit reprocher comme une faute engageant sa responsabilité, le fait d'avoir choisi un employé maladroit ou négligent alors qu'il était libre de ne pas le prendre. Ce mauvais choix, lorsqu'il cause un préjudice à un tiers par suite d'un accident survenant par le fait de cet employé, constitue donc encore, de même que le défaut de surveillance signalé plus haut, une faute personnelle à la charge du maître. Il n'y aurait donc, dans les dispositions de l'article 1384, qu'une application du principe de la responsabilité personnelle.

En quoi consistera donc le caractère particulier, exceptionnel de ce que l'on appelle responsabilité civile ?

C'est d'abord au point de vue de l'étendue que cette responsabilité se distingue de celle du droit commun, de la responsabilité personnelle. C'est là une question qui demandera à être étudiée séparément à raison de son importance ; mais il suffit, au point de vue qui nous occupe, de remarquer que cette responsabilité se mesurera — sauf exceptions établies par des textes spéciaux — uniquement sur le dommage causé, sans prendre en considération la gravité de la faute, réelle ou présumée, de la personne civilement responsable, et même, pourrait-on dire, la gravité de la faute de l'auteur du dommage. Si cette faute mérite une répression, il ne saurait être question de la faire subir à la personne qui n'est que

civilement responsable. On ne lui demande qu'une chose : la réparation du préjudice causé ; sa faute propre reste à l'arrière-plan ; elle n'est envisagée que d'une manière secondaire et on ne s'inquiète pas d'y proportionner exactement la réparation. Il y a donc, à ce point de vue, une différence avec la responsabilité de droit commun.

Mais la différence capitale, celle qui donne à la responsabilité civile son caractère nettement exceptionnel, c'est la présomption établie par l'article 1384 à la charge des personnes qu'il énumère. Point n'est besoin, en effet, de rapporter la preuve de la faute qu'elles ont commise en ne surveillant pas ceux dont elles ont la garde ou en choisissant mal ceux auxquels elles confient certaines fonctions. Il existe entre l'auteur du dommage et la personne civilement responsable une relation qui suffit aux yeux de la loi pour rendre celle-ci responsable des actes de celui-là.

On peut remarquer, en passant, que la loi, en établissant cette présomption, montre à nouveau que la responsabilité du fait d'autrui a pour fondement et pour justification la responsabilité du fait personnel. Dispenser de prouver la faute du répondant, c'est dire implicitement que cette faute est la base du système, qu'elle est nécessaire à l'établissement de cette responsabilité.

C'est principalement l'existence de cette présomp-

tion qui fait de la responsabilité du fait d'autrui une institution bien à part. Nous la retrouverons dans tous les cas de responsabilité civile, qu'ils soient prévus ou non par le Code civil, et notamment dans la responsabilité des communes à raison des dommages causés à la propriété privée par les attroupements.

Ce caractère exceptionnel — car tous les textes qui établissent des présomptions sont de nature exceptionnelle — permet de poser une règle d'interprétation de l'article 1384 : il doit être interprété strictement ; son application est limitée aux cas énumérés. Les étendre conduirait à un fâcheux arbitraire, troublerait la sécurité de diverses relations qui se forment aujourd'hui sans danger, « péril fatal pour cette activité féconde qui se développe dans la société par la confiance et la certitude de son droit ».

Il peut bien arriver, en dehors des cas prévus par l'article 1384, que l'on se trouve obligé à la réparation de dommages causés par d'autres. Mais cela ne se produira que lorsque les principes du droit commun conduiront à cette solution rigoureuse, et, bien entendu, il ne sera plus, dans ce cas, question de faute présumée. C'est ainsi que la Cour de Paris (1) a jugé qu'un bureau de placement peut être rendu responsable du vol commis par un domestique placé par lui, lorsqu'il a agi à la légère ou de mauvaise foi,

1. Paris, 28 avril 1904. D. 05.2.168.

dissimulant de mauvais renseignements ou en inventant de bons. De même un locataire ou un hôtelier pourra être déclaré responsable de vols ou de dégradations commis par d'autres personnes que lui ou ses préposés : on le considère, soit comme personnellement en faute, soit comme ayant pris ce risque à sa charge. Mais, dans ces divers cas, il faut toujours qu'il y ait faute, et faute prouvée, à la charge de la personne déclarée responsable. Ce ne sont pas des cas de responsabilité du fait d'autrui proprement dite, car on n'y tient compte que de la faute personnelle ; nous avons d'ailleurs vu que la responsabilité du fait d'autrui supposait une relation déterminée d'avance par la loi entre deux personnes dont l'une est responsable de l'autre.

Je dis : déterminée par la loi, bien que de semblables relations puissent s'établir conventionnellement, car celles-ci ne rentrent pas dans le cadre de cette étude : elles le rendraient illimité. Il est clair que la liberté des conventions permet à chacun de s'engager soit à la réparation des actes dommageables d'un autre individu, soit à la réparation du dommage causé par autrui à certaine personne. Comme exemple du premier cas on peut citer le cautionnement. La caution, en effet, répond personnellement du fait d'autrui puisqu'elle s'engage elle-même conditionnellement à exécuter l'obligation pour le cas où le débiteur principal ne l'accomplirait pas. D'autre part le garant

doit réparer dans certains cas le dommage causé par autrui à la personne envers laquelle il est obligé. Les effets de ces deux obligations présentent une grande analogie avec ceux de la responsabilité civile. On ne doit cependant pas les confondre avec celle-ci. Outre de nombreuses différences de détail, sur lesquelles il serait superflu de s'étendre ici, elles présentent ce caractère d'être établies par des conventions soit expresses, soit — tout au moins en ce qui concerne la garantie — tacites ; conventions qui limitent la responsabilité à certains actes, pour le cautionnement, aux faits atteignant certaines choses, pour la garantie. La responsabilité civile telle que nous l'étudions n'est pas renfermée dans des limites aussi étroites ; elle est beaucoup plus étendue ; son application est, dans la plupart des cas, absolument générale. Cette responsabilité conventionnelle, dont on pourrait citer nombre d'autres exemples, ne prenant sa source que dans la volonté de la personne qui se l'impose, est donc bien différente et ne trouve pas sa place ici.

Si, pour terminer ce chapitre préliminaire, nous jetons un coup d'œil sur la législation romaine, nous remarquerons que la responsabilité du fait d'autrui était loin d'y être organisée et développée comme dans la nôtre. Assurément on y trouve des dispositions dont l'effet est comparable à celui de notre article 1384 ; mais le droit romain semble s'être attaché

beaucoup plus strictement que le Code civil au principe de la personnalité des fautes.

Peut-être cependant serait-il excessif de nier que l'on n'y voie jamais intervenir le principe de la responsabilité du fait d'autrui ; certains auteurs l'ont fait en se basant sur ce que les divers cas où le père de famille se voit déclaré responsable d'actes qu'il n'a pas commis personnellement exigent qu'il y ait de sa part une faute, une négligence personnelle. Mais nous avons vu que toute responsabilité du fait d'autrui trouve son fondement et sa justification dans l'idée d'une faute, réelle ou présumée, de la personne responsable. Il faut donc reconnaître que ce qui caractérise la responsabilité du fait d'autrui, ce n'est pas l'absence d'une faute personnelle, c'est le fait d'être, à raison des relations que l'on a avec certaines personnes, tenu de la réparation des délits ou quasi-délits commis par ces personnes, comme si l'on en était soi-même l'auteur.

Trouvons-nous dans le droit romain des dispositions de ce genre ?

Il ne semble pas que les actions noxales, données contre le propriétaire d'un esclave, — et c'est là une hypothèse qui se rapproche singulièrement de celles de l'article 1384 — constituent précisément un cas de responsabilité du fait d'autrui. Lorsqu'un esclave a causé un dommage à un tiers, c'est lui qui est poursuivi principalement, c'est lui qui devrait réparer le

dommage. « Noxa caput sequitur (1). » Comme l'esclave ne possède rien, comme il ne s'appartient pas à lui-même, il est inévitable que la condamnation prononcée contre lui réfléchisse contre son maître. Mais, et c'est là ce qui différencie l'action noxale de notre responsabilité du fait d'autrui, le maître peut se dispenser de subir les effets de la condamnation prononcée contre son esclave : il n'a qu'à l'abandonner. « Quarum actionum vis ac potestas hæc est, ut si damnati fuerimus, liceat nobis deditione ipsius corporis quod deliquerit, evitare litis æstimationem. » Gaius nous indique en ces termes les effets de l'action noxale et M. Demangeat nous donne le motif de cette disposition : « Le maître de l'esclave est poursuivi moins comme propriétaire que comme possesseur de l'esclave qu'il a *in potestate*, en ce sens qu'il a de fait la possibilité de le représenter. Aussi le maître n'est-il pas soumis à l'action noxale quand son esclave est en fuite ou possédé *opinionem domini* par un étranger (2). » Le maître n'est donc pas obligé de réparer le dommage : il n'est pas condamné personnellement *in solidum*. S'il vend son esclave, la responsabilité passera au nouveau maître, car celui-ci seul pourra représenter l'auteur du délit ; si l'esclave est en fuite ou si le maître a simplement abdicqué

1. *Institutes*, de noxal. act., § 5.

2. Demangeat, t. II, p. 634.

sa qualité de détenteur, abandonnant l'esclave, l'exécution de la condamnation ne pourra plus être poursuivie que contre celui-ci. Une responsabilité dont on peut s'affranchir ainsi n'est pas à proprement parler une responsabilité. Le Code civil n'offre aucune disposition comparable.

Il y a cependant, en droit romain, un cas où une condamnation sera prononcée contre le maître personnellement et où il ne pourra pas se soustraire à la réparation du dommage causé par le délit. « Si servus, sciente domino, occidit, in solidum dominum obligat ; ipse enim videtur dominus occidisse (1). » Le maître est considéré, d'après ce texte, comme étant l'auteur même du délit, et cela, non pas seulement quand il a commandé, aidé ou facilité le méfait, mais même quand il n'a fait que le laisser accomplir alors qu'il aurait pu l'empêcher. « Scientia sic accipienda est, si, cum prohibuisse posset, non prohibuit (2). » On pourrait donc dire qu'ici l'on ne punit que la faute personnelle du maître. Il nous semble cependant difficile de contester que, le maître étant tenu, à cause d'une certaine relation existant entre lui et son esclave, de réparer le dommage causé par un délit que cet esclave a commis de sa propre initiative et sans aucune participation du maître, il s'agisse bien

1. L. 2. princ. D, de noxal. act.

2. LL. 2 et 4 princ.

d'un cas de responsabilité du fait d'autrui telle que nous l'entendons.

Il existe dans le droit romain un autre cas dans lequel on reconnaît nettement un cas de responsabilité du fait d'autrui. Lorsque quelque objet jeté par une fenêtre ou en tombant vient à atteindre un passant, à causer un dommage quelconque à un tiers, l'action de droit commun, celle de la loi Aquilia, ne permet de demander réparation qu'à la personne qui a jeté l'objet. Mais comme, bien souvent, il sera impossible de la connaître, le prêteur donnait une action contre la personne habitant l'appartement par la fenêtre duquel est tombé l'objet ; peu importe qu'il soit étranger au fait : il est tenu à raison d'une relation, présumée par la loi, entre lui et les personnes qui se trouvent dans son appartement. Il supportera la responsabilité d'un fait qui ne lui est pas personnel. « Ideo non proprio ex maleficio obligatus intelligitur, qui plerumque ob alterius culpam tenetur, aut servi, aut liberi (1). » C'est bien là, le texte lui-même le dit, un cas de responsabilité d'autrui.

On voit donc que, si les applications de la responsabilité civile étaient plus restreintes que dans notre droit, elles n'étaient pas inconnues dans la législation romaine.

Ayant ainsi déterminé le caractère, la nature et

1. *Institutes*, de oblig. quæ quasi ex del. nasc., § 1.

l'origine de la responsabilité du fait d'autrui, il conviendra d'examiner comment ces principes généraux s'appliquent dans les cas particuliers des diverses personnes qui y sont soumises. Mais avant d'aborder cette étude, il serait utile de savoir et de préciser quelle est l'étendue de la responsabilité, à quoi elle s'applique exactement. Nous verrons également qui doit supporter définitivement le préjudice, autrement dit si la personne civilement responsable a un recours contre l'auteur du préjudice et peut recouvrer sur celui-ci ce que lui a coûté sa faute, et enfin quel est le mode d'exercice de l'action en responsabilité.

CHAPITRE II

Étendue de la responsabilité

Le principe qui règle l'étendue de la responsabilité du fait d'autrui, lorsque aucune disposition particulière ne vient la déterminer autrement, est celui-ci, qui a d'ailleurs déjà été indiqué : la responsabilité du fait d'autrui est purement civile, mais nullement pénale. Alors que tout ce qui est réparation du dommage — restitution, dommages-intérêts, et même, comme nous le verrons, frais du procès — est à la charge de la personne civilement responsable, celle-ci est au contraire à l'abri des condamnations qui ne visent que la répression de la faute : emprisonnement, confiscation, et, sauf rares exceptions prévues par des lois spéciales, amendes. C'est que, en effet, il y a une grande différence entre le délit, contre lequel il est nécessaire qu'une peine soit prononcée, et la simple négligence prouvée ou présumée à la charge de la personne civilement responsable,

négligence qu'une condamnation pécuniaire civile punira suffisamment (1).

Cependant ce principe, quelque général et indiscuté qu'il soit, a été, dans certaines de ses applications, écarté pour des raisons diverses par quelques lois spéciales qui s'expriment formellement sur ce point.

La responsabilité civile s'étend à l'amende en matière de police des voitures et du roulage (loi du 30 mai 1851, art. 13); en matière de pêche côtière (décret du 9 janvier 1851) ou de pêche dans la mer du Nord (loi du 15 janvier 1884, art. 20). Mais le cas le plus intéressant et celui qui se présente le plus fréquemment est celui qui étend la responsabilité civile à l'amende en matière de douanes et de contributions indirectes : « Les propriétaires des marchandises seront responsables civilement du fait de leurs facteurs, agents, serviteurs et domestiques en ce qui concerne les droits, confiscations, *amendes* et dépens (2). » Et cette responsabilité est même étendue à toute personne sur la propriété de laquelle sont découvertes des marchandises répréhensibles.

Bon nombre d'auteurs et la Cour de Cassation en

1. Faustin Hélie. *Instr. crim.*, II, p. 612; Toullier, XI, n° 276; Demolombe, 31, n° 632; Baudry-Lacantinerie et Barde, t. 15, n° 2934; Cass., 24 mars 1893. D. 95.1.327; Cass., 13 juill. 1893, D. 94.1.250.

2. L. des 6-22 août 1791, tit. 13, art. 20; L. du 28 avril 1816, tit. 5, art. 56.

de multiples arrêts expriment l'idée que cette extension de la responsabilité ne constitue pas une exception au principe ordinaire, et que, si l'amende est mise en cette matière à la charge de la personne civilement responsable, c'est que cette amende n'est plus une peine à proprement parler, mais a pris le caractère d'une restitution civile : c'est une réparation du dommage causé à l'État par la fraude du délinquant. Et la Cour de Cassation, se fondant sur cette manière de voir, a cru pouvoir étendre le texte précité à des cas qu'il n'a pas expressément visés : elle a déclaré les pères et mères responsables dans les termes de l'article 1384 de l'amende encourue par leurs enfants mineurs, bien que le texte étendant la responsabilité civile à l'amende ne s'applique qu'aux propriétaires des marchandises et non aux pères et mères.

Pour s'élever contre cette jurisprudence, certains auteurs, Merlin (1) et Sourdat (2) entre autres, pensent au contraire que « l'amende en matière fiscale ne cesse jamais d'être une peine ; seulement elle n'est pas rigoureusement personnelle : c'est une dérogation aux principes, fondée sur une présomption légale de complicité et que la loi établit sous la dénomination inexacte de responsabilité civile » et que, par

1. Merlin, *Répertoire*, v^o *Responsabilité civile des délits*.

2. Sourdat, *De la responsabilité civile*, t. 2, p. 779.

conséquent, il ne saurait être apporté d'extension au texte.

Quelle que soit la solution que l'on donne à cette question, que l'amende reste purement une peine, ou qu'elle devienne une réparation civile, n'est-il pas un fait certain, c'est que, dans un système comme dans l'autre, il y a une dérogation à des principes bien établis : dans l'un, la dérogation consiste à donner le caractère d'une réparation civile à une amende qui est, de par un texte formel (art. 11 C. pén.), une peine ; dans l'autre, elle consiste à négliger les principes de la personnalité des peines. Il y a donc toujours une dérogation et par conséquent l'on ne peut se défendre d'approuver la protestation de Merlin contre une jurisprudence qui entend et applique d'une façon extensive un texte exceptionnel.

La confiscation des instruments du délit est, au même titre que l'amende, une peine. L'article 11 du Code pénal les considère comme de nature identique. Comme l'amende donc, la confiscation ne pourra être exercée que contre l'auteur du délit, sans que la personne civilement responsable ait à s'en préoccuper.

Il y a cependant eu une controverse sur ce point en ce qui concerne, en matière de chasse, la confiscation des engins ordonnée par l'article 16 de la loi du 3 mai 1844. La Cour de Grenoble (1), à deux repri-

1. 20 décembre 1848, S. 49.2.665 ; 8 mars 1849, S. 50.2.229.

ses, a jugé que la confiscation des armes ou le paiement de leur valeur faisait partie des réparations civiles dont l'article 28 de la même loi de 1844 rend responsable le père du mineur. Elle s'appuyait sur deux arguments. Cette confiscation, disait-elle, est une mesure d'ordre réel et non pas d'ordre personnel : elle est indépendante de la personne du délinquant ; elle a, comme la confiscation des marchandises saisies par les douanes ou les contributions indirectes, un caractère préventif qui affecte les choses mêmes dans lesquelles réside pour ainsi dire la contravention ; d'autre part, au cas où il n'y a pas eu saisie, le délinquant doit les représenter ou en payer la valeur : il y a là, purement et simplement, une application du principe de l'article 1142 du Code civil d'après lequel toute obligation de faire se résout en dommages-intérêts.

A ce système il n'est point difficile de répondre, d'abord qu'on ne peut s'appuyer sur des lois fiscales de caractère éminemment restrictif ; et ensuite, que la confiscation ne peut constituer une réparation civile, pour la bonne raison qu'elle ne profite pas à la victime du délit : c'est l'État qui en profite, et évidemment il n'y a pas de dommage causé à l'État ; c'est tout simplement un supplément de peine, une amende accessoire. Si le caractère réel, préventif, que l'on veut donner à la confiscation peut avoir une conséquence, c'est de permettre le recouvrement de la

valeur de l'engin sur le détenteur de cet engin, sur les père et mère s'il y a lieu, mais en tant que détenteurs et non comme civilement responsables.

La Cour de Grenoble n'a d'ailleurs pas persisté dans sa jurisprudence. Un arrêt de 1850 (1) la ramenait dans l'opinion commune que la Cour de Cassation (2) l'encourageait à ne plus quitter.

Nous voyons donc que, sauf dans des cas particuliers et strictement limités par les lois spéciales qui les établissent, la responsabilité du fait d'autrui justifie entièrement son nom de responsabilité civile et ne comprend rien de ce qui a trait à la répression du délit. La condamnation à laquelle est soumise la personne civilement responsable, comprend tout ce dont est tenu l'auteur direct du dommage, sauf la peine proprement dite, et elle ne comprend que cela. Elle s'étend à la réparation intégrale du préjudice causé, si le préjudice est intégralement imputable à l'individu dont elle est responsable. « Il n'y a pas lieu, dit M. Sourdat, d'examiner si la faute de la personne civilement responsable est plus ou moins légère, plus ou moins excusable, car la loi a établi cette responsabilité en vertu d'une présomption légale qui n'admet la preuve contraire que par exception

1. Grenoble, 8 février 1850. S. 50.2.230.

2. Cass. rej., 6 juin 1850. S. 50.1.875.

et dans des limites rigoureusement déterminées (art. 1384-5°) (1). »

Toutefois cette largeur d'application n'exclut pas les autres principes de droit et notamment le principe de la chose jugée. Il ne suffit pas que l'étendue du dommage ait été déterminée dans une poursuite dirigée uniquement contre l'auteur du délit, pour qu'elle le soit également vis-à-vis de la personne civilement responsable. Cette dernière doit avoir figuré dans l'instance qui a abouti à la condamnation de l'agent ; sinon, si c'est une instance nouvelle et distincte qui est dirigée contre elle, le tribunal saisi conserve toute sa liberté, non seulement en ce qui concerne l'existence de la responsabilité civile, mais encore en ce qui concerne la détermination de la réparation civile à accorder ; soit d'après de nouveaux documents, soit par une appréciation différente des mêmes documents, il pourra diminuer (2) ou augmenter le chiffre des dommages-intérêts dont la personne civilement responsable est tenue. Ce n'est là que l'application des principes établis en matière de chose jugée.

La personne civilement responsable devant réparer entièrement, au point de vue pécuniaire, le dommage causé par celle dont elle est responsable, il

1. Sourdat: *De la responsabilité civile*, t. 2, n° 791.

2, Paris, 5 mai 1851. S. 51.2.359.

s'ensuit qu'elle voit mettre à sa charge le payement des frais et dépens auxquels a donné lieu l'action principale, quand bien même elle n'y aurait pas été personnellement appelée. Ces frais et dépens ne sauraient en aucune façon être traités de la même façon que l'amende : ils ne constituent aucunement une peine. Ce n'est pas autre chose, la Cour de Cassation l'a déclaré dans de nombreuses décisions, qu'un élément de la réparation due à la partie qui gagne son procès par celle qui a nécessité ce procès par sa résistance injustifiée : il n'y aurait pas réparation intégrale si la partie qui a été lésée devait supporter, en tout ou en partie, les frais de la poursuite qu'elle a été obligée d'intenter pour faire reconnaître son droit. Elle doit être rendue complètement indemne des conséquences du délit ; elle ne le serait pas si les dépens qui sont un accessoire de la condamnation principale, qui sont, pour ainsi dire, la suite même de l'acte dommageable, restaient à sa charge.

Ces frais de poursuite figurent donc pour une part souvent importante dans la réparation pécuniaire due par la personne civilement responsable. Il peut même arriver qu'ils constituent à eux seuls toute cette réparation, que la condamnation aux frais soit la seule que la personne responsable ait à acquitter. Il arrive en effet quelquefois qu'un crime ou délit poursuivi et établi ne soit pas susceptible de donner lieu à une réparation civile proprement dite : on ne voit

guère, par exemple, quelle est la personne qui pourrait réclamer des dommages-intérêts à raison d'un infanticide commis par une fille-mère sur son enfant : de même, dans le cas d'un délit de chasse poursuivi à la requête du ministère public, quelle réparation civile peut-il y avoir ? Cela n'empêchera pas que la personne civilement responsable soit condamnée aux dépens, si la poursuite est légitimement intentée. Les dépens ne sont donc pas nécessairement un accessoire d'une restitution ou de dommages-intérêts. La Cour de Cassation a pourtant une fois refusé de mettre à néant un jugement qui déclarait « que lorsque les tribunaux ne prononcent aucune restitution, aucun dommage, il n'y a pas lieu de déclarer le père civilement responsable des dépens ; que la condamnation aux dépens est l'accessoire de la condamnation première, prononcée contre la personne civilement responsable » (1).

On ne peut dire assurément que ce système ait jamais été celui de la Cour suprême, car des arrêts contemporains (2) jugeaient la question d'une manière toute différente. Les auteurs de la théorie du Code pénal ont réfuté l'arrêt de 1832 (3) ; ils font remarquer en premier lieu qu'il importe peu qu'il y

1. Cass. rej., 19 juin 1832. D. 32.1.396.

2. Cass., 4 juillet 1830 et 31 janvier 1833, *Journ. dr. crim.*, 1833, p. 76 ; 11 juin 1836. D. 37.1.109.

3. Chauveau et Faustin Hélie, t. 2, p. 300.

ait eu préjudice causé, du moment qu'il y avait délit constaté: il a toujours été décidé que les frais occasionnés par une telle poursuite étaient un préjudice causé à l'État; le paiement de ces frais par la personne civilement responsable a donc le caractère de véritables dommages-intérêts. L'État ayant fait l'avance de ces frais, ont remarqué ces auteurs, il y avait réellement préjudice causé, et il y avait même partie civile en cause. Le second motif de l'arrêt discuté est que la condamnation aux frais ne peut être que l'accessoire d'une condamnation principale en dommages-intérêts. C'est là une erreur: l'article 194 du Code d'instruction criminelle n'impose en aucune façon cette condition. Il n'est d'ailleurs plus discuté que la condamnation aux frais puisse être la seule réparation imposée à la personne civilement responsable et qu'elle puisse lui être imposée alors même que le délit constaté et poursuivi n'est point susceptible de recevoir de réparation civile.

CHAPITRE III

Recours de la personne civilement responsable contre l'auteur du dommage

Maintenant que nous avons vu ce que la personne civilement responsable peut être condamnée à payer, il faut examiner si ces sommes doivent rester définitivement à sa charge, ou si au contraire elle peut se les faire rembourser par celui par la faute de qui le dommage est survenu.

Le principe est que, lorsque la personne poursuivie comme civilement responsable est condamnée, elle a un recours contre celle qui a commis l'acte dommageable (1). Il est fondé sur l'application du droit commun et de la personnalité de la responsabilité ; aussi tous les auteurs l'admettent-ils d'une façon gé-

1. Zachariæ, § 447, texte et note 10 ; Mourlon, II, n° 1696 ; Duranton, XIII, n°s 722, 725 ; Toullier, XI, n° 271 ; Larombière, VII, p. 642 ; Demolombe, XXXI, n° 634, 635 ; Aubry et Rau, IV, p. 767 ; Planiol, II, n° 912 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, XV, n° 2931.

Cass., 24 février 1886. S. 86.1.460.

nérale, bien qu'il ne se trouve formellement établi que par quelques textes spéciaux (1).

Mais quelque général que soit ce principe, il n'en reçoit pas moins de nombreuses exceptions. Bien souvent en effet, la personne civilement responsable sera, après avoir déboursé le montant des condamnations prononcées contre elle, absolument désarmée lorsqu'elle voudra se retourner vers l'agent du dommage, qui, finalement, ne contribuera en rien à la réparation du préjudice qu'il a causé. Hâtons-nous de dire que l'équité n'en sera pas choquée car cela ne se produira que dans le cas où, en fait, la faute de la personne civilement responsable sera de nature à masquer celle de l'auteur du dommage.

Le premier exemple à citer est celui de l'enfant et du fou : ils ne supporteront aucune part de la réparation du préjudice. Leur état, leur capacité ne leur permettent pas en effet d'être tenus personnellement des conséquences de leurs actes : la partie lésée ne peut pas poursuivre directement leur condamnation. Ce serait aller à l'encontre de la loi qui établit leur incapacité et qui les protège contre leur inexpérience ou leur démente, que de permettre à la personne civilement responsable de leur réclamer ce quelle a payé pour eux. D'ailleurs, s'ils sont à l'abri des pour-

1. Art. 106 C. forest. ; art. 74 L. 15 avril 1829 ; art. 8.47.II, L. 6 octobre 1791.

suites de la partie lésée, à plus forte raison doit-il être interdit à la partie civilement responsable de leurs actes, d'exercer un recours contre eux, car celle-ci est le plus souvent, toujours même suivant la présomption de la loi, coupable d'une faute : elle n'a pas suffisamment surveillé l'incapable confié à sa garde. Si elle s'est convenablement acquittée de sa tâche, elle peut se faire décharger de la responsabilité qui lui incombe puisque l'article 1384 lui permet de faire la preuve contraire : si elle est condamnée comme responsable, on est donc bien certain qu'elle a commis une faute. Et alors, comme dit Toullier, on ne comprendrait pas « qu'elle pût se décharger sur l'incapable de la responsabilité qu'elle encourt vis-à-vis du public ».

Lorsque l'agent du dommage est au contraire un individu responsable de ses actes, la question du recours ouvert à la partie civilement responsable ne comporte pas une réponse d'ensemble. On peut en effet — et il est même nécessaire de le faire — envisager trois cas bien distincts : le dommage peut résulter entièrement et exclusivement d'une faute imputable à l'agent seul ; il peut résulter d'une faute commune à l'agent et à la personne civilement responsable ; il peut enfin résulter d'une faute qui ne peut être imputée qu'à la partie civilement responsable.

Dans le premier cas, lorsque la faute est uniquement imputable à l'agent, lorsque le maître ou com-

mettant peut établir qu'il a fait tout ce qui était en son pouvoir pour empêcher l'acte dommageable, il n'en sera pas moins, d'après la présomption, irréfutable en ce qui le concerne, de l'article 1384, condamné comme civilement responsable et tenu de réparer un dommage auquel il est absolument étranger. Mais il serait inique qu'il n'eût point de recours contre l'agent. Quel a été en effet le but du législateur en établissant cette institution de la responsabilité du fait d'autrui ? Il a voulu, non pas assurer aux préposés de tout genre une sorte d'immunité, en ce qui concerne les réparations civiles, pour tous les cas où il se trouverait une personne qui pût endosser la responsabilité de leurs actes, mais seulement adjoindre, dans l'intérêt des tiers et pour faciliter les relations, la responsabilité de patrons ou commettants sérieux, solvables et connus, à celle d'employés incapables, mal intentionnés peut-être et le plus souvent insolvables, que ces patrons ont eu le tort de choisir à la légère, et de mettre en relation avec les tiers. Si le recours du patron contre son employé n'existait pas, comme la partie lésée s'adressera toujours à la personne civilement responsable, contre laquelle le recouvrement des condamnations pécuniaires a le plus de chances de pouvoir se faire, on aboutirait à faire bénéficier le préposé d'une impunité civile assurée qui aurait les plus fâcheux effets sur son zèle et son application au travail.

Les pères et mères ont-ils ce même recours contre leurs enfants ?

Il faut d'abord remarquer que le recours, s'il existe dans ce cas, aura assez rarement l'occasion d'être exercé. Et cela pour deux raisons ; d'abord parce que l'enfant n'a généralement pas de biens personnels sur lesquels il puisse répondre du dommage ; et en second lieu parce que le père ou la mère n'est soumis par l'article 1384 qu'à une présomption qui, comme nous le verrons plus loin, souffre la preuve contraire : s'il établit qu'il n'a pas pu empêcher le fait qui donnerait lieu à sa responsabilité, il est dégagé de celle-ci. Autrement dit, lorsqu'il peut prouver qu'il n'y a pas eu de sa part la faute sur laquelle serait basée sa responsabilité, il est mis hors de cause, et il n'aura par conséquent pas de recours à exercer. Mais cette rareté du recours ne veut pas dire que ce recours n'existe point lorsque la responsabilité du père ou de la mère est prononcée. On ne voit d'ailleurs pas pourquoi cette rigueur exceptionnelle leur serait infligée.

Ce qui a fait discuter l'existence de ce recours, c'est une disposition de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, titre 2, qui, après avoir établi dans l'article 17 la responsabilité civile des pères, maîtres et entrepreneurs à raison des délits commis par leurs enfants, domestiques et ouvriers, ajoute dans l'article 18 : « Les domestiques, ouvriers, voituriers et au-

tres subordonnés seront à leur tour responsables de leurs délits envers ceux qui les emploient. » Ce texte, comme on le voit, ne parle pas du recours des pères, mères et tuteurs contre les enfants et pupilles. Mais il est manifeste que ce texte n'est pas limitatif, et les règles du droit commun permettent d'en combler les lacunes : il n'y a aucune raison pour refuser le recours aux pères et mères. D'ailleurs, si aucune disposition générale ne le leur accorde, des textes particuliers — art. 207 C. forest. ; art. 281, 2 mai 1844 — en établissant la responsabilité civile des pères, mères, maîtres et commettants, *sauf tout recours de droit*, montrent que ce recours est considéré comme un accessoire, un correctif presque nécessaire de la responsabilité du fait d'autrui.

Il n'est d'ailleurs plus contesté que le recours soit donné de la même façon à toutes les personnes civilement responsables ; sinon il faudrait admettre que la responsabilité civile est instituée en faveur des agents de trouble et de dommage, alors qu'elle ne l'est qu'en faveur des tiers lésés.

Dans la seconde hypothèse que nous avons à envisager, c'est-à-dire lorsque la faute d'où provient le dommage n'est imputable entièrement ni à l'une ni à l'autre des parties, il semble équitable que chacune d'elles supporte définitivement une part de la responsabilité. Les intérêts du tiers lésé sont toujours respectés ; rien n'est changé à son égard : la partie

civilement responsable reste tenue pour le tout envers lui. Mais, si le tribunal apprécie que la faute est commune à l'agent du dommage et à la personne civilement responsable, soit parce que l'acte a été commis par eux deux, soit parce qu'il apparaît que l'agent aurait pu être mieux surveillé, et empêché de commettre le délit ou quasi-délit poursuivi, il doit partager la responsabilité et déterminer la part que chacun d'eux sera tenu de supporter personnellement et définitivement dans les réparations et dommages-intérêts (1). Dans ce cas, lorsque la partie civilement responsable, poursuivie pour le tout, comme le tiers lésé a incontestablement le droit de le faire, aura payé le tout, elle ne pourra exercer son recours contre l'agent du dommage que dans les limites fixées par le jugement, pour la responsabilité de cet agent.

Nous avons enfin indiqué une troisième hypothèse : bien que l'agent du dommage ne soit pas incapable, il peut être déclaré irresponsable des conséquences de l'acte qu'il a commis. Cela se produit lorsqu'il est couvert par les ordres et instructions que lui a donnés la personne civilement responsable, ordres et instructions de nature telle qu'il n'a pas commis de faute en s'y soumettant ; il n'a fait qu'exécuter strictement et fidèlement ce qui lui était com-

1. Cass. rej., 22 nov. 1848. S. 48 1.700.

mandé, ne s'écartant pas de la ligne qui lui était tracée, ne commettant de son chef aucune négligence, aucune imprudence.

En ce cas c'est évidemment à celui qui a donné les ordres qu'incombe la responsabilité tout entière. Le dommage est la conséquence immédiate de son fait ; et celui qui paraît en être personnellement l'auteur n'est qu'un intermédiaire que l'on doit écarter du débat, pour diriger la demande contre l'agent supérieur seul ; à qui enfin pour obtenir sa mise hors de cause, il suffira de prouver qu'il ne s'est pas écarté de son mandat. Bien entendu, il ne s'agit là que de faits licites. Lorsque les ordres ou le mandat donnés auront déterminé l'agent à commettre quelque délit qualifié par la loi pénale, on ne pourra le considérer comme déchargé de toutes les conséquences de son acte par ses ordres ou son mandat. Ces fautes-là ne sont excusables que dans les cas prévus par la loi ; et cela est vrai non seulement en ce qui concerne la responsabilité pénale, mais même en ce qui concerne la responsabilité civile : en tirant argument d'une décision de la Cour de Cassation (1), on reconnaît en effet que l'agent direct du dommage est toujours personnellement responsable vis-à-vis des tiers, et ne peut s'abriter derrière l'exception de mandat, quand le fait dont il s'est rendu coupable est qualifié délit

1. Cass., 9 janvier 1833. S. 33.1.321.

par la loi. Donc, ce cas particulier du fait illicite, écarté, lorsque l'agent du dommage sera un individu placé dans des conditions telles que la responsabilité de l'autorité qui le dirige le couvre entièrement, cette autorité n'aura pas de recours contre lui à raison des actes qu'elle a ordonnés.

Quelles sont ces personnes qui, pour certains de leurs actes, se trouvent dans une situation analogue à celle des incapables, étant complètement à l'abri des conséquences de ces actes. Elles ne constituent pas une classe distincte, une catégorie présentant des caractères bien déterminés qui permettent de la reconnaître au premier coup d'œil. Il s'agit purement et simplement, pour les reconnaître, d'une appréciation des faits ; c'est aux tribunaux qu'il appartient d'examiner et de décider si celui qui invoque ces causes d'irresponsabilité peut réellement s'en prévaloir. Les cas en sont d'ailleurs assez fréquents. Il s'agira tantôt d'un domestique, qui a dû obéir aux ordres de son maître, sans les discuter et sans en comprendre la portée (1), tantôt d'un enfant qui s'est trouvé dans la même situation à l'égard de ses parents, tantôt d'un élève, d'un apprenti couvert par la responsabilité du professeur, de l'artisan qui lui enseigne les principes de son art ou de son métier. Il en sera de même des ouvriers charpentiers, maçons ou

1. ass., 4 août 1836. D. 37.1.120.

autres qui, sous la direction d'un architecte, exécutent les plans de celui-ci ; ils n'ont point à les discuter ni à les rectifier : il n'y a pas faute de leur part, lorsque la réalisation exacte de plans défectueux a des conséquences fâcheuses. De même les agents de l'administration ne sauraient être déclarés responsables des suites de leurs actes, lorsque ceux-ci ne sont que l'exécution des ordres qu'ils ont reçus de leurs supérieurs (1).

Dans ces divers cas — et ce ne sont que des exemples — il est incontestable que les ouvriers, élèves, apprentis, enfants, domestiques, etc., sont à l'abri de tout recours exercé par les ingénieurs, architectes, maîtres ou parents. Il n'y a, à proprement parler, de faute qu'à la charge de ceux-ci ; il ne serait pas admissible qu'ils pussent faire payer les autres pour eux.

Nous voyons donc qu'en principe et bien que de nombreuses exceptions soient signalées, la véritable responsabilité pèse sur l'auteur du fait. C'est lui qui, en vertu des articles 1382 et 1383, sera tenu de supporter définitivement la dépense nécessaire pour réparer le préjudice qu'il a causé. Il est tenu en quelque sorte comme le débiteur principal, tandis que la personne civilement responsable est à côté de lui dans une situation comparable à celle de la caution (2).

1. Cons. d'État, 26 avril 1847. S. 47.2.493.

2. Baudry-Lacantinerie et Barde, t. XV, n° 2932.

CHÂPITRE IV

Exercice de l'action en responsabilité

Cette double responsabilité, signalée à la fin du précédent chapitre, permet à la partie lésée de choisir son adversaire et sa voie.

Elle peut, se basant sur l'article 1384, et sans mettre en cause l'auteur du dommage, poursuivre directement la personne civilement responsable, devant le tribunal civil : il ne saurait être question, dans ce cas, de s'adresser aux tribunaux répressifs, quand bien même le fait dommageable aurait le caractère de délit ou de crime (1).

La partie lésée peut, d'autre part, et dans tous les cas (2), actionner directement l'auteur du dommage, soit devant les tribunaux civils, s'il s'agit d'un quasi-

1. Aubry et Rau, IV, p. 766 ; Cass., 19 février 1866. S. 66.1.214 ; Crim. rej., 2 déc. 1881. S. 83.1.44.

2. Bien qu'il y ait une personne civilement responsable, l'action contre l'auteur du dommage est toujours possible ; la responsabilité personnelle de celle-ci n'est jamais supprimée par la présence de celle-là ; Cass , 17 juillet 1876. S. 48.1.477.

délit ou d'un délit non qualifié par la loi pénale, soit devant les tribunaux de répression. Et, même dans ce cas, elle ne manquera pas de mettre en cause la personne civilement responsable, qui se verra traduite devant le tribunal répressif qui sera compétent pour prononcer contre elle une condamnation pécuniaire à raison de sa responsabilité civile (1).

On pourrait s'étonner de voir les tribunaux de répression compétents pour statuer sur une responsabilité dont le caractère est, comme nous l'avons vu, strictement et exclusivement civil. Nous verrons qu'il n'y a cependant aucun doute à avoir.

Signalons en passant l'intérêt qu'il y a pour la partie lésée, poursuivant l'auteur du dommage, à mettre en cause, dans la même poursuite, la personne civilement responsable, et à faire juger l'action civile, accessoire, en responsabilité en même temps et par les mêmes juges que l'action principale contre l'auteur direct du dommage. Nous avons déjà indiqué que le principe de la chose jugée s'appliquait aussi strictement dans notre matière que dans les autres. Il pourrait donc arriver que le jugement obtenu contre le coupable seul ne servît absolument à rien. On courrait le risque de voir rendre une décision toute différente, lorsque l'on viendrait à poursuivre,

1. Aubry et Rau, IV, p. 766 ; Demolombe, XXXI, n° 635 ; Cass., 18 juin 1847, S. 47, 1. 783 ; 25 février 1848, S. 48, 1. 415.

au moyen d'une action distincte, la personne civilement responsable ou du moins prétendue telle. On pourrait non seulement voir discuter la responsabilité de celle-ci et l'importance des dommages à réparer, mais encore voir contester à nouveau l'existence de la responsabilité de l'auteur principal, et s'il y a matière à responsabilité de sa part, c'est-à-dire s'il y a eu fait dommageable, délit ou quasi-délit. En un mot tout serait à recommencer. « L'article 1384, dit M. Demolombe, ne s'oppose nullement à l'application du principe général posé par l'article 1351 ; il ne dit pas qu'on est responsable des condamnations prononcées contre ceux dont on doit répondre, et sur le vu seulement de ces condamnations. Il dit que l'on est responsable du dommage causé par le fait des personnes ou des choses dont on a la garde. Il faut donc qu'il soit légalement prouvé contre la personne actionnée comme civilement responsable, qu'il y a un dommage causé par celui dont elle a la surveillance, dans les conditions voulues pour donner lieu à dommages-intérêts. Or une preuve légale ne peut jamais résulter, contre une personne, d'un jugement rendu avec un tiers. »

Cependant M. Larombière (1) et quelques autres auteurs admettent que, dans certains cas, un jugement rendu en présence de l'auteur du dommage

1. Larombière, t. V, p. 775, n° 35.

seul, peut avoir effet à l'égard de la personne civilement responsable. Ainsi si le tribunal civil ou criminel devant lequel la partie lésée a poursuivi l'auteur du fait, seul, a décidé, d'après les circonstances mêmes de ce fait, qu'il ne présente pas le caractère d'une faute, ou qu'il n'est pas de nature préjudiciable, la partie lésée ainsi déboutée ne pourra plus réclamer de dommages-intérêts à ceux que la loi déclare responsables, parce que dans ce cas « l'obligation accessoire n'a pas de base ». Il faut évidemment pour cela que la demande ait été repoussée pour des motifs tirés des conséquences intrinsèques du fait, et non en vertu d'une exception purement personnelle à son auteur, comme le défaut de discernement d'un enfant ou la démence d'un aliéné ; la personne civilement responsable ne peut pas se prévaloir de ces exceptions.

Nous signalions tout à l'heure le scrupule que l'on pourrait avoir à amener devant les tribunaux de répression une personne contre laquelle ne peut être prononcée qu'une condamnation purement civile. La partie lésée sera fréquemment obligée de le faire si elle veut obtenir, comme elle y a grand intérêt, la condamnation accessoire contre la personne civilement responsable en même temps que la condamnation principale contre l'auteur du dommage. Le cas se présentera toutes les fois que l'action se rattachera à un crime, délit ou contravention qualifié par

les lois pénales, et soumis, naturellement, à la juridiction des Cours d'assises ou des Tribunaux de police simple ou correctionnelle.

Il y a un texte, absolument général, qui nous indique quelle est à ce point de vue la compétence des tribunaux de répression. L'article 74 du Code pénal s'exprime en effet en ces termes : « Dans les autres cas de responsabilité civile qui pourront se présenter dans les affaires criminelles, correctionnelles ou de police, les Cours et Tribunaux devant qui ces affaires seront portées se conformeront aux dispositions du Code civil, livre III, titre IV, chapitre 2. »

Que ce texte, qui renvoie aux articles 1382 et suivants du Code civil, ait bien trait à la responsabilité civile proprement dite, il n'y a pas de doute, car l'article précédent, l'article 73 du Code pénal dont la liaison avec celui-ci est évidente, établit un cas de responsabilité du fait d'autrui bien caractérisée. Il n'est également pas douteux que ce texte vise le cas où la question de la responsabilité civile est portée devant un tribunal répressif en même temps qu'une affaire criminelle, correctionnelle ou de police : le texte s'exprime clairement sur ce point.

D'ailleurs, en ce qui concerne tout au moins les tribunaux de première instance et de simple police, il n'y avait pas de doute possible. En vertu des articles 145 et 182 du Code d'instruction criminelle (1),

1. Art. 145. — Les citations pour contraventions de police... Elles

la citation est donnée directement à la personne civilement responsable, et d'après les articles 190 et 194 du Code d'instruction criminelle (1), celle-ci est jugée simultanément avec le prévenu, invitée comme lui à présenter sa défense et condamnée par le même jugement. La compétence de ces tribunaux ne saurait donc être contestée puisque la loi a réglementé la procédure qu'ils auraient à appliquer.

Mais ces quatre textes ne s'appliquent pas à la Cour d'assises et l'on n'en trouve point d'analogues pour cette juridiction. C'est pour elle qu'il faut surtout invoquer l'article 74 dont les expressions, absolument générales, comprennent assurément le cas où le fait répréhensible est de la compétence de la Cour d'assises : ce texte parle en effet d'affaires criminelles et des cours devant lesquelles elles sont portées :

seront notifiées par huissier ; il en sera laissé copie au prévenu ou à la personne civilement responsable.

Art. 182. — Le tribunal sera saisi, en matière correctionnelle, de la connaissance des délits de sa compétence... soit par la citation donnée directement au prévenu et aux personnes civilement responsables de son délit par la partie civile.

1. Art. 190. — L'instruction sera publique, à peine de nullité.. Le prévenu et les personnes civilement responsables proposeront leur défense.

Art. 194. — Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les personnes civilement responsables du délit, ou contre la partie civile, les condamnera aux frais, même envers la partie publique.

cela ne peut s'entendre que des Cours d'assises.

Ainsi donc la partie lésée peut et doit assigner, à fins civiles, la personne civilement responsable pour l'audience du tribunal répressif où l'affaire introduite, par elle ou par le ministère public, doit être jugée à l'égard de l'auteur principal (1).

Mais une complication peut survenir. Si la personne citée comme civilement responsable soutient que c'est à tort qu'on veut lui attribuer cette qualité, qu'elle ne fait pas partie des personnes tenues du fait d'autrui, quel sera le sort de la citation et le tribunal de répression sera-t-il compétent pour statuer sur cet incident qui est bien exclusivement civil? La difficulté a été soulevée et la Cour de Cassation a été appelée à la solutionner. Elle s'est exprimée ainsi dans un arrêt du 25 février 1848 (2), qui constitue d'ailleurs une argumentation complète démontrant que la personne civilement responsable peut être jugée par un tribunal uniquement répressif: « Attendu qu'aux termes de l'article 1^{er} du Code d'instruction criminelle, l'action en réparation du dommage causé par un crime, par un délit ou par une contravention, appartient à tous ceux qui ont souffert de ce dommage; que l'ar-

1. Crim. rej., 18 juin 1847. S.47.1.783; 25 février 1848. S.48.1.415
Cour d'assises Seine, 5 octobre 1847, aff. Sommé c. Administration des postes; Cass., 2 avril 1859. D.59.1.139.

Chauveau et Faustin Hélie. *Théorie du Code pénal*, t. 2, p. 298.

2. Cass., 25 février 1848. S.48.1.415.

ticle 3 dudit Code autorise à intenter cette action en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique ; qu'il ne serait pas satisfait au vœu de ces dispositions, formulées en termes généraux et motivées par l'intérêt d'une bonne et prompte administration de la justice, si la voie qu'elles ouvrent au tiers lésé, devant les tribunaux de répression, ne lui assurait pas l'entier dédommagement qu'il serait fondé à réclamer des juges civils ; qu'on doit, dès lors, considérer comme le complément de cette faculté légale, et comme rentrant virtuellement dans son exercice, l'appel, s'il y a lieu, dans l'instance criminelle, des personnes civilement responsables du crime... ; que cette application du texte précité aux matières correctionnelles et de simple police a été formellement consacrée par l'article 190 du Code d'instruction criminelle ; qu'en ce qui concerne les Cours d'assises, elle n'a été contredite, ni par l'article 369 du même Code, ni par aucune autre de ses dispositions, et qu'elle ressort au contraire, de leur rapprochement avec l'article 74 du Code pénal qui comprend les Cours devant lesquelles sont portées les affaires criminelles au nombre des tribunaux éventuellement appelés à statuer sur les cas de responsabilité civile ; attendu qu'il résulte des principes ci-dessus posés que la Cour d'assises de Toulouse, en admettant, dans l'espèce, les époux Bernard Combettes à prendre part aux débats de l'affaire dont il s'agit, comme parties civiles,

et en se déclarant compétente pour connaître de l'action en responsabilité civile exercée contre les supérieurs de l'Établissement et du Pensionnat de l'Institut des Frères de la doctrine chrétienne, n'a violé ni les articles 190, 359 du Code d'instruction criminelle, et 74 du Code pénal, ni les règles de la compétence et en fait au contraire une juste application ; attendu que la Cour d'assises a expressément déclaré ne rien préjuger et renvoyer en fin de cause la solution des autres questions qui se rattachent à l'exercice de cette action, tous droits, actions et exceptions demeurant saufs et réservés ainsi... ; rejette. » La compétence de la Cour d'assises est donc aussi certaine que celles des tribunaux de police correctionnelle et de simple police.

Mais bien entendu, pour que cette compétence, en quelque sorte civile, des tribunaux répressifs existe, il est nécessaire qu'ils soient, au principal, saisis de l'action publique contre la personne coupable du fait dont la réparation est poursuivie : il faut que cette personne soit traduite devant eux et qu'ils aient à statuer au criminel sur l'application de la peine qui devra lui être faite. C'est qu'en effet l'obligation civile de la personne responsable, n'étant qu'un accessoire de l'obligation de l'auteur du délit, ne peut être déferée aux tribunaux répressifs qu'accessoirement à l'action criminelle, à l'action publique. Si donc celle-ci n'est pas mise en mouvement — et elle ne l'est que

par la traduction du prévenu devant le tribunal (1) — la compétence de ce tribunal n'existera pas à l'égard de la personne civilement responsable. « Son incompetence est matérielle et absolue ; elle pourra être proposée en tout état de cause, même en appel (2). »

Une conséquence intéressante de ce caractère accessoire de la responsabilité civile, c'est que, si l'auteur du délit vient à mourir, comme l'action publique est éteinte par cette mort, la personne civilement responsable ne pourra plus être poursuivie que devant les tribunaux civils ; les tribunaux répressifs ont perdu ce qui faisait leur compétence à son égard.

Que se passera-t-il si la partie lésée vient à assigner devant le tribunal de répression la partie civilement responsable seule ? Ne devra-t-on pas renvoyer celle-ci purement et simplement des fins de la poursuite ? Il semble d'après les principes exposés que telle soit la solution. Mais la jurisprudence, et cela sans opposition de la doctrine, en a décidé autrement : le tribunal de répression devant lequel la personne civilement responsable aura été assignée seule, devra surseoir à statuer et fixer au ministère public un délai pendant lequel il sera tenu de met-

1. Mangin, *Act. publ.*, t. 1, n° 34 ; Chauveau et Hélie, t. 2, p. 298 ; Cass., 9 juin 1832. D. 32.1.317 ; 29 avril 1843. S. 43.1.923 ; Douai, 31 août 1832. D. 33.2.13.

2. Mangin, *loc. cit.* ; Chauveau et Hélie, t. 2, p. 299 ; Cass., 11 sept. 1818, S. 19.1.117.

tre en cause l'auteur même du délit sans lequel rien n'est possible (1). Il a cependant été jugé également que le tribunal, ainsi saisi à tort, peut se borner à se déclarer incompétent, sous toutes réserves de l'action de la partie lésée (2).

Quoi qu'il en soit, ce qui est incontestable, c'est que le tribunal de répression est frappé d'une incompétence absolue, lorsque la partie civilement responsable se trouve devant lui sans être accompagnée de l'auteur du délit. Et cela est vrai même dans les cas exceptionnels, en matière de douanes par exemple, où une loi expresse soumet la personne civilement responsable aux *peines* de la contravention commise par l'agent. Du moment que la personne traduite devant le tribunal est soumise ou du moins peut être soumise à une peine, il semble que l'on puisse considérer l'action publique comme engagée, et par conséquent le tribunal de répression comme compétent. Le contraire a cependant été jugé (3) et le principe ne comporte aucune exception.

Il peut arriver que le contraire du cas que nous venons d'étudier se présente. L'auteur du délit est cité seul, la partie lésée ignorant l'existence d'une

1. Chauveau et Hélie, t. 2, p. 299 ; Cass., 18 oct. 1827. D. 27.1.505 ; 24 déc. 1830. D. 31.1.39 ; 31 janv. et 5 juillet 1833. D. 33.1.264.

2. Cass., 25 nov. 1836. D. 37.1.66.

3. Douai, 31 août 1832. D. 33.2.13.

personne civilement responsable, ou la négligeant. Toutes les parties sont-elles obligées d'accepter la décision de la partie lésée qui ne poursuit que l'auteur ; celui-ci ne peut-il pas appeler en cause la personne civilement responsable ; celle-ci ne peut-elle pas intervenir de son plein chef pour prendre la défense du prévenu ?

Il est incontestable que la personne civilement responsable a ou du moins peut avoir un intérêt personnel et direct à intervenir, notamment s'il y a lieu de proposer l'exception préjudicielle de propriété (1) ; en intervenant d'ailleurs, elle ne fait, comme dit Faustin Hélie, « que réunir les différents éléments d'un procès qui n'aurait pas dû être divisé ». Aussi son intervention a-t-elle été à diverses reprises admise par la Cour suprême (2).

La Cour de Cassation (3) a également reconnu que le prévenu poursuivi seul, peut, s'il estime que ce soit avantageux pour sa défense, mettre en cause la personne civilement responsable, dont il ne fait en quelque sorte que provoquer l'intervention.

Une autre question de procédure est celle qui a

1. Cass., 7 janvier 1853. D. 53.1.66 ; 12 janv. 1866. D. 66.1.416 ; 16 avril 1858. D. 58.1.295.

2. Cass., 13 oct. 1835. D. *Rép.*, v^o *Intervention*, n^o 167 ; Cass., 10 mai 1845. D. 45.4.324.

3. Cass., 7 janvier 1853. D. 53.1.66 ; 16 août 1812 et 22 juin 1826. D. *Rép.*, v^o *Intervention*, n^o 167.

trait à la contrainte par corps. Les personnes civilement responsables sont-elles exposées à la subir de la même façon que les auteurs du délit ? Cette question a été âprement discutée jusqu'à la loi du 22 juillet 1867. Actuellement, sous le régime de cette loi qui supprime la contrainte par corps en matière civile et commerciale, elle ne se pose plus ; il est indiscutable que les tribunaux n'ont plus le droit de la prononcer. C'est une mesure qui n'est maintenue que pour assurer le paiement des amendes, frais, dommages-intérêts par les personnes condamnées pour crimes, délits ou contraventions (1). Sous le régime antérieur à cette loi, il semble bien que, en ce qui concerne les personnes civilement responsables, la contrainte par corps était une mesure purement facultative pour le juge (2) auquel l'article 126 du Code de procédure civile laissait toute latitude à ce sujet.

Pothier et Proudhon s'élèvent contre l'application de la contrainte par corps aux personnes civilement responsables. « Ceux qui sont tenus de l'obligation d'un délit commis par une autre personne, sans y avoir concouru eux-mêmes, disent-ils, en sont tenus différemment que l'auteur du délit. Quoique celui-ci soit contraignable par corps au paiement de la

1. Art. 52 C. pén.

2. Baudry-Lacantinerie et Barde, t. XV, n° 2936.

somme à laquelle il a été condamné pour la réparation du tort qu'il a causé, lorsque le délit est de nature à donner lieu à cette condamnation, les personnes qui en sont responsables ne le sont que civilement, et ne peuvent être contraintes que par la saisie de leurs biens, et non par l'emprisonnement de leurs personnes (1). »

On voit que notre droit moderne s'est conformé au système des deux grands jurisconsultes.

Pendant combien de temps la personne civilement responsable est-elle exposée à l'action du tiers lésé ? Il suffit de se souvenir du caractère accessoire que présente l'action en responsabilité civile pour pouvoir répondre : pour savoir quand est prescrite une action en responsabilité civile, il suffit de savoir quand serait prescrite l'action dirigée contre l'auteur du dommage personnellement (2). Celle-ci en effet est la principale ; celle-là n'est que l'accessoire. Si donc le fait, dont la réparation est poursuivie, ne tombe pas sous le coup de la loi pénale, l'action dirigée contre la personne civilement responsable comme celle dirigée contre la personne responsable pour elle-même, se prescrira, suivant le droit com-

1. Pothier, *Obligat.*, n° 122 ; Proudhon, *Usufruct.*, 2, 1535.

2. Rej., 14 mars 1853. D. 53.1.83 ; Cass., 6 mars 1855. D. 55.1.84 ; 13 mai 1868 et 12 janv. 1869. D. 69.1.217 ; Aix, 15 juin 1871 et Cass., 20 mai 1872. D. 72.1.343 ; Cass., 1^{er} mai 1876. D. 76.1.400 ; 10 janv. 1877. D. 77.1.197.

mun, par trente ans. Rappelons-nous d'ailleurs qu'aux yeux de la loi la personne civilement responsable est coupable comme l'autre d'un délit civil ou d'un quasi-délit : elles sont dans une situation identique.

Si, au contraire, il s'agit d'un délit criminel, d'un fait dommageable prévu et puni par la loi pénale, la solution, pour être certaine, n'en comporte pas moins une légère difficulté. La loi assigne à l'action civile la même durée qu'à l'action publique, mais elle ne le fait que dans le cas où il s'agit de l'action en réparation du dommage causé par un crime, un délit ou une contravention ; or l'action dirigée contre la personne civilement responsable est fondée sur une négligence ou une imprudence, c'est-à-dire sur un quasi-délit (1) : ce n'est pas le cas prévu par la loi. A cette objection spécieuse, l'on n'a pas été embarrassé pour répondre, textes en mains. L'action en responsabilité civile est, on ne peut le discuter, une « action civile pour la réparation du dommage causé par un délit » à laquelle s'applique directement l'article 2 du Code d'instruction criminelle, dont les termes sont absolus et formels. Ils interdisent toute action civile en réparation d'un dommage résultant de faits incriminés par la loi pénale, lorsque, étant formée après la prescription de l'action publique,

1. Paul Collet. *Rev. critiq. de légis. et jurispr.*, 1868, XXXIII, p. 1 et s. ; C. pr., discussion M. Beudant dans le livre de Le Sellyer, II, n° 556.

elle conduirait à prouver ces faits à une époque où la loi pénale ne pourrait plus les réprimer (1). D'ailleurs, ne serait-il pas contraire à toute équité que le coupable fût à l'abri de toute recherche, et que, cependant un tiers qui n'a pas commis le délit dût en supporter certaines conséquences.

Il est donc bien certain que l'action en réparation du dommage causé ne peut plus être dirigée contre la personne civilement responsable, lorsque l'action est éteinte à l'égard de l'agent direct. Cela ne veut pas dire, il faut le remarquer, que l'impossibilité d'une condamnation contre l'agent du délit ait forcément pour conséquence l'échec de toute poursuite contre la personne civilement responsable. Il arrive assez fréquemment que la poursuite contre l'agent du délit n'aboutisse à aucun résultat, par exemple si celui-ci n'avait pas conscience de ses actes, comme un enfant en bas âge ou un fou, et que néanmoins la responsabilité de la personne chargée de sa garde, soit engagée d'une manière certaine. C'est même l'un des cas où la responsabilité civile reçoit son application la plus rigoureuse puisque, ainsi que nous l'avons vu, aucun recours n'est alors accordé contre l'auteur du dommage.

En ce qui concerne la prescription de ce recours,

1. Demolombe, XXXI, n° 636 *bis*; Baudry-Lacantinerie et Barde, XV, n° 2937; Caen, 22 déc. 1876. S. 77.2.49.

les règles sont les mêmes : l'action récursoire de la personne civilement responsable contre l'agent direct du dommage, a la même origine que l'action de la partie lésée ; comme elle, elle naît *ex delicto*, et comme elle, elle se prescrit soit par trente ans s'il ne s'agit que d'un délit civil, soit par le temps de la prescription de l'action publique, s'il s'agit d'un fait prévu par la loi pénale.

Une conséquence du caractère civil de l'action en responsabilité du fait d'autrui, que nous n'avons pas encore eu l'occasion de signaler c'est que, si elle n'a pas été intentée avant la mort de la personne que la loi y déclarait soumise, rien n'empêche de l'exercer contre les héritiers de celle-ci (1). Lorsqu'il ne s'agit que de réparations purement civiles, la chose est si claire et si évidente, qu'elle méritait à peine d'être indiquée. Mais ce qui est plus surprenant, c'est l'extension qui est faite de cette solution, au cas où il s'agit, non plus de réparations purement civiles, mais bien des amendes mises, comme nous l'avons vu, par certaines lois spéciales, à la charge des personnes civilement responsables (2). Il y a là une dérogation au principe de la personnalité des peines : c'est sans doute la seule explication véridique, bien que

1. Toullier, XI, n° 291 ; Chauveau et Faustin Hélie, th. du C. pén., t. 2, p. 300.

2. Baudry-Lacantinerie, XV, n° 2936 ; Sourdat, *De la Resp. civile*, t. 2, n° 775.

certain auteurs préfèrent invoquer un changement de nature de l'amende qui cesserait d'être une peine pour prendre le caractère d'une réparation civile.

DEUXIÈME PARTIE

QUELLES SONT LES PERSONNES RESPONSABLES DU FAIT D'AUTRUI?

Elles nous sont indiquées, en premier lieu, par l'article 1384 du Code civil, qui est le texte essentiel en cette matière. Mais il ne vise pas tous les cas de responsabilité du fait d'autrui, et nous devons en aller chercher quelques autres dans certains textes spéciaux.

Nous aurons donc à examiner d'abord les trois catégories de personnes civilement responsables prévues par l'article 1384 :

1° Le père ou la mère, à l'égard de leurs enfants mineurs habitant avec eux ;

2° Les maîtres et commettants, à l'égard de leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ;

3° Les instituteurs et artisans, à l'égard de leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

Les autres cas de responsabilité que nous aurons à signaler seront les suivants :

4° Responsabilité des communes à raison des dommages causés par les attroupements ou rassemblements : loi du 5 avril 1884, articles 106-109 ;

5° Responsabilité des aubergistes dans le cas de l'article 73 du Code pénal ;

6° Responsabilité des dépositaires des registres de l'État civil : article 52 du Code civil ;

7° Responsabilité des gardes champêtres : loi des 28 septembre-6 octobre 1791, tome 1, section VII, article VII.

CHAPITRE PREMIER

Responsabilité des père et mère

Le premier cas de responsabilité civile que nous indique la loi est celui qui rend les pères et mères responsables des actes de leurs enfants. C'est effectivement le premier exemple que pouvait nous donner la nature, de l'obligation imposée à une personne d'en surveiller une autre, de l'empêcher de faire du tort à autrui, et enfin de réparer les conséquences des actes dommageables commis. Ce cas de responsabilité n'était pas inconnu du droit romain et l'on y voit pendant longtemps appliquer aux enfants le même régime qu'aux esclaves. Pour les uns comme pour les autres, le père de famille était tenu de réparer le dommage causé, à raison de la puissance qu'il exerçait sur eux, et il pouvait s'exonérer de toute responsabilité en en faisant l'abandon noxal, car il eût été injuste, dit Gaïus, *nequitiam eorum ultra ipsorum corpora parentibus dominisve damnosam esse* (1). Cette responsabilité, uniquement fondée sur

1. Gaïus. *Instit.*, 4, nos 75, 77, 78, 79,

la puissance paternelle, disparaissait donc avec elle, soit que l'enfant passât sous une autre puissance, soit qu'il devint *sui-juris*. Mais ce régime fut abandonné en ce qui concernait les enfants et l'on vit bientôt diriger l'action contre le fils lui-même ; seulement comme il arrivait fréquemment que la condamnation ne puisse s'exécuter contre lui, le demandeur était autorisé à agir *de peculio* contre le père pour obtenir l'exécution complète (1).

Les principes de notre ancienne jurisprudence sont fort incertains sur la responsabilité du père. M. Toullier (2) prétend que le droit commun de la France avait adopté la disposition de la coutume de Bretagne qui portait, article 656 : « Si l'enfant fait tort à autrui, tant qu'il sera au pouvoir de son père, le père doit payer l'amende civile, pour ce qu'il doit châtier ses enfants. » Mais Merlin cite de son côté plusieurs coutumes et un grand nombre d'arrêts, notamment du parlement de Paris, qui déclaraient le père irresponsable de la réparation civile des délits de ses enfants ; mais on admettait sa responsabilité quand il y avait connivence de sa part aux délits de ses enfants, et il suffisait, pour que l'on considérât qu'il y avait connivence, que le père ne se soit pas opposé autant qu'il pouvait le faire à l'acte reproché à son

1. L. 33, 34, 35, de noxal, act.

2. Toullier, t. 11, p. 260.

fil (1). Il fallait donc que le demandeur fasse la preuve de la connivence du père. Aujourd'hui la loi présume sa faute. C'est peut-être, au fond, en cela que se résume la différence entre l'ancienne jurisprudence et notre droit actuel.

Aujourd'hui la responsabilité des pères et mères est établie d'une façon formelle. L'article 1384 s'exprime en effet ainsi : « Le père et la mère, après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux. » Nous avons déjà vu que le motif de cette responsabilité est le droit, et le devoir corrélatif, de garde et de surveillance qui constituent la puissance paternelle. Il était nécessaire, en effet, d'instituer, à côté de la responsabilité personnelle du mineur ayant atteint l'âge du discernement, une responsabilité plus effective. La responsabilité du mineur, quand elle existe, est le plus souvent illusoire, car le mineur a très rarement des biens personnels. De plus les mineurs ne sont pas indépendants : il est donc juste que quelqu'un soit responsable à côté d'eux et pour eux. Nous avons déjà remarqué d'ailleurs, que ce répondant, s'il répond en apparence du fait d'autrui est surtout responsable de son fait personnel : il est lui-même en faute pour ne pas s'être acquitté de sa mission de garde et de surveillance. C'est ce qu'expose Bertrand

1. Merlin. *Rép.* v° *Puissance personnelle*, sect. 3, § 2, n° 2.

de Grenille dans son Rapport au Tribunal : « Cette obligation, dit-il, se rattache à la puissance, à l'autorité que la loi accorde aux parents sur leurs enfants en minorité, aux devoirs qu'elle leur impose pour la perfection de leur éducation, à la nécessité où ils sont de surveiller leur conduite avec ce zèle, ce soin, cet intérêt qu'inspirent tout à la fois et le désir de leur bonheur et la tendre affection qu'ils leur portent (1). »

La surveillance des pères et mères devant être continue et universelle, la responsabilité de l'article 1384 s'étend à tous les actes de l'enfant, sans qu'il y ait lieu de distinguer si cette surveillance, en fait, s'exerçait ou non. C'est ainsi que la responsabilité du père est engagée à la suite d'accidents causés par des amusements dangereux, entre des enfants du même âge, loin de la surveillance des parents (2). De même si le père autorise à chasser un fils, d'âge à obtenir cette autorisation sans qu'il y ait imprudence à la lui donner, il n'en sera pas moins responsable des accidents que ce jeune homme aura pu causer (3).

On s'est demandé si le fait, par le père, d'employer son fils comme domestique ou préposé à un ouvrage quelconque modifiait sa responsabilité et la restrei-

1. Fenet, XIII, p. 475 ; Loqué, XIII, p. 41, n° 11.

2. Lyon, 30 mars 1854. D. 54.2.331 ; Nîmes, 13 mars 1855. D. 55.2.161.

3. Caen, 2 juin 1840. S. 40.2.538 ; Larombière, VII, p. 626.

gnait, comme celle du maître ou commettant, aux actes commis dans les limites des attributions du préposé. Assurément non. Le père n'a fait que mettre côte à côte deux cas de responsabilité. La qualité de commettant se cumule dans la même personne avec celle de père. Chacune de ces deux qualités crée pour lui des obligations, qui sont plus ou moins étendues, suivant le rapport d'après lequel on les considère. En tant que commettant, il sera tenu pour responsable des actes effectués par son préposé dans la limite de ses fonctions, et il en sera tenu sans être admis à prouver qu'il n'y a pas de faute de sa part. En tant que père, il sera tenu dans les cas où la responsabilité du commettant ne pourra être invoquée, mais il sera tenu moins rigoureusement, car il pourra prouver qu'il n'a pas pu empêcher ce fait (1).

Le texte nous indique la responsabilité de la mère comme ne pouvant se présenter qu'en cas de décès du père. Celui-ci ayant seul, pendant la durée du mariage, l'exercice de la puissance paternelle (art. 373), la mère ne saurait évidemment être chargée d'une responsabilité qui ne repose que sur cette puissance.

Un auteur qui, quelque estimable qu'il soit, n'a d'ailleurs plus grande autorité, M. Toullier, a cependant soutenu que la mère pouvait y être quelquefois soumise. « C'est elle, fait-il remarquer (2), qui est

1. Sourdat, t. 2, n° 838.

2. Toullier, nos 278-281.

spécialement chargée de la garde des enfants dans le premier âge, et, si elle a pu empêcher le dommage causé, en l'absence du père, par l'enfant encore sans discernement, la responsabilité doit peser sur elle et sur elle seule. Le père est certainement sans reproche en lui laissant la garde de l'enfant ; elle n'agit même pas alors comme exerçant des fonctions que son mari lui aurait confiées, puisque c'est la nature et la loi qui confient l'enfant en bas âge à sa mère. Elle seule est donc en faute, elle seule doit être responsable. »

Cette doctrine est presque unanimement repoussée, Comment en effet apporter un tel tempérament à un texte aussi formel que l'article 1384 ? Mais s'il est incontestable que la mère ne peut, dans ce cas, être soumise à la responsabilité de l'article 1384, il n'est pas moins certain que s'il y a de sa part faute personnelle, négligence ou imprudence prouvée contre elle, elle sera en vertu du droit commun, en vertu des articles 1382 et 1383, déclarée responsable à l'exclusion de son mari (1).

Elle ne sera donc soumise à la présomption légale de l'article 1384 que lorsque, après le décès du père, les droits et les obligations de celui-ci passeront formellement à la mère. C'est elle en effet qui sera investie de la puissance paternelle, et elle la recueillera

1. Bourges, 6 juin 1881 ; S. 82.2.249.

avec tous ses accessoires, et notamment avec la responsabilité. Cette observation, que la responsabilité civile passe à la mère dans tous les cas où elle est investie de la puissance paternelle (1), conduit à entendre d'une façon extensive le texte de l'article 1384. Aussi tout le monde admet que d'autres circonstances que le décès du père rendent la mère responsable. Toutes les fois que l'exercice de la puissance par le père est légalement suspendu et remis à la mère, celle-ci n'agissant plus comme par délégation de l'autorité du mari, mais en vertu de celle qui lui est propre, tombe sous l'application de l'article 1384.

Il n'en est donc pas ainsi pendant les voyages du mari (2). Celui-ci conserve, quelque longue que soit son absence, tous ses droits et tous ses attributs. S'il ne peut, en fait, exercer la surveillance sur ses enfants, il n'en est pas moins responsable des actes de ces enfants; et la mère n'encourt aucune responsabilité, autre que celle de son fait et de sa faute personnelle.

Par contre il est incontestable que la mère devient responsable dans les cas suivants :

1. Duranton, XIII, n° 716; Aubry et Rau, IV, p. 756; Larombière, VII, p. 596; Planiol, II, n° 910; Baudry-Lacantinerie et Barde, XV, n° 2900.

2. Aubry et Rau, *loc.cit.*; Mourlon, II, n° 1692; Demolombe, XXXI, n° 570; Cass., 16 août 1841. S. 41,1.751.

En cas de disparition du père, même s'il n'est pas déclaré absent, l'article 144 du Code civil donne à la mère les droits du père et notamment la surveillance des enfants mineurs ;

En cas d'interdiction du père, la puissance paternelle lui est retirée ;

En cas de séparation de corps ou de divorce, si la garde de l'enfant est confiée à la mère, bien que la puissance paternelle du père ne lui soit pas enlevée, il n'a plus le pouvoir de suivre et de diriger l'enfant, qui d'ailleurs n'habite plus avec lui, ce qui suffit à faire disparaître la responsabilité (1).

Mais on ne saurait étendre plus loin qu'à la mère, les dispositions de l'article 1384. Quand bien même l'enfant se trouverait chez d'autres parents ou ascendants, qui en assumeraient complètement la garde et la surveillance, ceux-ci ne seront responsables de ses actes, à moins de faute personnelle suffisamment caractérisée, que s'il existe dans leur personne une autre qualité les rendant civilement responsables, comme par exemple celle d'instituteur ou de maître.

La responsabilité des pères et mères étant fondée sur la puissance paternelle, comme celle-ci appartient également aux pères et mères naturels (art. 383 C. civ.), la loi ne distingue pas entre les enfants légi-

1. Vazeille, *Du mariage*, II, n° 427 ; Marcadé, Mourlon, Larombière, *op. cit.*

times et les enfants naturels, à condition que ceux-ci soient reconnus. Les pères et mères de ceux-ci sont responsables de leurs actes pour les mêmes raisons et dans les mêmes conditions. Mais, comme l'énumération, que l'article 1384 donne des personnes civilement responsables est essentiellement limitative, la mère naturelle, qui n'a pas reconnu son enfant, ne saurait être considérée comme responsable en vertu de ce texte, alors même que son nom figure sur l'acte de naissance de cet enfant, une pareille mention ne créant pas un lien légal (1).

Dans quelles conditions les pères et mères sont-ils responsables? La loi subordonne leur responsabilité à deux conditions. L'enfant auteur du dommage doit être mineur et habiter avec ses parents responsables.

Il faut que l'enfant soit mineur au moment où il a commis le dommage. Rien de plus naturel : la responsabilité du père est en effet fondée sur la puissance paternelle et celle-ci prend fin le jour de la majorité de l'enfant. Lorsque celui-ci cesse d'être mineur, il cesse en même temps d'être soumis à la surveillance de son père ; il acquiert une liberté absolue : on ne pourrait imposer au père la responsabilité d'actes qu'il n'avait pas le pouvoir d'empêcher.

Toutes les lois spéciales établissant la responsabi-

1. Baudry-Lacantinerie et Barde, XV, n° 2901. Trib. simple pol. Nice, 15 juin 1907, *Gaz. Trib.*, 15 août 1907.

lité des parents ont, comme l'article 1384, posé cette condition. On la retrouve dans l'article 206 du Code forestier, dans la loi du 3 mai 1844 sur la chasse, article 28; dans le décret du 9 janvier 1852 sur la pêche côtière, article 12.

La loi, on le voit, ne fait aucune distinction entre le cas où l'enfant, auteur du dommage, était incapable de discernement et par conséquent totalement irresponsable et celui où il a pu avoir conscience de son acte et où par suite il est personnellement responsable. Il serait d'ailleurs surprenant que cette distinction existât. Tous les motifs sur lesquels se fonde le principe de la responsabilité sont applicables, à plus forte raison, à l'enfant qui n'a point encore de discernement. L'obligation de veiller sur l'enfant n'est-elle pas d'autant plus étroite, qu'il est moins en état de diriger lui-même ses actions? Dans la première enfance, le père ne pourra presque jamais invoquer pour excuse qu'il n'a pu empêcher le dommage, car la surveillance exercée, soit par lui-même, soit par les personnes dont il répond, devrait être continuelle. S'il manque à ce devoir, il commet une faute des plus graves. Comme le dit M. Duranton (1), la faute lui est imputable pour ne pas avoir suffisamment surveillé l'enfant sans discernement et la dette qu'il acquitte à cet égard est sa propre dette.

1. Duranton, t. 7, 367.

Si la responsabilité du père commence dès les premiers jours de son enfant, ne peut-elle du moins prendre fin avant la majorité de cet enfant ? Nous avons dit et répété que cette responsabilité est incontestablement fondée sur la puissance paternelle, qu'elle apparaît et disparaît avec elle. Or la puissance paternelle ne se prolonge pas inévitablement jusqu'à la majorité. D'après l'article 372 du Code civil l'enfant est soustrait à l'autorité de ses père et mère par sa majorité ou par son émancipation. Comme nous avons affaire à une responsabilité contraire au droit commun, ne faut-il pas, au lieu de l'étendre, la restreindre au contraire dans ses bornes les plus étroites et décharger le père de la responsabilité de son enfant émancipé sur lequel ne s'exerce plus sa puissance paternelle ?

Ce raisonnement peut être fondé, mais c'est précisément parce que nous nous trouvons dans une matière étrangère au droit commun, exceptionnelle, qu'il faut s'en tenir strictement au texte. Or l'article 1384-2° ne distingue pas entre enfant mineur émancipé ou non émancipé : les actes de tous les enfants mineurs tombent sous la responsabilité du père. Cela suffit à nous faire écarter une solution différente en ce qui concerne les enfants émancipés. D'ailleurs ne serait-il pas étrange que le père pût, dès que son enfant atteint l'âge de 15 ans, âge à partir duquel peut avoir lieu l'émancipation volontaire, s'affranchir, en

se dépouillant de la puissance paternelle, de toute obligation de surveillance sur cet enfant. Ce serait l'engager à commettre les plus graves imprudences : il s'empresserait en effet d'autant plus d'émanciper son enfant, que cet enfant serait moins en état de diriger convenablement ses actions. Pour ne pas être responsable de ses actes, il l'affranchirait de toute surveillance et il laisserait le public, les tiers, souffrir, sans réparation possible, de la mauvaise éducation qu'il aurait donnée à son enfant. Si au contraire on admet que l'émancipation ne met pas fin à la responsabilité du père, on obtient des conséquences toutes différentes. D'abord le père, sachant qu'il ne pourra plus surveiller son fils comme par le passé, ne l'émancipera que s'il est certain que la bonne conduite de ce fils ne l'exposera pas à quelque action en responsabilité. De plus il usera de toute l'autorité morale qu'il peut avoir sur son enfant et qui survit à l'émancipation, pour l'empêcher de commettre des actes nuisibles à autrui et qu'il aurait à réparer. Aussi est-il presque unanimement admis que l'émancipation volontaire ne met pas fin à la responsabilité (1).

Je dis émancipation volontaire, car il est au con-

1. Duranton, XIII, n° 715 ; Marcadé, II, 1692 ; Colmet de Santerre, V, 365 ; Aubry et Rau, IV, p. 757 ; Planiol, II, *Contra* Toullier, XI, 277 ; Laurent, XX, n° 558.

traire admis que l'émancipation par le mariage a des résultats différents et affranchit les pères et mères de leur responsabilité. C'est qu'en effet les motifs invoqués contre cette solution, lorsqu'il s'agit d'émancipation volontaire, n'ont plus la même portée. On n'a pas à craindre que le père marie son enfant uniquement pour s'affranchir des conséquences de ses actes. D'autre part cette émancipation par le mariage ne peut avoir lieu, pour les fils, qu'à partir de l'âge de 18 ans, et non de 15 ans ; non seulement l'enfant est, sans doute, devenu plus pondéré, mais encore il a probablement une situation quelconque qui lui permet de devenir chef de famille, mais qui lui permettra aussi de réparer les dommages qu'il pourra causer à des tiers. La femme peut bien être émancipée par le mariage à 15 ans, mais elle passe alors sous l'autorité et la surveillance de son mari, qui offre à la société de nouvelles garanties. Dans un cas comme dans l'autre, l'enfant est soustrait à la surveillance de ses parents dont la responsabilité n'aurait plus raison d'être (1).

La responsabilité des parents cesse donc presque toujours au moment même où leurs enfants parviennent à leur majorité. Elle ne se prolonge jamais plus loin : quand bien même ils garderaient chez eux et

1. Toullier, Duranton, Larombière, Aubry et Rau, Planiol, Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*

sans la surveillance nécessaire, un enfant majeur en état d'aliénation mentale, ils ne seraient pas responsables de ses actes aux termes de l'article 1384. A ce point de vue la coutume de Normandie était plus prévoyante que notre législation actuelle : son article 150 imposait aux parents le devoir de tenir en sûre garde ceux qui sont troublés d'entendement, pour qu'ils ne fassent mal à d'autres. Cette disposition est évidemment abrogée comme le remarque Merlin (1). On sait en effet que la loi du 30 ventôse an XII, article 7, stipule que les coutumes cessent d'avoir force de loi dans les matières sur lesquelles le Code civil a légiféré. Or l'article 490 du Code civil n'oblige pas les parents des insensés à faire prononcer leur interdiction ; c'est une simple faculté pour eux. D'autre part l'article 1384 du Code civil n'établit aucune responsabilité à leur charge. Ces deux dispositions étant inconciliables avec celle de la coutume de Normandie, celle-ci n'a donc plus aucun effet. On a cependant vu plusieurs fois des pères ou mères déclarés responsables d'accidents causés par leurs enfants majeurs en état d'aliénation mentale. La Cour de Lyon, le 20 mai 1840, prononçait la responsabilité de la mère d'un fou : « Attendu que la femme Lamure, chez laquelle demeurait son fils, a à s'imputer la négligence d'avoir laissé des armes à feu à sa portée,

1. Merlin, *Répert.*, v^o *Blessé*, § 3, n^o 4.

et de n'avoir pas provoqué son interdiction (1). » Dans un cas semblable et pour les mêmes motifs la Cour de Caen rendait le 2 décembre 1853 (2) un arrêt analogue.

Ces arrêts cependant ne posent pas le principe de la responsabilité civile des pères et mères ; ce n'est pas une responsabilité du fait d'autrui : ils ne sont pas basés sur l'article 1384, mais sur les articles 1382 et 1383. Il est en effet incontestable que les pères ou mères qui gardent chez eux et sans la surveillance nécessaire, un enfant majeur en état de démence, et qui de plus laissent à sa portée des engins dangereux, tels que des armes à feu, encourrent le reproche d'une faute personnelle grave. Ce dont ils répondent, c'est de leur imprudence ou de leur négligence propres. Ils sont en effet tenus, non seulement devant la nature et la raison, mais encore devant la loi, de veiller sur leurs enfants aliénés. L'article 475, n° 7, du Code pénal et l'article 478 prononcent une amende, et même une peine d'emprisonnement, contre ceux qui auront laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde. Qui pourrait être chargé de la garde d'un aliéné si ce n'est son père ou sa mère, alors que l'aliéné réside avec eux ? C'est un devoir moral pour les parents ; c'est également pour eux une obligation légale.

1. Lyon, 27 mai 1840. D. 41.2.2.

2. Caen, 2 décembre 1853. D. 55.2.117 ; S. 54.2.385.

Nous voyons donc que, dans presque tous les cas, on pourra prouver qu'il y a eu de la part des parents une faute personnelle engageant leur responsabilité aux termes de l'article 1382 et 1383 du Code civil. Mais on ne saurait invoquer la présomption de faute de l'article 1384. On arrive sans doute à peu près au même but, mais les principes diffèrent et peuvent entraîner d'autres conséquences suivant les cas.

Vainement a-t-on voulu appuyer l'opinion adverse d'un argument d'analogie et prétendre que le père ou la mère était toujours en faute, ou du moins, devait toujours être présumé en faute, parce qu'il aurait dû provoquer l'interdiction de l'enfant aliéné. Nous avons vu que l'article 490 du Code civil fait de l'interdiction une mesure dont la demande est facultative pour les parents. Et on peut d'autant moins leur reprocher de ne l'avoir pas provoquée, lorsque le dément devient dangereux, que, dans ce cas, le ministère public a le devoir de le faire aux termes de l'article 491. Mais d'ailleurs quel avantage en auraient tiré les tiers ? En quoi auraient-ils profité de cette mesure ? « L'interdiction ne serait qu'une raison de plus pour éviter au dément une condamnation personnelle et sur ses propres biens, mais elle n'offre aucune garantie à ceux que l'insensé peut blesser ou atteindre d'une manière quelconque dans ses moments de fureur. » Les tiers n'ont aucune raison de se plaindre de ce que les parents ont omis de pro-

voquer cette interdiction. On ne peut donc voir, dans cette omission, la faute qui est la base nécessaire, indispensable même, de toute responsabilité. Il faut donc, pour que les parents soient responsables des actes de leur enfant majeur, même aliéné et résidant avec eux, que l'on établisse à leur charge une faute qui les fasse tomber sous l'application du droit commun.

Il n'y a exception, et cela est évident, qu'au cas où l'enfant majeur aliéné est employé comme domestique ou préposé à un ouvrage quelconque par ses parents. La faute de ceux-ci sera alors présumée non plus en vertu de l'alinéa 2 de l'article 1384, mais en vertu de l'alinéa 3.

La seconde condition exigée par la loi, pour que les actes de l'enfant engagent la responsabilité de ses parents, est que cet enfant habite avec ses parents ou, plus exactement, comme le remarquent MM. Baudry-Lacantinerie et Barde (1), qu'il doive habiter avec eux. Il ne faudrait pas croire en effet qu'il suffise, pour que le père soit affranchi de toute responsabilité, que l'enfant ait cessé d'habiter avec lui ; il est nécessaire que la séparation d'habitation soit fondée sur un motif légitime, comme ceux dont nous parlerons tout à l'heure. Mais si le père laisse son enfant mineur se livrer au vagabondage, si, pour se débar-

1. T. XV, n° 2904.

rasser de lui, il le laisse prendre une liberté et jouir d'une indépendance qui ne conviennent qu'à un individu capable de se diriger seul dans la vie, il est certain qu'il ne saurait se prétendre affranchi des conséquences des actes qu'il pourra commettre. Faudra-t-il donc attendre jusqu'à la majorité d'un enfant pour l'autoriser à avoir un domicile indépendant, à aller seul achever ses études, ou se livrer à quelque industrie dans un lieu différent de celui qu'habite le père, et pour que celui-ci puisse invoquer l'exception de domicile séparé pour s'exonérer de la responsabilité de ses actes ? La plupart des auteurs admettent que cette rigueur serait excessive. La loi considère en effet, en permettant l'émancipation à partir de l'âge de 15 ans, qu'un individu de cet âge peut avoir une maturité d'esprit suffisante pour obtenir une capacité civile presque complète. Nous avons vu que l'émancipation ne met pas fin à la responsabilité paternelle, lorsque l'enfant émancipé continue à habiter avec son père, car il se trouve encore remplir les deux conditions imposées par la loi, pour permettre l'application de l'article 1384. Mais si l'enfant émancipé prend un domicile séparé, il n'en est plus de même ; les conditions de l'article 1384 ne sont plus remplies ; le père n'est plus responsable. Aussi admet-on, par analogie, que si le père autorise un enfant de plus de 15 ans, non émancipé, à avoir un domicile distinct, soit pour aller achever ses études dans une

autre localité, soit pour exercer une industrie, il pourra être admis à invoquer l'exception qu'établit en sa faveur l'article 1384 (1).

Lorsque l'enfant réside chez son père, la condition posée par la loi se trouve remplie ; peu importe dans ce cas que le père exerce par lui-même ou non la surveillance qui doit s'exercer sur l'enfant. Le père étant chargé par la nature et par la loi de diriger son fils et de le former, ayant la haute main sur son éducation, c'est toujours à lui qu'incombe la responsabilité, alors même que d'autres personnes auraient été chargées, soit momentanément, soit même d'une façon continue de la garde de l'enfant, à la condition, bien entendu, qu'elles s'acquittent de cette mission sous le toit paternel. C'est ainsi qu'un précepteur, chargé exclusivement et entièrement de la surveillance et de l'éducation d'un enfant au domicile même de ses parents, n'est point responsable vis-à-vis des tiers. Il est, en effet, lui-même sous la surveillance du père de famille, qui peut contrôler d'une façon constante les leçons et les exemples qu'il donne à l'enfant. Le père ne s'est pas déchargé de sa responsabilité sur le précepteur qui est son représentant vis-à-vis de l'enfant, mais non vis-à-vis des tiers. Ceux-ci s'adresseront toujours au père, sauf à celui-ci, s'il a une faute personnelle à reprocher au pré-

1. Sourdat, t. 2, n° 321.

cepteur, à exercer son recours contre celui-ci, en administrant la preuve de sa faute suivant le droit commun.

Il en serait autrement si l'enfant était placé chez une personne qui devienne responsable du défaut de surveillance. L'obligation de surveiller l'enfant et par suite la responsabilité résultant du défaut de surveillance ne pèserait plus sur le père.

Par exemple si le père a placé son enfant en condition, s'il l'a mis à gages chez une autre personne, sa responsabilité est remplacée par celle de cette personne(1). Cependant cette personne n'est, à moins que l'enfant ne puisse être considéré comme apprenti, responsable que du dommage qu'il a causé dans l'exercice des fonctions auxquelles il a été préposé. Il est certain que cette responsabilité ne se cumulera pas avec celle du père, qu'elle la remplacera; mais en ce qui concerne la responsabilité des actes que l'enfant a pu commettre en dehors de l'exercice de ses fonctions, la solution est évidemment plus embarrassante, car l'application rigoureuse du texte ne permet de rendre responsable ni le père, puisque l'enfant n'habite plus avec lui, ni le maître, puisque sa responsabilité est expressément limitée et ne comprend point ces actes.

1. Douai, 14 févr. 1894. S. 94.2.161; Montpellier, 12 févr. 1887. D. 88.2.19; Trib. Seine, 11 déc. 1903. *Gaz. Trib.*, 1902, 2^e sem., 1.314; Trib. Abbeville, 27 janv. 1905. *Gaz. Pal.*, 06.1.30.

Lorsque l'enfant est placé en apprentissage, le père est évidemment déchargé de toute responsabilité et cela pour deux raisons : d'abord parce que l'enfant n'habite plus avec lui et que par conséquent le paragraphe 2 de l'article 1384 ne peut plus s'appliquer, et ensuite parce qu'un texte formel, le paragraphe 4 du même article, déclare l'artisan responsable des actes de son apprenti « pendant le temps qu'il est sous sa surveillance ». Rien de plus facile alors que de déterminer, à l'aide de ces derniers mots, à la charge de qui est la responsabilité dans certains cas particuliers, notamment quand l'apprenti, travaillant toute la journée chez son patron, revient coucher ou même prendre ses repas chez ses parents. Il y a alors un partage de responsabilité, et le patron en est évidemment déchargé dès que l'enfant est rentré chez ses parents : il n'est plus sous sa surveillance. Il est clair que si l'apprenti est logé chez son maître, celui-ci est seul et constamment responsable : sa surveillance est censée aussi ininterrompue que le doit être celle du père.

A plus forte raison la responsabilité du père disparaît-elle, lorsqu'il a placé l'enfant dans une maison d'éducation. Le père s'est reposé sur l'instituteur, en lui confiant l'enfant, d'une surveillance qu'il n'est plus désormais à même d'exercer ; c'est donc l'instituteur qui en est chargé dans la place du père. La loi lui délègue une portion d'autorité suffisante pour

retenir l'enfant dans les bornes du devoir. C'est lui seul qui est en faute si ce dernier s'en écarte. Il doit donc en répondre civilement sans recours contre le père, mis désormais à l'abri de toute responsabilité par la disposition de la loi, et par le mandat qu'il a spécialement donné au chef de la maison où il a placé son fils.

Si l'enfant est placé dans la maison d'éducation en qualité d'interne, la responsabilité de l'instituteur ne comporte aucune restriction (1). Si non, si l'enfant est demi-pensionnaire ou externe surveillé (2), la responsabilité de l'instituteur est, d'après notre texte, article 1384, § 4, limitée au temps pendant lequel l'enfant est sous sa surveillance, et la responsabilité du père subsiste évidemment pour le reste du temps. L'obligation de surveiller l'enfant est partagée, la responsabilité l'est également.

Dans les diverses hypothèses que nous venons de considérer nous avons vu la responsabilité paternelle, immédiatement remplacée par celle d'une autre personne, quand elle vient à disparaître. Il en est autrement lorsque l'enfant contracte un engagement militaire, avec l'autorisation de son père ou sans autorisation comme la loi du 27 juillet 1872 lui donne le

1. Aix, 17 déc. 1870. D. 72.2.131; Besançon, 30 juillet 1884. S. 85. 2.44.

2. Agen, 23 juin 1869. S. 69.2.253; Pau, 2 juillet 1898. S. 99.2.137; Alger, 1^{er} déc. 1902. S. 04.2.12.

droit de le faire à partir de 20 ans (1). Il est vrai que ce cas est un de ceux où l'enfant acquiert un domicile distinct pour un motif légitime et où par conséquent le père cesse d'être responsable aux termes de l'article 1384, § 2.

En dehors des personnes dont la responsabilité est prévue et réglementée par l'article 1384, peut-il s'en trouver qui soient chargées, à la place du père, de la responsabilité des actes du mineur ? Nous venons de voir que le père peut s'exonérer de son obligation de surveillance, et par suite de sa responsabilité en la transférant à un instituteur, à un patron, à un maître. En sera-t-il de même s'il confie son enfant à tout autre individu ? Non ; il n'est pas dans ce cas déchargé de sa responsabilité ; il demeure civilement responsable des dommages causés par lui et occasionnés par un défaut de surveillance. La question a été jugée (2) dans une espèce où l'enfant, en vacances, avait été envoyé, dans une autre localité chez un parent ou un ami. La Cour de Dijon a estimé qu'aucun texte ne permettait de mettre à la charge de celui-ci une responsabilité tout exceptionnelle et fondée sur une présomption de faute. Le père a été déclaré responsable.

1. Aubry et Rau, IV, p. 768 ; Demolombe, XXXI, p. 585 ; Baudry-Lacantinerie, XV, n° 2904.

2. Dijon, 19 février 1875. D. 76.2.70.

La rigueur de ces principes est bien atténuée par la disposition qui forme le paragraphe 5 de l'article 1384 : « La responsabilité ci-dessus a lieu à moins que les père et mère, instituteurs ou artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. » Cette disposition est équitable. Pour que le père soit responsable, il faut qu'on puisse lui imputer une faute : c'est là, nous l'avons vu, le fondement indispensable de toute responsabilité ; la loi établit contre le père une présomption, il faut du moins l'admettre à établir que cette présomption ne concorde pas avec la réalité. La surveillance des parents, quelque attentive qu'elle soit, ne peut pas être si assidue que l'enfant ne puisse y échapper un instant ; la nature humaine impose des bornes à toutes les obligations. Les parents ne sont pas dans la situation des maîtres et commettants qui, choisissant leurs préposés, pouvant exiger d'eux toutes sortes de garanties, sont à ce point de vue traités plus rigoureusement ; les parents ne choisissent pas leurs enfants ; on leur impose la responsabilité des actes de sujets, dont le caractère vicieux et indiscipliné rend inefficaces toutes les mesures de surveillance et de correction. Il n'est que juste de leur permettre d'établir que leur conduite a été irréprochable, et qu'ils ont fait tout ce qui leur était possible pour mettre les tiers à l'abri de tout danger de la part de leurs enfants.

Mais en quoi doit exactement consister la preuve qui permettra au père d'échapper à sa responsabilité ? Lui suffira-t-il de justifier de l'impossibilité matérielle et immédiate où il a pu se trouver d'empêcher le fait dommageable ? Peut-on, au contraire, le rattacher comme une conséquence plus ou moins éloignée, à des négligences antérieures, par exemple au défaut d'éducation ? Un arrêt de la Cour de Douai (1) pose, sur ce point, quelques principes généralement admis : « Cette preuve, dont l'appréciation appartient aux tribunaux, peut résulter d'un ensemble de circonstances attestant que l'acte dommageable commis par l'enfant hors la présence du père ne se rattache à aucune négligence ou faute quelconque imputable à ce dernier. » Spécialement le père qui « retenu par les nécessités de sa profession hors de sa demeure..., a pris pour assurer à ses enfants une éducation morale ou une surveillance continue toutes les précautions compatibles avec sa situation sociale, oblige ses enfants à fréquenter assidûment l'école, dans l'intervalle des classes, les fait surveiller par leur mère » ne saurait être déclaré responsable du dommage causé par un de ses enfants qui a incendié une meule de fourrages appartenant à un tiers, alors que cet enfant se trouvait à portée de la vue de sa mère, et qu'il

1. Douai, 7 nov. 1893. S., 94.1.161. Dans le même sens, Cass., 30 juin 1896. S., 1900.1.518.

n'est pas prouvé que les allumettes à l'aide desquelles il a mis le feu, provenaient de chez ses parents.

Il n'y avait en effet dans cette espèce aucune faute à reprocher aux parents : ils n'avaient toléré aucun fait ayant un rapport quelconque avec l'acte dommageable.

Un autre arrêt (1) nous montrera au contraire un fait imputable au père et ayant engagé sa responsabilité. Un sieur Barbel permet à son fils, âgé de 19 ans et habitant avec lui, de faire une partie de chasse avec un ami, le jeune Dupin ; il lui remet des armes et lui fournit tous les moyens de chasser ; au cours de la chasse le jeune Barbel atteint Dupin d'un coup de fusil à la figure ; celui-ci reste aveugle. La Cour de Caen s'est exprimée ainsi : « Attendu que Barbel père est responsable du dommage causé par son fils, à moins qu'il ne prouve qu'il n'a pu empêcher cet événement ; que cette preuve n'est pas rapportée, qu'elle ne pouvait pas l'être ; qu'il est constant que Barbel père, loin de s'opposer à ce que son fils allât souvent à la chasse, et notamment dans la journée du 2 septembre, l'y avait positivement autorisé et lui en avait fourni les moyens ; considérant qu'on dirait inutilement qu'il n'y avait pas imprudence de la part de Barbel père à permettre l'exercice de la chasse à son fils, alors âgé de 19 ans ; la loi n'exige

1. Caen, 2 juin 1840. D. 41, 2.45.

pas qu'il y ait imprudence personnelle du père pour le rendre responsable. Par cela seul qu'il a autorisé ou même qu'il n'a pas empêché un fait quelconque, il s'expose à répondre du dommage que son fils a causé à autrui à cette occasion, par son imprudence, quoique le fait considéré en lui-même, et la permission de l'exécuter, puissent être à l'abri de tout reproche. »

Les considérants de cet arrêt vont peut-être un peu loin, dépassent peut-être un peu le but, mais il est certain que le dispositif ne peut être qu'approuvé. Ces deux décisions nous permettent de poser un principe général, qui, le plus souvent, suffira : le père ne peut invoquer l'impossibilité physique et immédiate où il s'est trouvé d'empêcher le fait, pour repousser la responsabilité, si ce fait a été précédé d'une faute de sa part sans laquelle l'événement ne serait pas arrivé (1). Il ne suffit pas que les pères et mères n'aient pu empêcher actuellement le fait dommageable ; ils demeureront responsables, non seulement si un acte de leur part a rendu ce fait possible, mais encore si l'on peut attribuer les écarts de leurs enfants « au relâchement de la discipline domestique (2) » ou, à plus forte raison aux mauvais exemples donnés ou

1. Sourdat. *De la Respons.*, t. 2, n. 833.

2. Bourges, 9 mars 1821. S. chr., VI, 2, 378 ; Bordeaux, 1^{er} avril 1829. S. chr., IX, 2, 242 ; à *contrario*, Douai précité.

tolérés par eux-mêmes (1). La responsabilité du père peut, par exemple, être fondée sur la mauvaise éducation qu'il a donnée à l'enfant. « Si au lieu de le châtier quand l'occasion s'est présentée, il a passé sous silence par trop de faiblesse des fautes de la nature de celles dont on se plaint, comment ne serait-il pas responsable. Le relâchement de la discipline domestique et les mauvaises leçons des parents sont en effet la source la plus fréquente des écarts de leurs enfants (2). »

Il ne sera donc pas possible à un père de se faire excuser, lorsqu'il est coupable de cette négligence, de ces défauts d'éducation, lorsqu'il n'a pas usé des moyens qui étaient en son pouvoir et qu'il était de son devoir d'employer, pour réprimer, non seulement les désordres, mais même les mauvais penchants de son enfant ; il ne pourrait même pas soutenir que celui-ci a des vices incorrigibles, s'il ne prouve en même temps qu'il a fait tout ce qui était possible pour le corriger. Si le naturel de l'enfant est vicieux, il y a une raison de plus pour le surveiller de près, et, en conséquence, le devoir et la responsabilité du père ne peuvent être que plus rigoureux (3).

En dehors de ces circonstances les tribunaux admet-

1. Bordeaux, 1^{er} avril 1829, précité.

2. Duranton, 715.

3. Baudry-Lacantinerie et Barde, XV, n° 2904 ; Laurent, XX, n° 565
Liège, 19 mars 1870. D. 70,2.207.

tent assez volontiers l'irresponsabilité paternelle. Nous avons cité plus haut, un arrêt de la cour de Douai, qui est absolument topique : il montre l'importance que les juges attachent aux soins habituellement donnés par les parents à l'éducation de leurs enfants. Lorsque l'on n'a pas, sur ce point, de reproche à adresser aux parents, on admettra fréquemment que l'impossibilité actuelle où ils se sont trouvés d'empêcher le fait dommageable, suffit à dégager leur responsabilité. L'absence notamment sera souvent une excuse suffisante. Il a été jugé dans ce sens par la Cour de Toulouse qu'un père n'est pas civilement responsable de la mort que son fils mineur a donnée en duel, alors qu'il ignorait la rencontre et ses causes, et que, par conséquent, il ne pouvait rien faire pour l'empêcher (1).

Pour échapper à la présomption établie contre lui par l'article 1384, le père, bien que défendeur à la demande principale, voit mettre à sa charge une preuve à faire. C'est l'application de la règle de procédure : *Reus in excipiendo fit actor*. Il oppose en effet une exception à la demande principale ; il doit donc, lorsque la partie lésée aura établi le dommage dont elle se plaint et qui donne lieu à l'action, prouver l'impossibilité, l'absence de toute faute qui fonde son excuse et dégage sa responsabilité. Il pourra le

1. Toulouse, 7 déc. 1832, S. 33.2.146.

faire d'ailleurs de toutes façons, d'après les règles ordinaires en matière de preuve testimoniale. Les tribunaux ont, par conséquent, un pouvoir discrétionnaire pour apprécier si les faits qu'il allègue sont pertinents et concluants (1).

Les pères et mères ont, nous l'avons déjà vu, comme toute personne civilement responsable, un recours contre l'enfant pour lequel ils ont payé. C'est en effet celui-ci qui est principalement tenu de la réparation de ses délits ou quasi-délits. Ceci n'est pourtant pas exact dans tous les cas : le père n'a de recours que lorsque l'enfant est responsable de ses actes vis-à-vis des tiers, lorsque la partie lésée, si elle avait poursuivi l'enfant seul, aurait eu la possibilité d'obtenir contre lui une condamnation. Au contraire lorsque le dommage n'est pas imputable à l'enfant à raison de son âge et du défaut de discernement, le père n'a pas de répétition à exercer contre lui au sujet des condamnations qu'il a encourues et acquittées comme civilement responsable.

Il en serait de même si le dommage avait été précédé d'une faute assez grave de la part du père, pour qu'elle puisse être considérée comme la cause principale de l'événement préjudiciable. Le père n'est pas recevable dans ce cas à demander la garantie d'une condamnation qu'il encourt en réalité pour son

1. Cass. Rej., 28 février 1843. S. 43.1.330.

propre fait, celui de l'enfant n'ayant été que la cause occasionnelle du dommage (1).

Il nous reste à dire un mot de la responsabilité du tuteur, ou plutôt à examiner si le tuteur doit être compris parmi les personnes responsables du fait d'autrui. L'article 1384 l'a omis dans son énumération. Mais ce qui a permis à de nombreux auteurs de soutenir que cette omission n'est pas une exclusion, c'est que les lois spéciales qui établissent des cas de responsabilité dans des matières particulières, ont consacré formellement la responsabilité du tuteur : la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, titre 2, article 7 ; le Code forestier, article 206 ; la loi du 15 avril 1829 sur la pêche fluviale, article 74, et la loi du 3 mai 1844 sur la chasse, article 28, assimilent à ce point de vue le tuteur aux pères et mères.

Cette assimilation est d'ailleurs compréhensible : le tuteur remplace les père et mère aussi complètement que possible. La loi lui donne des droits analogues à ceux qui résultent de la puissance paternelle ; il doit être soumis aux obligations corrélatives. Il doit en effet, aux termes de l'article 450 du Code civil, prendre soin de la personne du mineur, et lorsque la conduite de celui-ci lui donne des sujets de mécontentement graves, l'article 468 met à sa disposition des moyens de correction aussi efficaces que

1. Sourdat, Toullier, Duranton, *op. cit.*

ceux que la loi donne au père. Aussi tous les anciens auteurs n'avaient-ils aucune hésitation à déclarer que la responsabilité du tuteur était la même que celle des parents, que l'article 1384 lui était applicable (1).

Cette opinion, après avoir prévalu pour l'interprétation du Code, a été par la suite violemment combattue. Plusieurs auteurs tendent en effet à adopter l'argumentation de Laurent et à faire leur la solution qu'il donne à cette question. « Le tuteur, dit Laurent (2), est-il responsable du dommage causé par son pupille? Presque tous les auteurs enseignent l'affirmative. Nous n'hésitons pas à dire que c'est une erreur. Il s'agit de savoir si le tuteur est légalement présumé être en faute quand le pupille commet un dommage. Poser la question, c'est la résoudre. Il n'y a pas de présomption légale sans texte, et de texte, il n'y en a pas. Vainement invoque-t-on l'analogie; nous répondons que l'analogie ne suffirait point, quand même elle serait complète; or elle est loin d'être entière. Le tuteur doit surveiller son pupille. Sans doute; mais quelle différence entre lui et le père. Le père est surveillant par la nature, le tuteur a un devoir légal. Si le père a la charge de la puissance paternelle, il en a également les avantages

1. Pothier, *Obligations*, 121; Duranton, 13, n° 719; Aubry et Rau, 3^e édit., t. 3, n° 447; Larombière.

2. Laurent, t. 20, n° 555.

qui y sont attachés ; il est usufruitier légal, il est héritier. Sa puissance aussi est plus étendue que celle du tuteur. On conçoit donc que sa responsabilité soit plus grande. C'est déjà une lourde charge que la tutelle ; ne l'aggravons pas en imposant au tuteur une responsabilité que la loi ne lui impose point. Ce n'est pas lui qui, d'ordinaire, a dirigé la première enfance ; il serait d'une sévérité outrée que le tuteur, mandataire obligé et gratuit, fût tenu des excès d'un enfant sur lequel il n'a jamais l'autorité qui appartient au père. »

M. Colmet de Santerre expose une théorie toute semblable et M. Planiol, dans une note du Dalloz, donne en ces termes son adhésion au système exposé : « Nous croyons, dit-il, au triomphe du système d'interprétation rigoureuse de Laurent, tout au moins dans une matière qui est de droit strict, comme une présomption légale. »

Ajoutons que la question, importante pour la doctrine, ne semble pas avoir préoccupé la pratique, car il n'y a, croyons-nous, aucune jurisprudence sur la responsabilité civile du tuteur.

1. Colmet de Santerre, t. V, p. 683 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, XV, n° 2946.

2. Planiol, sous Cass., 22 juillet 1891. D. 92.1.5.

CHAPITRE II

Responsabilité des instituteurs et artisans

« Les instituteurs et les artisans (sont responsables) du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. » Ainsi s'exprime l'article 1384, alinéa 4.

Cette responsabilité présente de grandes ressemblances avec celle des pères et mères. Son fondement est le même. L'une comme l'autre repose sur une présomption de faute établie par la loi contre la personne responsable. C'est que, de même que les pères et mères, les instituteurs qui reçoivent chez eux des élèves, et les artisans qui prennent des apprentis pour faire leur éducation, les instruire dans les sciences ou dans les arts, ont l'obligation d'exercer sur ces jeunes gens une surveillance suffisante pour mettre les tiers à l'abri des effets de leur méchanceté ou de leur inexpérience. Bertrand de Greuille exprime cette pensée dans son rapport au Tribunat : « Les instituteurs ou artisans remplacent alors les parents ; c'est que la loi leur délègue une portion d'autorité suffi-

sante pour retenir les enfants ou ouvriers qui sont sous leur direction, dans les bornes de la circonspection et du devoir ; c'est qu'ils doivent à ces enfants ou ouvriers de bonnes instructions et de bons exemples ; c'est qu'il faut qu'ils se garantissent de toute faiblesse envers eux, et c'est enfin qu'ils ont la faculté de renvoyer ceux d'entre ces enfants et ouvriers qui leur paraissent pervers ou incorrigibles (1). » Cette délégation de la puissance paternelle a pour conséquence une responsabilité analogue à celle des pères et mères.

Il y a toutefois entre les responsabilités imposées à ces deux catégories de personnes, instituteurs et artisans d'une part, pères et mères d'autre part, de notables différences à signaler sur deux points.

La responsabilité des pères et mères est, nous l'avons vu, strictement limitée aux actes de leurs enfants mineurs. Jamais, en aucun cas, l'article 1384 ne permet de poursuivre le père à raison des actes d'un enfant majeur, même quand celui-ci habite avec lui, même lorsque son état d'esprit rend une surveillance assidue, indispensable ; il faudrait, pour que le père pût être inquiété, qu'il se soit rendu coupable d'une faute engageant sa responsabilité aux termes du droit commun. Cette limitation n'existe pas en faveur des instituteurs et artisans.

1. Fenet, XIII, p. 475 ; Locré, XIII, p. 42, n° 12.

Cette solution n'est cependant pas admise par tous les auteurs. MM. Demolombe et Sourdat (1), notamment, soutiennent un système opposé et prétendent que la loi n'a eu et ne pouvait avoir en vue que les élèves et apprentis mineurs. « Pourquoi, disent-ils, la loi aurait-elle établi ce genre de responsabilité ? Le majeur n'a pas besoin d'être surveillé au même titre que l'enfant ; il est maître de ses droits, maître de ses actions, et, par conséquent, il en est responsable. Le majeur qui prend volontairement, pour étendre son instruction dans une branche quelconque des connaissances humaines, la qualité d'élève ou d'apprenti, reste vis-à-vis de la société, dans les mêmes rapports qu'auparavant. Sa nouvelle situation ne fait pas courir au public de nouveaux dangers auxquels il faille pourvoir en le soumettant à une surveillance particulière. Or, s'il eût conservé son domicile particulier, si même il fût demeuré chez ses père et mère, lui seul eût encouru la responsabilité de ses actes. Pourquoi donc celui chez lequel il est venu s'instruire serait-il traité autrement que le père ? D'ailleurs le pouvoir de l'instituteur, n'étant qu'une délégation de la puissance paternelle, doit disparaître en même temps qu'elle, et la responsabilité s'évanouit aussitôt. »

Cette argumentation est assurément séduisante,

1. Demolombe, XXXI, n° 607 ; Sourdat, II, n° 877.

mais elle présente le grave inconvénient d'être en désaccord avec le texte. Celui-ci est d'une généralité absolue. Or, vu son caractère exceptionnel, il doit être interprété strictement ; on ne peut rien lui ajouter, mais on ne peut pas davantage y rien retrancher. Il établit une responsabilité pesant sur certaines personnes, à raison de la qualité d'élève ou d'apprenti qu'ont les personnes dont elles sont responsables, et il ne pose aucune condition d'âge. Nous ne pouvons pas ajouter au texte cette condition.

Les raisons invoquées ne sont d'ailleurs pas irréfutables. On prétend que l'on ne peut traiter celui chez lequel le majeur est venu s'instruire, autrement que n'est traité le père de ce majeur. Il y a un motif, dit M. Duranton (1), pour lequel on peut les traiter différemment ; c'est que le père ne peut pas chasser son fils de chez lui, tandis que l'instituteur ou artisan peut renvoyer l'élève ou apprenti qu'il n'est pas en état de surveiller suffisamment. Cette considération n'avait d'ailleurs pas échappé au législateur ; elle figure parmi les observations présentées au Tribunal par Bertrand de Greuille et que nous avons citées plus haut. De son côté M. Dalloz (2) indique cet argument : l'élève ou l'apprenti majeur est tenu à l'obéissance envers son instituteur ou son maître

1. Duranton, XIII, n° 721.

2. Dalloz, Jurispr. gén., v° *Responsabilité*, n° 709.

artisan aussi bien que le mineur. L'instituteur ayant la même autorité sur son élève, qu'il soit majeur ou bien mineur, pouvant exercer sur lui, dans l'un et l'autre cas, la même surveillance, doit être tenu de la même responsabilité.

La plupart des auteurs (1) en sont arrivés à cette solution qui semble être la seule qui soit compatible avec le texte.

La seconde différence notable à signaler entre la responsabilité des instituteurs et artisans et celle des pères et mères est celle-ci : la première est limitée au temps pendant lesquelles élèves et apprentis « sont sous leur surveillance » ; la seconde au contraire, est, comme l'autorité d'où elle dérive, continue. Nous avons déjà indiqué, en traitant de la responsabilité des pères et mères, la conséquence de cette disposition. Si l'élève ou l'apprenti habite chez son maître, celui-ci est responsable de tous ses actes, car sa surveillance remplace complètement celle des parents ; si, au contraire, l'élève ou apprenti rentre chez ses parents pour prendre ses repas ou pour passer la nuit, la responsabilité des parents existe à côté de celle de l'instituteur ou artisan, celle-ci ne s'étendant plus qu'aux heures que l'enfant passe chez lui.

1. Duranton, XIII, n° 721 ; Larombière, VII, p. 618 ; Laurent, XX, n° 566 ; Huc, VII, n° 441 ; Thiry, III, n° 206 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, XV, n° 2707.

Il faut maintenant déterminer quelles personnes rentrent dans la catégorie des instituteurs responsables aux termes de l'article 1384, et quelles personnes rentrent dans la catégorie des artisans.

L'expression instituteur doit s'entendre de toutes les personnes chargées d'instruire, de diriger et de surveiller l'enfance ou la jeunesse (1). Nous avons vu cependant que certaines personnes remplissant ces fonctions ne sont point assujetties à la responsabilité. Lorsqu'un instituteur se borne à venir donner ses leçons à un élève en son domicile, lorsque même un précepteur est chargé d'une manière exclusive de la surveillance d'un enfant au domicile de ses parents, ceux-ci restent responsables. C'est qu'en effet le précepteur est alors lui-même sous la surveillance du père de famille ; il n'y a pas plus de raisons pour mettre la responsabilité à sa charge qu'il n'y en aurait de la mettre à la charge d'une gouvernante ou d'une bonne d'enfant. Tant que l'enfant habite chez son père, c'est la responsabilité de celui-ci qui est engagée par les actes de l'enfant (2). Le précepteur ne pourra être responsable qu'à raison de sa négligence à remplir ses fonctions, mais il ne le sera pas par application de l'article 1384. Pour que cet article

1. Baudry-Lacantinerie, *op. cit.*

2. Aubry et Rau, V, p. 762 ; Sourdat, II, 874 ; Amiot. *La responsabilité civile des instituteurs*, p. 73.

s'applique, il faut en effet que les instituteurs et artisans soient substitués aux pères et mères pendant un certain temps, qui peut d'ailleurs se réduire à quelques heures par jour. Peu importe, en effet, pourvu que l'instituteur soit seul chargé de la surveillance, pourvu qu'il ait seul autorité sur son élève, que ces fonctions soit remplies d'une façon permanente, comme dans un lycée, une pension, un séminaire, où qu'elles ne le soient que pendant une ou quelques heures de la journée. Peu importe également la nature de l'instruction donnée. Nous lisons dans un arrêt de Grenoble (1) : « Le caractère en grande partie professionnel d'un enseignement ne saurait être de nature à enlever au chef de la maison où cet enseignement est donné, la qualité d'instituteur et à le soustraire à la responsabilité inhérente à cette qualité puisque le législateur a placé sur la même ligne l'instituteur au regard de ses élèves, et l'artisan au regard de ses apprentis, et que, dans les écoles professionnelles, l'instituteur est en quelque sorte doublé d'un artisan, et l'élève d'un apprenti. » Dans ce même arrêt nous trouvons d'ailleurs une définition générale de ce qu'il faut entendre par instituteur : « C'est toute personne chargée de l'éducation ou de l'instruction d'enfants ou de jeunes gens, en même temps que de leur surveillance ; le législateur

1. Grenoble, 20 décembre 1901. S.06.2.125.

a certainement visé l'éducateur de la jeunesse plus encore que l'instructeur, car les faits dommageables dont il édicte la responsabilité découlent bien plus des défauts de l'éducation que des défauts de l'instruction. »

On doit donc assimiler aux instituteurs les personnes qui ont, à un autre titre, la garde de l'enfant, à la condition qu'elles aient cette garde d'une manière semblable et de façon suivie. M. Sourdat signale un arrêt de Colmar (1) qui met ainsi la responsabilité de l'article 1384 à la charge d'une personne qui n'exerçait en aucune façon la profession d'instituteur : il est, paraît-il, d'usage en Alsace de recevoir chez soi l'enfant d'un autre individu pour l'élever, et, quelquefois, de faire un échange entre les parents ; la personne qui se charge ainsi de l'éducation de l'enfant d'autrui en est responsable comme l'instituteur. Mais il faut avoir soin de ne pas confondre ce cas avec celui où l'enfant ne fait que venir passer quelques jours chez un étranger, soit pendant une courte absence de ses parents, soit pour y prendre quelques distractions, en vacances par exemple. Dans ce cas, la personne qui reçoit ainsi l'enfant n'est pas responsable (2).

Signalons encore quelques applications des princi-

1. Colmar, 14 juin 1830. D. 30.2.192.

2. Dijon, 19 février 1875. D. 76.2.70.

pes exposés dans l'arrêt de la Cour de Grenoble cité plus haut, d'après lequel la loi cherche à atteindre plutôt l'éducateur que l'instructeur de l'enfant.

Le directeur d'un établissement pénitentiaire privé a été considéré comme un instituteur, aux termes de l'article 1384 (1). C'est qu'en effet il a, au premier chef, le rôle d'éducateur; le but qu'il doit se proposer avant tout, c'est de corriger les mauvais penchants des jeunes gens qu'on lui confie; il a sur eux une autorité appuyée de sanctions qui échappent le plus souvent à l'instituteur; sa surveillance doit être particulièrement assidue et rigoureuse; il doit la rendre efficace.

La Cour de Cassation estime également que la responsabilité civile édictée par l'article 1384, alinéa 4, pèse sur les directeurs et surveillants de patronages (2). S'ils ne sont pas instructeurs de la jeunesse ils en sont tout au moins les éducateurs et comme tels ils doivent supporter la responsabilité de l'article 1384.

En sera-t-il de même du directeur d'un établissement d'aliénés dans lequel un mineur a été régulièrement placé? Il semble bien à première vue que, chargé spécialement de la garde et de la surveillance

1. Trib. corr. Bar-sur-Aube, 21 mars 1904; C. Paris, 15 juin 1904; *Gaz. Trib.*, 1904, 2^e sem., 2.451.

2. Cass. Req., 9 juillet 1907. S. 08.1.76.

de l'enfant, il doit être considéré comme remplaçant le père et responsable à sa place. C'est ce qu'a jugé la Cour d'Agen (1), par un arrêt dont voici quelques motifs : « Considérant que le directeur est substitué au père de famille par les dispositions de la loi du 30 juin 1838...; qu'il doit être déclaré en droit responsable du mineur aux termes de l'article 1384; que cette responsabilité rentre dans les termes de l'article 1384; qu'elle résulte également de l'esprit de cette même disposition, appliquée sans contestation au tuteur (2), parce qu'il a légalement commis au directeur d'une maison d'aliénés la garde et la surveillance exclusive de la personne qui lui est confiée. »

Cette solution est approuvée par certains auteurs, mais elle est contestée, et, il nous semble, à juste titre par d'autres (3). Les personnes déclarées responsables du fait d'autrui par l'article 1384 sont tenues en vertu d'une présomption légale qu'il serait contraire à toutes les règles d'interprétation, d'étendre à des cas autres que ceux qui sont limitativement prévus par le texte. Dans les cas que nous avons précédem-

1. Agen, 16 mars 1872. S. 73.2.113.

2. Nous savons que la doctrine moderne décide le contraire (Planiol Baudry, etc.).

3. Sourdat, II, n° 875 *bis*; Laurent, XX, n° 568; Baudry-Lacantinerie, XV, n° 2910.

ment examinés, les personnes reconnues comme responsables rentraient exactement dans les catégories établies par la loi. Il n'en est pas de même du directeur d'un asile d'aliénés ; il n'est pas éducateur, surtout si l'aliéné est totalement privé de raison. Sa position est donc toute différente de celle des autres personnes énumérées dans l'article 1384. D'ailleurs, si l'on adoptait ce système, on serait conduit à un résultat excessif et que personne ne songe à admettre : c'est que, la responsabilité de l'instituteur n'étant pas limitée aux actes de ses élèves mineurs, il faudrait admettre que la responsabilité du directeur de l'asile d'aliénés s'étende aux actes de tous les malades de son établissement, qu'ils soient mineurs ou majeurs.

Bien entendu, le directeur d'asile d'aliénés reste soumis au droit commun. Si l'on peut lui imputer une faute quelconque, défaut de surveillance, ou tout autre fait ayant occasionné le dommage, il sera responsable aux termes de l'article 1383 et cela, qu'il s'agisse d'un aliéné majeur ou d'un aliéné mineur. Mais l'extension à son cas de la responsabilité de l'article 1384 et de la présomption légale qu'établit ce texte, doit être écartée.

L'article 1384 a reçu une modification importante en ce qui concerne les instituteurs publics ; un alinéa nouveau porte : « La responsabilité civile de l'État est substituée à celle des membres de l'enseignement

public. » Cette question nécessitant certains développements nous l'étudierons à la fin de ce chapitre, après avoir terminé l'examen des dispositions d'application générale.

Qu'est-ce qu'un apprenti, qu'est-ce qu'un artisan au sens de l'article 1384. Doit être considéré comme apprenti celui qui sous la direction d'un maître, apprend un art ou un métier ; le patron ou artisan est celui qui s'est chargé d'enseigner à l'apprenti ce métier ou cet art (1).

C'est qu'en effet, il importe de ne pas confondre l'apprenti, avec l'ouvrier ou employé, quelque jeune ou inexpérimenté qu'il soit, mais qui n'a pas la qualité d'apprenti. Le dommage causé par celui-ci, fût-il encore mineur, n'expose pas le patron à la responsabilité de l'alinéa 4 de l'article 1384 (2) ; celle-ci n'existera que si le dommage est causé par un véritable apprenti. Ne doit-on pas, cependant, laisser aux juges du fond le pouvoir d'apprécier souverainement, d'après les circonstances, si les conditions dans lesquelles un jeune homme travaille chez son patron, sont celles d'un apprenti, plutôt que de ne considérer comme tels, que ceux exclusivement qui sont liés envers l'artisan par un véritable contrat d'apprentissage ? La Cour de Cassation de Belgique a ad-

1. Huc, VIII, n° 442 ; Baudry-Lacantinerie et Barde, XV, n° 2910.

2. Trib. Agen, 2 mars 1905, loi 5 avril 1905.

mis cette manière de voir par un arrêt du 27 avril 1885 (1). Cependant il ne semble pas que cette solution soit généralement approuvée, et l'on considère que les rapports d'un chef d'usine avec ses jeunes ouvriers ne sont point les mêmes que ceux d'un artisan avec ses apprentis. La responsabilité qui pourra peser sur lui, à raison des actes dommageables de ces jeunes ouvriers, n'est pas celle de l'article 1384, mais bien celle de l'article 1382, et il faudra par conséquent établir une faute personnelle à sa charge (2). Il pourra bien, il est vrai, arriver que le patron soit responsable d'après l'article 1384 des actes d'un jeune ouvrier, non apprenti ; mais ce sera alors d'après l'alinéa 3 de cet article, lorsque l'ouvrier aura été préposé par son maître à quelque fonction, à quelque travail particulier et qu'il en sera résulté un dommage pour les tiers ; il sera poursuivi à raison d'une qualité toute différente, celle de maître ou commettant.

Les instituteurs et artisans dont la responsabilité est fondée comme celle des pères et mères sur une présomption de défaut de surveillance, ont, comme les pères et mères, la faculté de combattre cette présomption, et d'établir qu'aucune faute ne peut leur être imputée. Lorsqu'ils réussissent à faire cette

1. *Pasier.*, 85.1.133

2. *Huc*, VIII, n° 442 ; Liège, 16 déc. 1891. *Belg. judic.*, 92.426.

preuve, ils sont déchargés de leur responsabilité. Cette disposition s'interprète en ce qui les concerne, de la même façon qu'en ce qui concerne les pères et mères. Voici, à titre d'exemples, quelques-unes des décisions rendues en cette matière.

Si l'instituteur peut être exonéré de la responsabilité des faits dommageables, commis par ses élèves pendant qu'ils sont sous sa surveillance, lorsqu'il n'a pu empêcher le fait dommageable, il faut que l'impossibilité où il s'est trouvé ne résulte pas d'une faute antérieure de sa part. Spécialement l'instituteur ne saurait invoquer l'impossibilité où il s'est trouvé d'empêcher le fait dommageable, alors qu'il lui était possible de prévenir l'accident occasionné par un élève à un de ses camarades, en empêchant les enfants comme ils le faisaient sous ses yeux, ou sous les yeux d'un de ses préposés, de jouer au bord d'une fosse creusée pour la plantation d'arbres et dans laquelle l'un des enfants a fait tomber l'autre (1).

Voici, d'autre part, quelques espèces où l'excuse invoquée par l'instituteur a été admise.

L'instituteur doit être considéré comme ayant été dans l'impossibilité d'empêcher le dommage (des coups portés par un élève à un autre) alors, d'une part, que l'on ne peut relever à la charge de l'auteur des coups aucun défaut de caractère qui pût exiger

1. Pau, 2 juillet 1898, S. 99.2.137.

une surveillance plus rigoureuse, et alors, d'autre part, qu'aucune discussion ni querelle n'a précédé les coups, et que ceux-ci ont été portés avec une rapidité telle que, par leur spontanéité, ils avaient nécessairement déjoué la surveillance la plus active.

De même le directeur d'une colonie pénitentiaire ne peut être déclaré civilement responsable des actes d'un pupille confié à sa surveillance, si les faits reprochés à celui-ci n'ont aucun rapport avec la mission dont il était chargé, et que ni le directeur de l'établissement, ni le gardien, son préposé, ne pouvaient les prévoir ni les empêcher. Spécialement, le directeur ne peut être déclaré responsable des blessures faites à un pupille employé dans l'établissement, par un autre pupille qui, chargé par un gardien d'une mission dans une partie de l'établissement où était de service le premier, s'est pris fortuitement de querelle avec celui-ci et lui a porté des coups (1).

De même encore quand l'accident survenu à un enfant s'est produit en dehors des conditions normales du jeu auquel il se livrait, avec une soudaineté telle qu'il était impossible à la surveillance la plus assidue et la plus active de le prévoir et de l'empêcher, ces circonstances sont exclusives de toute faute imputable à l'instituteur (2).

1. Paris, 15 juin 1904. S. 07.20.4.

2. Cass. Req., 9 juillet 1907. S. 08.1.76.

On voit par ces quelques exemples que les conditions auxquelles est subordonnée la décharge de l'instituteur sont de tous points analogues à celles qui sont exigées du père. Si aucun acte, aucune négligence actuelle, si aucune tolérance, aucune faiblesse ancienne ne peut être reprochée à l'instituteur, l'impossibilité d'empêcher le fait dommageable sera considérée comme établie et il se verra exonérer de toute responsabilité. Il peut arriver que le délit soit commis en la présence même du maître qui n'aurait pas eu assez d'autorité sur ses élèves pour les arrêter. Cette insubordination est quelquefois, est même presque toujours, imputable à l'instituteur. Les fonctions qu'il remplit ne sont pas sans présenter de grandes difficultés. Il a dû éprouver ses forces avant de les embrasser et d'assumer la responsabilité qu'elles entraînent. Si son caractère, si quelque défaut de son esprit ou de sa personne ne le rendent pas apte à maintenir parmi les élèves qui lui sont confiés, une exacte discipline, qu'il renonce à cette rude tâche : il s'exposerait aux plus graves inconvénients. La faiblesse, l'impéritie de celui qui entreprend une chose au-dessus de sa capacité ou de ses forces, loin d'être une excuse du dommage qu'il cause, même sans le vouloir, le constituent en faute et engagent sa responsabilité. L'instituteur est soumis comme les autres à cette règle. Les tribunaux apprécieront, d'après les espèces, si elle doit lui être appliquée rigoureu-

sement, ou si, au contraire, le défaut d'obéissance qu'il a subi tient à des causes étrangères, à cette effervescence de la jeunesse que l'éducation la plus éclairée, la plus soignée ne peut pas toujours amortir ni réprimer, qui rompt parfois toutes les digues, et dont les éclats sont si souvent dangereux (1).

En quoi consistera le recours permis à l'instituteur, comme à toute personne civilement responsable du fait d'autrui? Contre qui et dans quels cas pourra-t-il l'exercer?

Il est incontestable que, la responsabilité de l'instituteur étant assimilable à celle des pères et mères, il pourra exercer contre l'élève ou apprenti personnellement un recours dans le cas où le père pourrait le faire contre l'enfant, c'est-à-dire, nous l'avons vu à ce dernier sujet, quand l'élève est en âge de discernement et que d'autre part aucune faute grossière ne sera imputable à l'instituteur. Si au contraire l'enfant est sans discernement, c'est la faute de la personne qui le dirige que la loi veut punir et l'instituteur n'aura aucun recours. De même si c'est une faute de sa part qui a rendu possible le dommage, si par exemple il a laissé à la portée de l'enfant des armes à feu ou des instruments dangereux dont celui-ci a fait usage d'une manière préjudiciable, l'instituteur, aussi coupable que l'agent direct du dom-

1. Sourdat, *op. cit.*

mage, doit se voir refuser tout recours contre celui-ci.

L'instituteur n'a jamais de recours contre les parents. En effet, ceux-ci lui ont confié l'enfant, se sont ainsi déchargés de l'obligation de le surveiller, et se sont retiré les moyens de le faire. S'il y a eu défaut de surveillance, on ne peut en aucune façon le reprocher aux parents : l'instituteur seul est en faute. Et s'il n'y a pas de faute de sa part, ce qui a lieu quand il s'est acquitté comme il devait le faire de son obligation, comme il sera déchargé vis-à-vis des tiers, il ne saurait être question d'exercer un recours.

Nous avons déjà indiqué que les instituteurs publics avaient vu modifier leur situation, en ce qui concerne leur responsabilité du fait de leurs élèves. Un alinéa nouveau ajouté à l'article 1384 par une loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité des membres de l'enseignement public porte en effet : « La responsabilité civile de l'État est substituée à celle des membres de l'enseignement public. »

Cette loi a été provoquée par la rigueur excessive de certaines décisions judiciaires. Le cas le plus fréquemment cité, et aussi le plus frappant est celui de M. Leblanc, directeur de l'école de Fontenay-sous-Bois. Le tribunal de la Seine, par un jugement du 23 janvier 1892, fondé uniquement sur les termes de l'article 1384 et en faisant une application rigoureuse, plus rigoureuse que la jurisprudence courante, le déclara responsable de la mort d'un de ses élèves,

survenue à la suite d'une rixe entre trois enfants de l'école, dans l'intérieur de celle-ci (1). Le malheureux directeur en perdit la raison. D'autres décisions aussi rigoureuses ayant été prononcées (2), les instituteurs parvinrent à provoquer le dépôt à la Chambre des députés de plusieurs propositions de loi, améliorant leur situation. La première, de M. Malzac tendait seulement à réglementer la responsabilité, et à y remédier par des assurances que les membres de l'enseignement auraient contractées avec le concours de l'État. La seconde, de M. Hubbard, avait pour but le renversement de la preuve, c'est-à-dire d'obliger les plaignants à faire la preuve de la faute commise par l'instituteur, obligation dont les dispense l'article 1384. La troisième, de M. Lavy, substituait la responsabilité civile de l'État à celle des instituteurs. C'est cette solution qui a été adoptée par la commission de la Chambre des députés.

Le rapport de M. Thézard au Sénat (3) expose d'une façon fort intéressante les motifs de la loi que nous n'avons fait qu'indiquer tout à l'heure. « La responsabilité civile des directeurs d'établissements publics d'instruction primaire ou secondaire, en cas d'acci-

1. S. 99.2.138.

2. Limoges, 1^{er} mai 1895, S. 99.2.138; Trib. Seine, 8 mai 1895; *Gaz trib.*, 18 mai; Besançon, 30 juillet 1885. S. 85.2.44; Cass., 13 janvier 1890. S. 91.1.49.

3. *Journ. officiel, doc. parl.*, avril 1899, p. 60.

dents survenus dans ces établissements, a donné lieu, écrit-il, à une jurisprudence variable, et dont les conséquences, parfois excessives au point de vue de l'équité, ont suscité de nombreuses réclamations. Le point de départ des contestations qui se sont élevées et des décisions qui sont intervenues se trouve dans l'article 1384 du Code civil. La responsabilité édictée par ce texte est une responsabilité civile, responsabilité du fait d'autrui, dont le fondement est sans doute une faute personnelle présumée, savoir un défaut de prévoyance ou de surveillance ; mais la présomption elle-même est rigoureuse en soi, et parfois elle se trouve inique dans son application. Nulle part elle n'est apparue plus extrême que lorsqu'il s'est agi d'atteindre les directeurs d'école à raison des accidents survenus dans leurs établissements. En vertu de cette présomption, la victime du dommage n'est point tenue de prouver la faute personnelle de la personne civilement responsable ; c'est au contraire à celle-ci à se dégager en fournissant une preuve, et quelle preuve ? Elle doit prouver qu'elle n'a pu empêcher le fait qui donne lieu à sa responsabilité. Or une preuve de ce genre est d'une extrême difficulté ; elle devient absolument impossible si on s'en rapporte à certaines décisions de la jurisprudence. Qu'un accident se produise dans une école, qu'un élève soit blessé par un camarade, de la façon la plus soudaine, la plus imprévue, la plus difficile à

déjouer par une surveillance attentive de tous les instants, la responsabilité n'en sera pas moins menaçante pour le maître. D'après les termes précis du texte, le maître n'a qu'un moyen d'échapper à la responsabilité : non seulement la partie adverse n'a pas à prouver qu'il a commis une faute, mais il ne suffit pas au maître lui-même de justifier qu'il n'a pas commis de faute ; il doit établir qu'il a été dans l'impossibilité d'empêcher le fait dommageable. Or si, théoriquement, l'impossibilité paraît quelque chose d'absolu, non susceptible de plus ou de moins, elle peut être appréciée très diversement en fait ; où tel tribunal jugera qu'il y a impossibilité réelle d'empêcher l'accident, tel autre décidera que cette impossibilité n'était pas absolue et que par telles ou telles précautions inusitées, absurdes, difficiles à pratiquer, mais, à la rigueur, possibles, l'accident eût été évité : donc, conclurait-il, il n'y avait pas impossibilité. Et, il faut le reconnaître, au point de vue d'une logique abstraite, c'est ce dernier système qui est dans le vrai ; il semble certain que le maître, en isolant ses élèves, en leur défendant tout mouvement et toute activité, aura la possibilité d'éviter la plupart des accidents qui se produisent. Il y aura donc toujours place, lorsque l'accident se sera produit, pour la recherche d'une possibilité de l'éviter. Car là se manifeste l'impuissance où est réduite la Cour de Cassation de fixer une règle précise pour l'application

de la loi : ce seront des appréciations de fait qui amèneront les tribunaux à décider que l'accident a pu ou n'a pas pu être empêché par le maître, et la Cour suprême n'aura pas de contrôle sur ces appréciations de fait. Le jugement même que nous avons cité (cas de M. Leblanc) et qui a poussé jusqu'à l'extrême limite la responsabilité du directeur d'école, n'aurait pas pu être cassé, pas plus que n'auraient pu l'être des décisions complètement opposées quant au fond : car si ce jugement admettait l'impossibilité où le maître pouvait s'être trouvé d'empêcher l'accident, il ne proclamait pas une impossibilité où il se fût effectivement et nécessairement trouvé ; dès lors, la preuve de l'impossibilité réelle étant à la charge du maître et devant être fournie d'une façon positive, il n'y avait pas violation, mais application rigoureuse de la loi. »

Après ces explications sur la jurisprudence issue de l'article 1384, M. Thézard pénètre « dans les raisons mêmes de la responsabilité civile afin d'en dégager une solution équitable et rationnelle ». « La responsabilité civile, lit-on dans son rapport, qui est la responsabilité du fait d'autrui, qui ne comporte par elle-même, l'idée d'aucune faute spéciale et directe de la personne responsable, quant au fait précisément incriminé, repose sur l'idée d'une faute générale. Or, cette idée, si on pénètre dans les détails de la loi, n'est pas exclusivement attachée à un défaut

de surveillance présumé. Beaucoup d'autres éléments la compliquent et concourent à le justifier. » Suivent quelques indications sur la responsabilité des père et mère, sur celle des maîtres et commettants et sur celle des artisans et instituteurs libres... « Tout autre est la situation du maître de l'enseignement public ; il ne peut écarter, sinon pour des causes absolument graves, aucun des enfants qui lui sont présentés par leurs familles ; le rendre *a priori* responsable des imprudences ou des fautes de ces enfants, c'est méconnaître les règles de l'équité ; de même, si l'accident provient du défaut de surveillance d'un subordonné, comment rendre le directeur d'un établissement responsable d'une personne dont la collaboration lui a été imposée par une nomination faite en dehors de lui ? Quelle doit donc être la personnalité responsable, puisqu'il semble impossible de laisser sans recours et sans réparation les victimes des accidents ? Cette personne ne peut être que l'État. L'État est, en effet, suivant une expression heureuse, quant aux établissements qui relèvent de lui, un entrepreneur d'éducation ; il est le patron suprême de tous ces établissements. Les maîtres ne sont que ses préposés, responsables sans doute de leur faute personnelle, mais que nulle raison ne permet de rendre responsables de la faute d'autrui. Cette manière de voir, loin d'être exceptionnelle, se confirme au contraire par * l'étude de la jurisprudence et de la pratique. L'État,

dans les administrations autre que l'instruction publique, est considéré comme responsable du fait des personnes qu'il emploie. Dans les établissements d'instruction qui appartiennent à des associations, c'est l'association qui est civilement responsable des accidents, et non le maître ou le surveillant chargé de la garde des enfants, et qui n'aura commis aucune faute. La responsabilité civile imposée aux maîtres de l'enseignement public est donc plutôt une anomalie, et la proposition qui impose cette responsabilité à l'État n'est qu'une application du droit commun. »

Ajoutons cette remarque faite par M. Darlan, garde des Sceaux, devant la commission de la Chambre des députés, que les victimes des accidents gagneront à la nouvelle loi d'avoir pour débiteur l'État, au lieu d'instituteurs souvent peu solvables.

L'esprit de la loi est donc celui-ci : l'instituteur public qui ne peut choisir ni son local, ni son personnel, ni ses élèves est dans une situation toute différente de celle de l'instituteur libre. Il n'est d'autre part, vis-à-vis de l'État, qu'un préposé, et par conséquent la situation respective de l'instituteur et de l'État doit être réglée de la même manière que celle d'un préposé à l'égard de son commettant.

De la première de ces deux propositions, il résulte que, si la responsabilité de l'article 1384 est épargnée à l'instituteur, il reste soumis à la responsabilité de

droit commun, celle de l'article 1382, qui a sa source dans une faute ou même dans une simple négligence dont la preuve est fournie. L'instituteur est uniquement déchargé de la présomption de faute. Cela a été formellement déclaré par le rapporteur de la loi au cours de la discussion devant le Sénat, et la jurisprudence n'a jamais hésité à interpréter ainsi le texte (1).

L'instituteur n'étant pas exonéré de sa faute, l'État peut, comme tout commettant déclaré civilement responsable du fait de son préposé, exercer contre lui une action récursoire dans les cas où la responsabilité personnelle de l'instituteur est engagée. L'État pourra donc recouvrer contre lui tout ou partie de la condamnation encourue par sa faute (2).

Le législateur n'a pas voulu modifier la compétence établie à l'époque où l'État n'était pas responsable. La loi du 20 juillet 1899 comporte un article 2 d'après lequel « l'action en responsabilité contre l'État dans le cas prévu par la présente loi, sera portée devant le tribunal civil ou le juge de paix du

1. Cass. rej., 11 août 1905. S.05.1.294; Paris, 11 juillet 1906. *Gaz. trib.*, 1906, 1^{er} sem., 2.220; Trib. civ., Toulouse, 13 déc. 1906. D.07.5.21; Trib. Blaye, 8 mai 1907, et Bordeaux, 1^{er} juin 1908 D.08.2.251; Paris, 4 juillet 1907. D.08.5.6. Léonce Thomas, Étude de la loi de 1899, *Rev. gén. du droit*, 1902, 140-144; Planiol, II, 910.

2. Avis de la commission des finances du Sénat, *Doc. parl.*, Sénat, session ordinaire 1899, p. 84.

lieu où le dommage aura été causé et dirigée contre le préfet du département. Comme il s'agissait, en effet, non pas seulement de mettre l'État en cause ; mais encore de le rendre personnellement débiteur, il aurait fallu, si cette disposition accessoire n'avait pas été introduite dans la loi, que les parties poursuivantes s'adressassent à la juridiction administrative, et allassent plaider devant le Conseil d'État, ce qui eût donné lieu à une procédure longue et difficile. « Il est certainement plus expédient et plus à la portée de tout le monde, comme l'a déclaré M. Monis, garde des Sceaux, lors du retour de la loi à la Chambre des députés, il sera aussi plus économique de prendre la voie indiquée par l'article 2 (1). »

Le seul objet et le seul effet de la loi du 20 juillet 1899 est donc de substituer l'État à l'instituteur, en ce qui concerne la responsabilité de l'article 1384. Il est bien entendu que le mot instituteur doit être pris dans un sens large. « La loi, dit M. Samary dans son rapport à la Chambre des députés, intéresse, cela va sans dire, tout aussi bien l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, que l'enseignement primaire. » La Jurisprudence a eu l'occasion d'appliquer cette idée dans quelques cas spéciaux. C'est ainsi qu'il a été jugé que les écoles militaires préparatoires sont des établissements d'enseigne-

1. *J. off.*, 1^{er} juillet, *Déb. parl.*, p. 1764.

ment public, auxquels s'applique la disposition de l'article 1384, modifiée par la loi du 20 juillet 1899, et que par suite, en ce qui les regarde, les actions en responsabilité dirigées contre l'État, doivent être portées devant les tribunaux judiciaires et non devant le Conseil d'État (1). Il en est de même des écoles pratiques d'agriculture, qui sont, aux termes de la loi du 30 juillet 1875, des établissements d'enseignement professionnel agricole, dont le directeur est un fonctionnaire, membre de l'enseignement public (2).

Mais la loi du 20 juillet 1899 en transférant ainsi la responsabilité civile de l'instituteur à l'État n'a modifié en aucune façon le caractère de cette responsabilité et son champ d'application. Par conséquent, l'État sera responsable dans tous les cas où l'instituteur l'aurait été d'après les principes et les règles d'interprétation que nous avons exposés plus haut. L'État, dit le Tribunal de Toulouse, ne peut établir son irresponsabilité « qu'en établissant que l'accident est le résultat d'un cas fortuit qu'aucune surveillance de l'instituteur n'a pu empêcher (3) ». Au contraire sa responsabilité ne saurait être engagée à raison de l'acte violent et dommageable commis inopinément, dans une école communale, par un en-

1. Cons. d'Etat, 7 août 1905. S. 07.3. 109.

2. Paris, 11 janvier 1906. *Gaz. Trib.*, 1906, 1^{er} sem., 2.220.

3. Trib. Toulouse, 30 janvier 1908. *Gaz. Trib. Midi*, 29 mars 1908 ; Alger, 1^{er} déc. 1901. S. 04.2.12.

fant sur la personne d'un autre enfant, pendant que l'instituteur, faisant une démonstration au tableau, était dans l'impossibilité de surveiller en même temps ses élèves (1).

Seconde conséquence du maintien des caractères de la responsabilité et de ses conditions : la responsabilité de l'État n'est engagée que dans les cas où les élèves se trouvent légalement sous la surveillance de l'instituteur, c'est-à-dire quand le fait dommageable se produit pendant les heures de classe ou de récréation prévues par les règlements. Si l'instituteur a, de son initiative, organisé des cours d'adultes, ou laissé, le dimanche, l'école ouverte aux jeunes gens et aux enfants, il en est autrement car sa surveillance était purement volontaire ; il n'agissait pas comme préposé de l'État, dans les limites de ses fonctions (2).

De même, la responsabilité de l'État, comme le faisait celle de l'instituteur, exclut complètement celle du père, pendant le temps que l'enfant est régulièrement sous la surveillance de l'instituteur (3).

Quant aux instituteurs privés, ils restent sous l'em-

1. Trib. Marseille, 12 mars 1907. *Jurisp. civ. Marseille*, 1907, 283.

2. Réserve formulée expressément en ce sens par le ministre de l'Instruction publique au Sénat dans la séance du 21 mars 1899, *J. off.* 22 mars 1899, p. 322.

3. Alger, 1^{er} déc. 1902, précité ; Montpellier, 20 mars 1903, *Monit. judic. Midi*, 10 mai 1903.

pire de l'article 1384 auquel aucune modification n'a été apportée en ce qui les concerne. M. Thézard nous en a donné la raison : c'est déjà, sous le régime de l'article 1384, l'entrepreneur d'éducation, le commettant qui est atteint et non pas un simple préposé, comme l'est l'instituteur public. Il n'y avait donc pas lieu, ni même possibilité, de déplacer une responsabilité qui incombait à la seule personne que l'on pût déclarer responsable.

La loi du 20 juillet 1899, quelque protectrice qu'elle paraisse à l'égard des instituteurs, n'a cependant pas donné le résultat qu'on en attendait ; elle a, en fait, fort peu profité aux instituteurs. Ceux-ci, en effet, se sont vus comme par le passé condamner la plupart du temps à la réparation du dommage causé par leurs élèves. Cela tient, d'une part, à ce que les préfets, représentants de l'État, n'ont pas manqué d'exercer un recours contre les instituteurs auxquels on pouvait reprocher une faute, même légère, une imprudence même sans gravité. D'autre part, les parents, craignant de voir l'État leur opposer une fin de non-recevoir tirée de ce que l'instituteur, au moment où l'accident s'est produit, n'accomplissait pas un service réglementaire, agissent presque toujours contre l'État et contre les instituteurs conjointement, invoquant contre ceux-ci les dispositions des articles 1382 et 1383. « Ainsi, d'une façon ou d'une autre, les instituteurs, la plupart du temps,

étaient condamnés, et la réforme de 1899 ne leur profitait guère (1). »

Plusieurs propositions de loi furent déposées dans le but de faire modifier le texte nouveau de l'article 1384, en ce qui concerne la responsabilité des instituteurs ; et la commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle, après les avoir examinées, soumit à la Chambre, dans la séance du 5 février 1906, une proposition de loi sur laquelle nous ne nous étendrons pas car elle est devenue caduque par l'expiration des pouvoirs de la Chambre des députés, et qu'il en existe une plus récente.

Enfin, au début de la législature qui vient de prendre fin, MM. Pierre Dupuy, Constant Dulau, François Arago et Charles Guernier, députés, présentèrent, dans la séance du 14 juin 1906, une nouvelle proposition de loi sur la responsabilité des membres de l'enseignement. Bien que l'urgence ait été déclarée, cette proposition n'eut pas un sort meilleur que la précédente. Nous donnons cependant le texte des dispositions nouvelles qu'elle soumettait au législateur : « Art. 1^{er}. — Les instituteurs sont responsables du dommage causé par leurs élèves pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. Cette responsabilité a lieu, à moins que l'instituteur ne prouve que sa

1. De Monzie, La respons. civ. des instit., *Rev. polit. et parl.*, 1905, tome XLIV, 258-259.

surveillance a été sérieuse et régulière. » « Art. 2. — L'État est responsable du dommage causé par les élèves de l'enseignement public, pendant le temps qu'ils se trouvent sous la surveillance des professeurs ou instituteurs. Sont considérées comme heures réglementaires, non seulement les heures de scolarité légale, mais encore celles pendant lesquelles fonctionnent les œuvres complémentaires de l'école. La faute présumée, qui rend ainsi l'État responsable, existe aussi bien lorsque l'élève a causé un dommage à autrui que lorsqu'il s'est accidentellement causé un dommage à lui-même. L'État pourra s'exonérer de cette responsabilité en prouvant que la surveillance de son préposé a été sérieuse et régulière. » « Art. 3. — L'État est également responsable du dommage causé aux élèves de l'enseignement public dans le temps fixé à l'article précédent, lorsque le dommage a été causé par la faute, la négligence, l'imprudence du professeur ou de l'instituteur ou par suite du mauvais état du matériel ou des locaux scolaires. » « Art. 4. — L'action en responsabilité contre l'État sera portée devant le tribunal civil ou le juge du lieu où le dommage aura été causé, et dirigée contre le préfet du département ; elle devra être introduite dans un délai de trois ans à compter du jour de l'accident. Dans aucun cas le professeur ou l'instituteur ne pourra être mis en cause par la partie lésée ; toutefois lorsqu'il sera prouvé que le dommage est imputable à

une faute personnelle et lourde de celui-ci, l'État pourra exercer un recours contre lui à l'effet de se faire garantir contre les condamnations prononcées, mais seulement lorsqu'elles seront devenues définitives. » « Art. 5. — Dans les cas où le dommage serait la conséquence du mauvais état des locaux ou du matériel, l'État pourra appeler en garantie, conformément aux règles du droit commun, l'individu ou l'administration chargé des locaux ou du matériel. » « Art. 6. — Lorsque l'accident sera survenu au cours d'une œuvre complémentaire de l'école créée par un département, une commune, une société privée, ou, sans l'assentiment de l'autorité académique, par l'instituteur lui-même, l'État pourra exercer un recours contre ces derniers. » « Art. 7. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application de la présente loi. » « Art. 8. — La loi du 20 juillet 1899 est abolie (1). »

C'est, on le voit, une réglementation détaillée qui était proposée par MM. Pierre Dupuy et autres. Elle introduisait des innovations importantes. L'État, au lieu d'avoir à prouver, pour s'exonérer de la responsabilité, une impossibilité matérielle pour l'instituteur d'empêcher le fait dommageable, ainsi que l'exige la jurisprudence actuelle, n'aurait qu'à éta-

1. Chambre des députés, *Doc. parl.*, 1906, session ordin. Annexe 85, p. 550-551.

blir que la surveillance de son préposé a été sérieuse et régulière. Cette preuve serait assurément plus facile à rapporter. D'autre part, ce qui est plus grave, il ne réussirait dans son recours contre l'instituteur que s'il prouvait à la charge de celui-ci l'existence d'une faute lourde, tandis qu'actuellement une faute quelconque, une simple négligence de la part de l'instituteur suffit pour que le recours soit justifié. On peut craindre que l'instituteur, moins exposé à la responsabilité, ne se montre moins zélé; le relâchement de sa surveillance n'aura plus aucune sanction. Faut-il sacrifier la sécurité des élèves à la tranquillité des instituteurs ? Le législateur devra se poser cette question, lorsque la proposition de loi sera reprise devant lui.

Enfin il faut noter que la partie lésée ne pourra plus jamais former directement une action en dommages-intérêts contre l'instituteur de l'enseignement public. Celui-ci se trouve soustrait au droit commun : l'article 1382 et l'article 1383 ne lui sont plus applicables. Après avoir vu sa faute présumée, sous le régime de l'article 1384, il se verra à l'abri, de la part des tiers, d'une action fondée sur sa faute prouvée : on ne pourra plus prouver ce qui était autrefois présumé. Il est permis de se demander si le désir, légitime jusqu'à un certain point, de protéger l'instituteur n'a pas entraîné un peu loin les auteurs de la proposition.

Remarquons, enfin, que cette proposition introduit une modification dont seront appelés à profiter les instituteurs libres aussi bien que les instituteurs publics. Pour les uns comme pour les autres, il ne sera plus nécessaire, pour écarter l'application de la responsabilité, de démontrer l'impossibilité matérielle d'empêcher le fait dommageable. Il suffira d'établir que la surveillance a été sérieuse et régulière. Cette disposition semble assez équitable. On ne peut guère demander aux instituteurs autre chose que de s'acquitter de leur mission, c'est-à-dire de surveiller leurs élèves d'une façon sérieuse. Exiger d'eux la preuve d'une impossibilité matérielle d'empêcher le fait dommageable, c'est, d'ailleurs, ainsi que l'expose M. Thézard dans le passage cité plus haut, leur demander une preuve impossible à rapporter d'une façon absolue puisqu'on peut toujours concevoir quelque précaution qui aurait prévenu l'accident. Il ne serait donc pas mauvais que la loi fût, sur ce point, réformée dans le sens de la proposition de MM. Dupuy et autres.

CHAPITRE III

Responsabilité des maîtres et commettants

L'article 1384 § 3 du Code civil dispose que les maîtres et commettants sont responsables des dommages causés par leurs domestiques ou préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés.

Le principe et la raison de cette responsabilité se trouvent premièrement dans le libre choix du commettant, qui, avant de confier un emploi au préposé, avant de le mettre en rapport avec le public dans l'exercice de cet emploi, doit s'assurer de sa probité et de sa capacité, c'est-à-dire de son aptitude à remplir les fonctions, sans dommage pour les tiers. En provoquant les tiers à avoir avec son préposé des relations, quelles qu'elles soient, le maître ne se porte-t-il pas en quelque sorte garant de la sécurité de ces relations. Comme le dit Peckius : « Qui enim aliquem præponit, is clara et aperta voce dicere videtur : hunc ego præposui, qui volet cum eo contrahat (1). » La loi romaine formulait d'ailleurs cette pensée : Aliquate-

1. Peckius, in lege 5. *Dig. de exercit. actione.*

nus culpæ reus est, quod opera malorum hominum uteretur (1). Pothier ne voyait pas non plus d'autre raison à la responsabilité du maître; après avoir formulé le principe de cette responsabilité, il ajoutait : « Ceci a été établi pour rendre les maîtres attentifs à ne se servir que de bons domestiques (2). » Et enfin le rapporteur de la loi au Tribunat développait la même idée : « Le projet, dit-il, assujettit les maîtres et commettants à la responsabilité la plus entière et la moins équivoque. Cette disposition, qui se rencontre déjà dans le Code rural, ne présente rien que de très équitable. N'est-ce pas, en effet, le service dont le maître profite qui a produit le mal qu'on le condamne à réparer? N'a-t-il pas à se reprocher d'avoir donné sa confiance à des hommes méchants, maldroits ou imprudents? Et serait-il juste que des tiers demeuraient victimes de cette confiance inconsidérée, qui est la cause première, la véritable source du dommage qu'ils éprouvent (3)? » La loi suppose donc que le dommage, causé par le préposé dans l'exercice de ses fonctions, est, avant tout et surtout, la faute du maître qui n'aurait pas dû les lui confier.

Mais ce n'est pas là le seul élément de la responsabilité du commettant. Un autre motif vient ren-

1. L. 5 § 6, *Dig. de oblig. et act.*

2. Pothier, *Traité des obligations*, p. 121.

3. Loqué, *Légis. civ., comm., etc., de la France*, t. 13, n° 14.

forcer le premier : c'est que le commettant a le droit de donner à son préposé des instructions et même des ordres, et d'en surveiller et d'en assurer l'exécution. De ce droit découle une obligation qu'il lui faut accomplir dans l'intérêt des tiers, pour empêcher le préjudice que l'imprudence du préposé pourrait causer, au cas où la surveillance manquerait.

Le commettant est donc, disons-nous, responsable non seulement parce qu'il a mal choisi le préposé, mais encore parce que, pouvant le diriger et le surveiller, il l'a mal dirigé et surveillé. La Cour de Cassation a formulé cette théorie dans plusieurs arrêts. « Attendu, dit un arrêt du 20 août 1847 (1), que la responsabilité à laquelle l'article 1384 soumet les commettants, ne dépend pas seulement de ce qu'ils ont choisi leurs préposés, mais suppose en outre qu'ils ont le droit de leur donner des ordres et des instructions sur la manière de remplir les fonctions auxquelles ils les emploient, autorité sans laquelle il n'y a pas de véritable commettant. » « Attendu, porte un autre arrêt du 4 février 1880 (2), que la responsabilité des faits du préposé, mise à la charge du maître et du commettant par l'article 1384, suppose que les maîtres et commettants ont le droit de donner au préposé des ordres et des instructions sur la manière

1. Cass., 20 août 1847. S. 47.1.855.

2. Cass., 4 février 1880. S. 80.1.463.

de remplir les fonctions auxquelles ils les emploient, autorité et subordination sans lesquelles il n'y a pas de commettant et préposé véritables. » La doctrine des auteurs est conforme (1). Et en effet, la responsabilité de l'article 1384, repose en grande partie sur une présomption de faute à imputer aux maîtres et commettants. Les maîtres et commettants sont présumés en faute, parce qu'ils ont mal choisi, mal dirigé et mal surveillé les préposés, ce qui implique le droit de les diriger et de les surveiller.

M. Demolombe (2) est cependant d'un avis différent en ce qui concerne le droit de surveillance. « Notre avis, dit-il, est que la présomption légale de responsabilité, écrite dans l'article 1384, contre les maîtres et les commettants, repose tout entière sur la faute qu'ils sont censés avoir commise, en choisissant mal leurs domestiques et leurs préposés ; de sorte que ce motif suffit à lui seul pour la leur faire encourir. Il peut arriver sans doute, et souvent, en effet, que l'on invoque aussi, contre les maîtres et les commettants, un défaut de surveillance, et, lorsque cette allégation est prouvée, elle ne peut assurément que démontrer de plus en plus et aggraver leur responsabilité. Mais c'est là une cause de res-

1. Larombière. *Théorie et pratique des obligations*, t. 7, sur l'article 1384, n° 8 ; Sourdat, II, n° 885.

2. Demolombe. *Contrats et oblig.*, t. 8, n° 610.

ponsabilité qui dérive plutôt des articles 1382-1383 que de l'article 1384. Et c'est bien pourquoi elle doit être prouvée en fait : tandis qu'aucune preuve, en fait, n'est nécessaire pour l'application de la présomption légale de l'article 1384. Est-ce que, par exemple, les maîtres et les commettants seraient admis à se soustraire à la responsabilité que l'article 1384 décrète contre eux, en offrant de prouver qu'ils ont été dans l'impossibilité d'empêcher le fait particulier, d'où est résulté le dommage qui a été causé par leur domestique ou par leur préposé ?... La présomption légale de responsabilité n'admet pas ici la preuve contraire, dès que le fait dommageable a été commis par le domestique ou le préposé dans l'exercice des fonctions qui lui étaient confiées. C'est la réponse unanime dans la jurisprudence et dans la doctrine, sauf bien entendu le cas de force majeure. » Et M. Demolombe conclut (n° 611) que le défaut de surveillance est étranger à la responsabilité des maîtres et commettants. Mais n'y a-t-il pas dans ce raisonnement une confusion. Il est vrai que les maîtres et commettants ne peuvent décliner la responsabilité du fait de leurs préposés, en prouvant qu'aucune faute ne leur est imputable, c'est-à-dire qu'ils n'ont pu empêcher le fait dommageable, malgré toute leur surveillance. Mais il s'agit ici d'une impossibilité de surveillance toute relative et de fait. Et il ne s'ensuit nullement que le commettant soit

responsable, même au cas où il établit, par l'appréciation de ses rapports avec son prétendu préposé, qu'il n'avait aucun pouvoir légal de direction et de surveillance, aucune autorité sur lui. Car il s'agit alors, non plus d'une impossibilité relative et de fait, mais d'une impossibilité absolue et de droit. Or c'est le pouvoir de direction et de surveillance, l'autorité sur le préposé, qui est l'un des fondements de la responsabilité de l'article 1384. Il n'importe que le commettant ait eu, en fait, la capacité, l'aptitude ou le moyen d'en user utilement. Mais il est nécessaire qu'en droit, ce pouvoir de direction et de surveillance, cette autorité du préposant existe. Nous venons d'ailleurs de voir, en étudiant les conditions d'application de cet alinéa 3 de l'article 1384, que la jurisprudence exige, en effet, ce pouvoir de direction et de surveillance.

Certains auteurs estiment que cette responsabilité, ainsi fondée sur une double présomption de faute : mauvais choix et défaut de surveillance, est excessive. « Cette responsabilité, dit M. Planiol (1), est, dans certaines de ses applications véritablement inique ; c'est l'exagération d'une idée admise à la légèreté par Pothier et fondée sur un état social disparu ; aujourd'hui les citoyens sont indépendants les uns des autres, ils ne devraient pas être responsables les uns

1. Planiol, II, n° 911.

pour les autres, et un domestique est une personne qui gagne sa vie par son travail, à ses risques et périls. Pourquoi son maître serait-il responsable pour lui, plutôt que lui pour son maître ? Il est vraiment injuste, quoique nos tribunaux le fassent tous les jours sans scrupules, de rendre ainsi une personne responsable du fait d'autrui, sans faute prouvée de sa part. Le Code allemand ne l'a pas voulu et il n'admet la responsabilité du maître qu'en cas de mauvais choix ou de défaut de surveillance (art. 710 et 712). »

M. Planiol propose d'ailleurs comme fondement de la responsabilité des commettants, dans les cas où il la trouve équitable, une considération tirée d'un tout autre ordre d'idées. Il considère en effet que, lorsqu'on l'applique à des industriels ou à des commerçants, c'est-à-dire à des gens qui spéculent et emploient des commis et des ouvriers, la responsabilité des fautes du personnel peut se justifier par l'idée d'entreprise, de la même façon que le risque des accidents qui atteignent le personnel lui-même : « Le patron prenant le profit pour lui, doit supporter les risques de l'entreprise, et, parmi ces risques on peut faire figurer les accidents dus à la maladresse d'un agent (1). »

Il ne semble pas que cette tentative intéressante d'adapter les lois aux modifications des idées et de

1. Planiol, *op. cit.*

l'état social, ait trouvé beaucoup d'écho. La doctrine et la jurisprudence continuent à ne pas voir à la responsabilité des commettants d'autre fondement qu'une présomption de faute ; et elles ne cherchent pas davantage à restreindre, comme le voudrait M. Planiol, le champ d'application du paragraphe 3 de l'article 1384.

Il est cependant indéniable que, dans bien des cas, cette présomption de faute, explication traditionnelle de la responsabilité du fait d'autrui, devient aussi artificielle que possible, en ce qui concerne le commettant. Les exemples les plus typiques sont ceux de l'armateur et des compagnies de chemins de fer. Voici un armateur qui n'a pu choisir le capitaine de son navire que dans une catégorie de personnes jugées aptes par l'autorité publique à remplir cette fonction ; à qui pourra-t-on reprocher une faute, si ce capitaine par négligence ou maladresse cause un dommage ? Ce n'est pas l'armateur qui s'est fait juge de sa compétence : il n'avait qu'une liberté très restreinte puisque son choix ne s'exerçait qu'entre un certain nombre de personnes que l'autorité publique lui présentait comme également aptes au commandement du navire, et lui imposait par conséquent. Donc pas de faute de l'armateur dans le choix, pas de *culpa in eligendo*. Et d'autre part, peut-on soutenir que l'armateur doit surveiller les agissements de ce capitaine durant les voyages en pleine mer ? A ce

point de vue encore, il n'y a pas de faute à reprocher à l'armateur, car il ne semble pas qu'il puisse y avoir pour lui, possibilité ni obligation d'exercer une surveillance effective. Et pourtant jamais un tribunal n'a hésité à déclarer l'armateur responsable. Mais il y a mieux encore dans cet ordre d'idées. Un arrêt de Cassation (1) du 23 juin 1896 a décidé que l'armateur ne cesse pas d'être responsable lorsque la conduite du bâtiment est assumée par un pilote lamaneur, agent légalement préposé à cette conduite lorsque le capitaine a recours à leur ministère à l'entrée et à la sortie des ports ; et cela alors même que l'assistance de ce pilote est imposée par le décret du 12 décembre 1806 et par les règlements de la matière, et qu'aucun choix n'a pu être fait, un tour de rôle de service indiquant parmi les pilotes institués par l'administration après des examens spéciaux, celui qui doit être employé. Dans ce cas encore, il est bien évident que la responsabilité de l'armateur ne peut s'expliquer par l'idée d'une faute personnelle.

Où trouverons-nous alors le fondement de cette responsabilité ? Est-ce dans l'idée d'entreprise, comme le propose M. Planiol, « le patron prenant le profit pour lui, doit supporter les risques de l'entreprise » ? Une phrase du rapport de Bertrand des Greuilles au Tribunal semble inspirée de cette

1. Cass. civ., 23 juin 1896. S. 98.1.209.

conception: « N'est-ce pas, dit-il, le service dont le maître profite, qui a produit le mal qu'on le condamne à réparer. » Il est en effet indispensable, la nécessité supérieure de garantir la sécurité publique l'exige, que le préjudice causé au tiers soit réparé. A qui s'adresser: au préposé, le plus souvent insolvable, et d'ailleurs ne trouvant dans son salaire, soustrait à tous les risques, que la rémunération régulière de son travail: ou au patron, dont on pourra obtenir une réparation pécuniaire que son préposé n'aurait pu fournir, et qui prenant le profit pour lui doit supporter les risques de l'entreprise. La présomption de faute étant, en beaucoup de circonstances, absolument artificielle, et ne suffisant pas, par conséquent, à fonder la responsabilité du commettant, c'est peut-être dans les considérations que nous venons d'exposer que se trouve la raison dernière de la loi; nécessité de garantir la sécurité publique, dans tous les cas; et spécialement dans le cas des industriels et commerçants, idée d'entreprise.

Quelles sont les relations qui doivent exister entre deux personnes pour que l'une soit considérée comme un maître ou commettant, et l'autre comme un préposé? A quels signes pourra-t-on reconnaître l'existence de ces qualités respectives, pour en déduire la responsabilité qui s'y rattache?

Il y a un grand intérêt à se représenter nettement ce qui caractérise le préposé, car les tribunaux

doivent, dans leurs décisions, s'expliquer sur cette qualité. La Cour de Cassation, en effet, a, le 2 avril 1908, mis à néant un arrêt qui, pour condamner une personne à des dommages-intérêts comme civilement responsable, s'était borné à déclarer la responsabilité civile de cette personne, sans faire connaître si l'auteur du fait dommageable était son préposé (1).

Outre la condition, déjà signalée, de subordination, il en est une autre qui est également indispensable. Il doit exister entre le commettant et le préposé, une sorte de contrat par lequel se manifeste le libre choix du préposé par le commettant. Ce contrat présente à la fois certains caractères propres au mandat, et d'autres caractères appartenant au louage d'ouvrage. Comme on l'a en effet remarqué, la préposition se réduit, en ce qui concerne les rapports du commettant et du préposé, en un mandat quand le service est gratuit, en un louage d'ouvrage quand il est rémunéré. Mais il s'agit ici de distinguer la préposition qui engendre la responsabilité civile du commettant, et les autres contrats analogues qui n'entraînent pas cette responsabilité. Or il est évident que cette préposition est une convention à part, tenant, il est vrai, à la fois de l'un et de l'autre de ces contrats, mais qui n'est pas un louage d'ouvrage, à cause du caractère représentatif qui appartient au préposé,

1. Cass. crim., 2 avril 1908, *Gaz. Pal.*, 08.1.584.

et parfois à cause de sa gratuité, qui n'est pas non plus un mandat, non seulement à cause du salaire qui y est généralement accordé, mais surtout à cause de la nature des services. « Comme le mandataire proprement dit, dit M. Sourdat (1), le préposé est bien chargé de faire quelque chose pour un autre, en son nom, suivant la définition de l'article 1984 du Code civil ; mais une différence apparaît dans la nature des faits qui leur sont confiés. Le premier représente son mandant plus ordinairement dans des actes juridiques, emportant, d'une manière expresse, obligation ou décharge, dans l'administration générale ou spéciale de sa fortune, de ses affaires ; le second dans des actes d'exécution matérielle. La qualité de mandataire suppose chez celui qui en est revêtu, une mission moins étroite, et beaucoup plus d'initiative ; elle n'implique pas toujours l'idée de subordination et d'infériorité, vis-à-vis du mandant. Il arrive souvent que celui-ci ne pourrait pas accomplir par lui-même, ni en fait, ni en droit, la mission qu'il donne au mandataire, et qu'il n'est point en état d'apprécier d'une manière exacte le mérite et la capacité du représentant auquel il a recours. On ne pourra donc pas toujours lui imputer comme une faute, soit un défaut de surveillance vis-à-vis du mandataire dans l'accomplissement du mandat, soit le choix par lui fait de la personne

1. Sourdat, 2, n° 886.

même du mandataire, du moins, l'on devra, dans cette dernière hypothèse, apprécier beaucoup moins sévèrement la faute et les circonstances qui peuvent influencer sur sa gravité. »

Quoi qu'il en soit et que la prédominance de l'un ou de l'autre des deux contrats, mandat ou louage, soit plus marquée suivant les circonstances de fait, les caractères auxquels on pourra dans tous les cas reconnaître entre deux personnes le rapport de commettant à préposé dans le sens de l'article 1384 du Code civil, sont ceux-ci : 1° Le préposé doit avoir été librement et volontairement choisi par le commettant, puisque c'est ce choix même qui constitue en partie la faute de la personne civilement responsable ; 2° Il faut que le commettant ait le pouvoir de donner au préposé des instructions et même des ordres, sur la manière d'accomplir les actes qui lui sont confiés. Nous avons vu que cette condition avait une grande importance et constituait, avec le libre choix, le fondement de la responsabilité du maître, et nous avons cité deux arrêts de Cassation qui montrent que la jurisprudence est bien fixée dans ce sens. Voici, à titre d'exemples, quelques espèces faisant application de ce principe.

L'armateur qui a donné en location à une compagnie de navigation un navire avec son équipage, ne saurait être déclaré civilement responsable du dommage causé par la faute du capitaine de ce navire, si,

durant le temps de la location, l'équipage et le navire étaient placés sous l'autorité de la compagnie locataire et que l'armateur n'avait ni ordres, ni instructions à donner au capitaine. Celui-ci, en effet, bien que choisi par l'armateur, n'était pas, au moment où il a commis le fait dommageable, le préposé de l'armateur (1).

Autre application empruntée également à la jurisprudence. Les médecins et chirurgiens des hôpitaux, étant désignés au concours et n'étant, quant à la pratique de leur art, soumis ni à l'autorité, ni au contrôle de l'Assistance Publique, ne sont pas les préposés de cette administration. Celle-ci doit, en conséquence, être mise hors de cause quand elle a été actionnée comme civilement responsable des suites d'une opération pratiquée dans un hôpital (2). De même les médecins que les compagnies de chemins de fer chargent de soigner leurs agents blessés ou malades, ne sont pas les préposés de ces compagnies. Elles ne peuvent en effet leur donner ni des ordres, ni des instructions en ce qui regarde la pratique de leur art. Il s'ensuit qu'elles n'encourent aucune responsabilité à raison des conséquences des traitements prescrits par eux, traitements dont elles n'ont eu ni la direction, ni la surveillance (3).

1. Cass. civ., 5 janvier 1891. S. 92.1.247.

2. Trib. Seine, 6 juillet 1906. *Gaz. Pal.*, 06.2.334.

3. Grenoble, 29 octobre 1901, D.04.2.300.

Cette condition de subordination est, aux yeux de la jurisprudence, tellement essentielle que, alors que le patron n'est pas responsable du dommage causé par celui qui est habituellement son préposé, quand ce dernier, tout en étant dans l'exercice de ses fonctions et en se servant des objets appartenant à son patron, agit, dans la circonstance, sous les ordres d'un autre (1), il est, au contraire, responsable du fait de son domestique, bien qu'il l'ait mis momentanément à la disposition d'un tiers s'il a conservé sur lui son droit de surveillance et d'autorité (2).

Ce principe a inspiré également de très nombreuses décisions dans le cas où il s'agit d'un ouvrier ou d'un entrepreneur, qui, chargé d'un travail quelconque, exécute ce travail, sans être dirigé ni surveillé par celui qui l'emploie. La jurisprudence, approuvée par presque tous les auteurs, estime qu'il n'est pas alors le préposé de celui qui a commandé l'ouvrage, car il n'est pas sous sa dépendance (3). Il s'est trouvé cependant quelques auteurs pour soutenir une opi-

1. Trib. Seine, 21 nov. 1906. *Gaz. trib.*, 1907, 1^{er} sem., 2.154.

2. Cass. crim. rej., 8 mai 1908. *Gaz. Pal.*, 08.1.696.

3. Aubry et Rau, IV, p. 761 ; Demolombe, XXXI, n° 622 ; Sourdat, II, n° 890 ; Huc, VIII, n° 444 ; Planiol, II, n° 910 ; Baudry-Lacantinerie, XV, n° 2913 ; Req., 29 mai 1900. S. 01.1.265 ; Poitiers, 6 août 1906. *Gaz. Pal.*, 1906.2.236 ; Nancy, 10 nov. 1900 (2 espèces). D. 01.2.417 ; Cass. civ., 12 juillet 1899. D. 00.1.436 ; Lyon, 3 fév. 1897. S. 97.2.301 ; Req., 4 février 1880. S. 80.1.463 ; Dijon, 7 août 1868. S. 68.2.315, etc.

nion contraire. « Puisque, dit Laurent, la responsabilité des commettants résulte simplement de ce qu'ils sont en faute d'avoir mal choisi leurs préposés, elle doit s'appliquer dans ce cas. Peu importe que celui qui traite avec l'ouvrier ou l'entrepreneur ne puisse pas le diriger. Il l'a mal choisi : cela suffit pour engager sa responsabilité (1). »

Ce système aboutirait à rendre civilement responsable tout locateur d'ouvrage, à faire du louage d'ouvrage une condition suffisante pour permettre toujours l'application de l'article 1384. Mais, comme le répond Huc à Laurent, « il s'agit de savoir si tout individu choisi a la qualité de préposé. Or la négative est certaine. Celui-là seul est préposé que le maître pourrait diriger. Peu importe qu'en fait il le dirige ou ne le dirige pas. Si le rapport de subordination n'existe pas, la responsabilité doit cesser. Or, précisément, nous supposons que celui qui a choisi l'ouvrier ne pouvait pas le diriger et qu'il n'y avait pas rapport de subordination (2). »

D'ailleurs quelle faute, dans ce cas, pourrait-on reprocher à celui qui a commandé l'ouvrage. Il semble difficile de l'accuser de n'avoir pas exercé une surveillance, dont il serait inique de lui imposer l'obligation ; il n'a ni les connaissances techniques, ni l'aptitude

1. Laurent, XX, n° 578 ; même sens, Toullier, 11, 284 ; Larombière, t. 5, sur l'art. 1384, n° 10, p. 747.

2. Huc, VIII, n° 444.

physique qu'il faudrait pour cela. Il n'avait aucune instruction, aucun ordre à donner à ces ouvriers ou entrepreneurs sur la manière d'exécuter les travaux de leur art ; il n'est donc pas coupable de négligence à cet égard. Et peut-on d'autre part lui reprocher d'avoir mal placé sa confiance, de n'avoir pas suffisamment étudié la capacité de l'ouvrier qu'il a choisi ? Evidemment non ; car s'il s'agissait d'un travail ordinaire, si le dommage est arrivé parce que l'ouvrier a négligé une de ces précautions, qui étaient de son ressort exclusif, et qui doivent être prises dans des cas semblables ; si enfin la réputation de cet homme était satisfaisante, on ne peut reprocher à celui qui a commandé l'ouvrage de l'avoir choisi pour exécuter un ouvrage de sa profession.

Il peut arriver cependant que la personne qui a commandé l'ouvrage et choisi l'ouvrier, soit de ce chef coupable d'une imprudence, et qu'elle puisse être responsable de ses suites. Si en effet, elle s'est adressée à un ouvrier d'une incapacité notoire ou même douteuse, pour faire exécuter un travail difficile et pouvant devenir dangereux pour le public, elle pourra être déclarée responsable du dommage causé par cet ouvrier. Mais, comme le remarque M. Sourdat (1), ce ne sera point en qualité de commettant et par application de l'article 1384 qu'elle

1. Sourdat, II, p. 89.

sera tenue de ces faits ; par conséquent elle ne sera pas responsable de plein droit, à raison de tous les actes dommageables commis par l'ouvrier dans l'accomplissement du travail qu'il s'est obligé à faire, et de toute l'étendue du dommage qu'il a pu causer. Si elle a commis une imprudence en contractant avec lui, sachant ou devant savoir qu'il était incapable d'exécuter ces travaux, si elle a, par suite, donné lieu au dommage dans une certaine mesure, si elle en est responsable, c'est en vertu de l'article 1383, et elle n'est tenue que du dommage qui est la suite directe et immédiate de la faute qui lui est imputable. Et cela constitue une différence des plus importantes au point de vue pratique. Lorsqu'il s'agit d'un cas de responsabilité de commettant à préposé, comme la responsabilité résulte de la présomption de la loi elle-même, il suffit au demandeur de faire la preuve de l'existence de ces qualités respectives. La responsabilité s'en déduit nécessairement et les tribunaux ne pourraient en affranchir le commettant. S'il s'agit simplement d'un cas de responsabilité fondée sur l'article 1383, les juges ont toujours le pouvoir d'apprécier s'il y a eu la négligence ou imprudence que le demandeur doit établir, et quel est le rapport de cette faute avec l'étendue du dommage causé.

L'entrepreneur ou l'ouvrier peut cependant prendre vis-à-vis de celui qui commande l'ouvrage, la

qualité du préposé. Cela se produira lorsque des stipulations particulières, venant modifier le contrat, mettront l'entrepreneur ou l'ouvrier sous la surveillance de l'autre partie. Mais les conventions doivent s'expliquer nettement sur ce point, car la jurisprudence a tendance à les interpréter strictement. Dans l'espèce d'un arrêt de Cassation (1) cité plus haut, il a été jugé, en fait, qu'un ingénieur surveillant les travaux dans l'intérêt de la compagnie poursuivie comme responsable, devait seulement veiller à ce qu'ils fussent exécutés conformément aux conventions, mais qu'il n'avait pas mission de donner des ordres à l'entrepreneur sur le mode d'exécution des dits travaux, et la Cour de Cassation a décidé en conséquence que la Compagnie, ne s'étant réservé aucun droit de surveillance à cet égard, n'avait point « cette autorité sans laquelle il n'y a pas de véritable commettant ».

Mais si, au contraire, celui qui a confié le travail à l'ouvrier ou à l'entrepreneur, s'en est formellement réservé la direction ou la surveillance, l'entrepreneur devient alors, à son égard un véritable préposé, et, de cette qualité, se déduisent toutes les conséquences prévues par l'article 1384 (2).

1. Cass., 20 août 1847. S. 47.1.855.

2. Aubry et Rau, IV, p. 762 ; Huc, VIII, n° 445 ; Cass. rej., 15 janvier 1889. S. 89.1.74.

Il n'est pas indispensable, pour que la responsabilité du commettant soit engagée, qu'il soit personnellement en relations avec le préposé. Les commettants en effet sont responsables non seulement des faits de leurs préposés proprement dits, mais encore des sous-préposés que ces derniers ont choisis en vertu d'une délégation par eux donnée (1). Il a été jugé, dans ce sens, que la commission administrative d'un hospice d'aliénés devait être déclarée civilement responsable des actes délictueux commis sur un interné par des gardiens choisis par le préposé responsable, quand elle a délégué à celui-ci le droit de recruter les dits gardiens (2).

Ajoutons, pour achever la recherche des caractères du préposé, qu'il n'est pas nécessaire que celui-ci soit salarié par le commettant. C'est ainsi qu'un restaurateur a pu être déclaré civilement responsable des blessures reçues par une personne que son chasseur, monté à bicyclette, avait renversée dans la rue (3). Peu importait que ce chasseur n'eût pour tout salaire que les gratifications des clients ; il n'en avait pas moins la qualité d'employé.

L'article 1384 pose comme condition de la responsabilité du commettant, que le fait accompli par son

1. Baudry-Lacantinerie et Barde, XV, n° 2913. 1.

2. Trib. corr. Tours, 25 févr. 1904. *Gaz. Trib.*, 04, 2° sem., 1.372 ; Cass., 4 mars 1903. S. 03.1.471.

3. Paris, 11 février 1904. *Droit*, 9 août 1904.

domestique ou préposé l'ait été « dans les fonctions auxquelles ils ont été employés ». On ne comprendrait pas en effet que cette responsabilité s'étendît à des actes étrangers au mandat reçu par le préposé, par exemple, si l'ouvrier employé par l'entrepreneur a commis un vol dans le cabaret où il prend ses repas, dans l'hôtellerie où il loge, s'il a insulté un passant sur la voie publique, dans une querelle ou de toute autre façon; si le commis du négociant a détourné une somme que lui avait confiée quelqu'un, par suite de relations toutes personnelles, et pour en faire un emploi qui ne se rapportait en rien au négoce de son patron. La faute qui entraîne la responsabilité du commettant consiste, en effet, à avoir confié à des domestiques ou préposés, des fonctions qu'ils ne pouvaient pas remplir convenablement. Lorsqu'il s'agit de faits étrangers à ces fonctions, il n'est donc pas possible que cette responsabilité se trouve engagée. Aussi est-il indispensable, a déclaré la Cour de Cassation, que la décision qui prononce une condamnation contre une personne comme civilement responsable, fasse connaître qu'au moment où le fait dommageable s'est produit, son auteur se trouvait dans l'exercice des fonctions auxquelles il était employé par son commettant (1).

Mais il ne faut pas rendre cette condition plus ri-

1. Cass. crim., 2 avril 1908. *Gaz. Pal.*, 08.1.584.

goureuse qu'elle n'est, et restreindre la responsabilité du commettant aux faits qu'il a directement commandés, ni même aux faits qui constituent l'exercice normal des fonctions des domestiques ou des préposés. Il suffira, pour que l'article 1384 reçoive son application, que les faits dommageables aient été accomplis dans l'exercice de ces fonctions, ou même à l'occasion de cet exercice.

Mais dans quels cas peut-on dire qu'un préposé est ou n'est pas dans l'exercice des fonctions auxquelles il est employé? Il est évident qu'il n'y a là qu'une question de fait, abandonnée à l'appréciation des juges du fond (1). Le législateur n'ayant, sur ce point, formulé aucune présomption, les auteurs n'ont pu poser aucune règle, et l'on doit se contenter d'un examen de la jurisprudence.

Voici d'abord un certain nombre de cas, où le maître a été déclaré exempt de toute responsabilité. Lorsqu'un domestique quitte les travaux auxquels il est employé dans une maison, pour mettre, en l'absence de son maître, le feu à la toiture, d'où l'incendie s'est ensuite communiqué à la maison voisine, et qu'il vient ensuite reprendre lesdits travaux, le maître n'encourt aucune responsabilité (2). De même un maître, dont le domestique a blessé un tiers d'un coup de fusil, ne doit pas être déclaré civi-

1. Laurent, XX, n° 585.

2. Douai, 14 février 1894. S. 94.2.161.

lement responsable du dommage résultant de ce fait, quand le domestique a dû, pour se procurer l'arme et les munitions dont il a fait usage, s'introduire dans une chambre où il n'était pas appelé par son service, et ouvrir un meuble qui ne lui appartenait pas (1). Par application du même principe, la responsabilité des notaires ne saurait être engagée en raison des détournements de fonds commis par leurs clercs, car la réception des dépôts d'argent ne rentre pas dans les attributions de ceux-ci (2). De même encore, un greffier n'est pas civilement responsable de la nullité d'une surenchère reçue hors du greffe, par un commis-greffier, si celui-ci était attaché à la police correctionnelle et non à la rédaction des actes civils (3).

A plus forte raison la responsabilité du maître ne sera-t-elle pas engagée par suite de faits qui n'ont aucun rapport avec les fonctions de leurs préposés et dont celles-ci n'ont même pas été l'occasion ; par exemple si son domestique, se trouvant dans la rue comme pourrait le faire tout autre particulier, injurie, blesse, ou tue quelqu'un dans une querelle (4).

1. Req., 3 mars 1884. S. 85.1.21.

2. Bordeaux, 12 janvier 1881. *Journ. an. Bordeaux*, 81, p. 38 ; *Journ. notaires*, n° 22645.

3. Montpellier, 2 février 1875. S. 75.2.139.

4. Aubry et Rau, IV, p. 761 ; Larombière, VII, p. 603-604 ; Demolombe, XXXI, n° 616 ; Laurent, XX, n° 585 ; Cass., 20 décembre 1904. S. 05. 1.173 ; Paris, 13 mai 1908. *Gaz. Pal.*, 08.2.32.

Le champ d'application de l'article 1384, § 3, n'en demeure pas moins très étendu; il embrasse en effet tous les cas où les faits dommageables ont été accomplis par le préposé, soit dans l'exercice de ses fonctions, soit à l'occasion de ses fonctions, et alors même que le dommage résulte d'un abus des dites fonctions.

On se trouve bien en effet dans ce dernier cas, et le maître est déclaré responsable d'un acte que le préposé n'a pu commettre qu'en abusant de la fonction qui lui était confiée, dans l'espèce que voici : le propriétaire d'une voiture automobile a été déclaré civilement responsable de l'accident causé par le fait de son mécanicien, préposé par lui à la conduite de cette voiture, alors même que ce mécanicien, ayant reçu de lui l'ordre de reconduire l'automobile au garage, s'en est servi pour faire une promenade d'agrément, au cours de laquelle l'accident a eu lieu (1). Dans le même sens on peut signaler cette décision : une compagnie d'assurances est responsable des sommes détournées par une personne qui était à son service et dont la qualité d'agent général était de nature à faire croire qu'elle avait reçu de la compagnie un mandat général pour les affaires traitées par elle. Peu importe que cette personne ait excédé son mandat tel qu'il était déterminé par le titre de

1. Cass. crim., 12 décembre 1903. D. 04.1.70; Cass. crim., 23 mars 1907. D. 07.1.351.

sa nomination et les statuts de la compagnie (1).

Les juges ont eu, et ont encore, très fréquemment l'occasion de se prononcer sur les rapports existant entre certains actes dommageables commis par des préposés, et les fonctions qui étaient confiées à ceux-ci. Il est impossible de résumer cette jurisprudence pour en donner une idée d'ensemble ; nous nous contenterons de citer quelques exemples.

Il a été jugé que le propriétaire d'un bois est civilement responsable de l'homicide par imprudence commis par son garde au cours d'une battue organisée dans ce bois par l'autorité administrative, lorsqu'il est prouvé que c'est en sa qualité de garde et pour constater les délits qui pourraient être commis, que l'auteur du dommage assistait à la battue (2).

De même une compagnie de chemins de fer a vu prononcer contre elle une condamnation basée sur l'article 1384, alinéa 3, à raison du délit de contrebande commis par un de ses employés, quand ce délit n'a été possible que grâce à ses fonctions (3).

Est engagée pareillement la responsabilité civile d'un entrepreneur de messagerie, dont les voituriers se sont rendus coupables de faits d'immixtion dans le transport des lettres (4).

1. Cass. Req., 23 octobre 1905. D. 06.1.16.

2. Rouen, 1^{er} mars 1893. S. 93.2.215.

3. Trib. Seine, 28 mai 1872. D. 73.3.7.

4. Lyon, 21 nov. 1864. S. 66.2.361.

On peut également citer une décision judiciaire qui considère la responsabilité d'un maître comme engagée par suite d'un crime odieux commis par son cocher sur un enfant qu'il avait été chargé de conduire à la pension (1). De même le propriétaire d'un fiacre, dont le cocher a assassiné une personne qui avait pris cette voiture pour se faire conduire à son domicile, a été condamné en vertu de l'article 1384 à payer des dommages-intérêts à la veuve de la victime (2).

Le concierge est un préposé dont les actes engagent fort souvent la responsabilité du propriétaire de l'immeuble à la garde duquel il est affecté. Il existe sur ce point une jurisprudence des plus touffues, qui émane presque exclusivement des tribunaux de paix et de première instance de Paris. C'est ainsi que le propriétaire se voit déclaré civilement responsable des condamnations prononcées contre son concierge, lorsque celui-ci s'est rendu coupable de propos diffamatoires envers un locataire, ou un propriétaire voisin, alors qu'il faisait visiter, pour le louer, un appartement dans la maison confiée à sa garde (3) ; ou bien en disant à un fournisseur qui vient encaisser le montant d'une facture dû par un locataire, que

1. Trib. Seine, 28 mai 1872. D. 73.3.7.

2. Trib. Seine, avril 1856. Rapporté par Sourdat en note sous II, n° 902.

3. Paris, 16 juin 1896. S. 96.2.208.

ce locataire doit à tout le monde (1) ; ou bien encore lorsque le concierge, à qui l'on demande des renseignements sur le compte d'un locataire à l'occasion d'un mariage projeté par celui-ci, les fournit, non seulement défavorables, mais dans des termes injurieux et diffamatoires (2).

Infiniment variés, d'ailleurs, sont les actes dont le concierge peut se rendre coupable dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui, par conséquent, engagent la responsabilité du propriétaire, son commettant : usage des clefs reçues d'un locataire dans le but de faire visiter l'appartement en vue d'une location, pour y introduire des personnes afin de leur permettre d'assister au défilé d'un cortège (3) ; permission donnée par un concierge à son fils de s'installer dans l'appartement d'un locataire, momentanément absent, et d'y établir un atelier (4) ; injures adressées à un locataire par le concierge qui vaquait à un acte de son emploi (5) ; fait par le concierge de refuser des lettres en déclarant faussement et à plusieurs reprises qu'il ne connaissait pas la nouvelle adresse du destinataire (6) ; refus par un

1. Trib. paix Paris, 10 mai 1906. *Loi*, 15 mai 1906.

2. Trib. Paix Paris (14^e), 5 avril 1906. *Loi*, 10 avril 1906.

3. Trib. Paix Paris, 7 nov. 1895. D. 96.2.206.

4. Paris, 30 juin 1883. D.87.2.87.

5. Paris, 20 juillet 1889. D. 90.2.112.

6. Trib. civ. Seine, 21 mars 1896. D. 96.2.214.

concierge de recevoir la correspondance d'un locataire, en déclarant au facteur que celui-ci est inconnu dans la maison, ou fait par le concierge de dérober ou faire disparaître cette correspondance(1); remise tardive d'un télégramme à un locataire (2); réception par un concierge de télégrammes adressés à un locataire qui ne l'avait pas autorisé à les accepter (3); lacération et destruction par un concierge des prospectus d'une maison de commerce à lui envoyés pour être remis aux locataires (4); moyens vexatoires employés par le concierge pour nuire à un locataire et l'entraver dans l'exercice de sa profession (5); fait par le concierge de n'avoir pas indiqué, alors qu'il la connaissait et qu'elle lui était demandée, la nouvelle adresse d'un locataire qui avait déménagé (6); refus par un concierge de laisser monter par le grand escalier les clients d'un locataire, avocat ou agent d'affaires, alors que l'usage de l'escalier de service était réservé aux fournisseurs et aux domestiques (7); fait par le concierge de ne pas distribuer les lettres,

1. Trib. Paix Paris, 15 février 1907. *Loi*, 17-18 février 1907.

2. Trib. civ. Seine, 23 mars 1907. *Gaz. Trib.*, 07, 2^e sem., 2.349.

3. Trib. civ. Seine, 5 juillet 1905. D. 06.5.15.

4. Trib. simp. pol. Paris, 5 avril 1906. *Gaz. Pal.*, 06.1.441.

5. Paris, 29 juillet 1881. S. 81.2.188.

6. Trib. civ. Seine, 9 mai 1882. S. 83.2.21 (note); Paris, 4 janv. 1861. *Gaz. Trib.*, 10 janvier 1861.

7. Paris, 5 mai 1903. D. 04.2.120.

tant aux locataires qu'aux personnes qu'il sait habiter chez les locataires (1); fait de ne pas ouvrir la porte de la maison à toute heure du jour ou de la nuit, non seulement aux locataires eux-mêmes, mais encore aux personnes qui fréquentent les locataires, quand elles sont connues du concierge et qu'il sait où elles vont (2); fait par le concierge d'une maison habitée par deux locataires exerçant la même profession, de conseiller aux clients de l'un de s'adresser à l'autre, et d'apposer même sur la porte de l'un la carte de l'autre avec l'adresse de celui-ci (3); vol commis au préjudice d'un locataire par suite de la négligence du concierge et de son défaut de surveillance (4); vol, dans le garage de la maison, de la bicyclette d'un locataire (5); meurtre commis, dans un moment d'égarement, par un concierge en ayant l'idée de maintenir l'ordre dans l'immeuble dont il avait la garde (6); délit de complicité d'escroquerie commis par un concierge en recevant, en connaissance de cause, des marchandises qu'un tiers s'est fait livrer à crédit sous le nom d'un locataire et en les remettant à ce tiers (7).

1 et 2. Trib. Paix Paris, 25 oct. 1906. D. 07.5.13.

3. Trib. civ. Seine, 25 juillet 1907. *Gaz. Pal.*, 07.2.515.

4. Paris, 24 janv. 1907. *Gaz. Trib.*, 07, 2^e semest., 2.192.

5. Trib. Paix Paris, 12 oct. 1905. *Gaz. Trib.*, 9 nov. 1905; Trib. Seine, 8 mai 1906. *Loi*, 18 juin 1906.

6. Trib. civ. Seine, 15 nov. 1905. *Gaz. Trib.*, 21 nov. 1905.

7. Trib. corr. Seine, 18 mars 1908. D. 08.5.37.

Ces exemples indiquent suffisamment comment la jurisprudence entend ces mots « dans les fonctions auxquelles ils (les préposés) ont été employés ».

Nous venons de voir que les actes dommageables des préposés commis dans l'exercice, même abusif, de leurs fonctions, engagent la responsabilité de leurs commettants ; mais il faut pour cela que les préposés puissent être réputés avoir agi pour le compte de leurs maîtres ou commettants ; il n'en sera plus de même lorsque le domestique ou préposé aura été considéré par la victime de l'acte dommageable, comme agissant pour son compte personnel. C'est ainsi que la Cour de Cassation a jugé qu'un trésorier général n'est pas responsable d'opérations sur des valeurs de bourse faites pour le compte d'un particulier par l'un des employés de la trésorerie, lorsqu'il est constant que le réclamant a traité avec cet employé directement, en son nom propre et en suivant sa foi, sachant d'ailleurs qu'il s'écartait ainsi et en obtenant la remise de certains droits de commission, des usages et règlements de la trésorerie (1). Autre exemple que nous fournit également la jurisprudence : En principe le propriétaire d'une automobile est responsable de l'accident causé par suite d'une collision, à un tiers qui se trouvait dans sa voiture, conduite par un mécanicien à son service. Peu

1. Cass. Rej., 16 juin 1884. S. 85.1.213.

importe que ce mécanicien ait fait sortir l'automobile sans autorisation ou même au mépris d'une défense formelle (1). Mais cette responsabilité cesse dans le cas où, en acceptant de monter dans la voiture, le tiers a entendu se confier au mécanicien, son camarade, et non au préposé du propriétaire, de sorte que la personnalité de ce dernier a été étrangère à sa détermination (2).

La responsabilité des maîtres et commettants, plus limitée dans son étendue que celle des pères, mères et instituteurs, est au contraire plus rigoureuse dans son application. Nous avons vu en effet que ces dernières personnes peuvent se faire décharger de la responsabilité de l'article 1384, en prouvant qu'elles ne sont point en faute ; la présomption établie par la loi souffre, de leur part, la preuve contraire. Mais l'alinéa final de l'article 1384 qui leur accorde cette faculté, reste muet en ce qui concerne les maîtres et commettants ; en les omettant dans son énumération limitative, il leur interdit d'échapper à leur responsabilité en prouvant qu'il leur a été impossible d'empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. La portée de ce silence a été, en effet, très nettement déterminée par Bertrand de Greuille dans son rap-

1. Baudry-Lacantinerie, XV, n° 2915 ; Toullier, XI, n° 283 ; Laurent, XX, n° 570.

2. Cass. crim., 12 décembre 1903. S. 06,1,150.

port au Tribunal. Après avoir signalé la faculté qu'ont les pères, mères et instituteurs, de s'exonérer de leur responsabilité, par la preuve de l'impossibilité où ils ont été d'empêcher l'acte dommageable, il ajoute : « Il n'en est pas de même des maîtres et commettants. Ils ne peuvent, dans aucun cas, arguer de l'impossibilité où ils prétendent avoir été d'empêcher le dommage causé par leurs domestiques ou préposés, dans les fonctions auxquelles ils les ont employés, et le projet les assujettit toujours à la responsabilité la plus entière et la moins équivoque. Cette disposition ne présente rien que de très équitable. N'est-ce pas, en effet, le service dont le maître profite qui a produit le mal qu'on le condamne à réparer ? N'a-t-il pas à se reprocher d'avoir donné sa confiance à des hommes méchants, maladroits ou imprudents ? Et serait-il juste que des tiers demeurent victimes de cette confiance inconsidérée, qui est la cause première, la véritable source du dommage qu'ils éprouvent ? (1) »

Et, en effet, nous remarquerons que l'on ne peut faire le même reproche aux pères et mères, leur imputer cette faute originaire ; et, si leur responsabilité est universelle, elle doit du moins cesser quand ils prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait, car ils prouvent par cela même qu'ils n'ont commis aucune espèce

1. Fenet, XIII, p. 476 ; Locré, XIII, p. 42, n° 14.

de faute. Et il en est de même quant aux instituteurs et artisans, bien qu'ils puissent renvoyer de chez eux les élèves et apprentis, parce que le fait de les prendre sous leur surveillance, quelque méchants ou inconsiderés qu'ils soient, n'est pas en lui-même une faute, et n'expose pas la société à un danger plus grand que s'ils fussent restés chez leurs parents.

Cette manière de voir a d'ailleurs été adoptée par tous les auteurs qui ont écrit avant et depuis le Code civil (1). Seul M. Tarrible, dans son discours au Corps législatif, comme orateur du Tribunal, a exprimé une opinion contraire.

Ce principe est appliqué d'une manière si rigoureuse que d'après la doctrine et la jurisprudence, le maître ou commettant est responsable même du fait dommageable que le domestique ou le préposé a commis, non seulement à son insu et sans son ordre, mais aussi malgré sa défense la plus formelle (2). Le motif de la loi conduit à cette solution, dit M. Baudry-Lacantinerie, car la circonstance que nous supposons maintenant ne fait point disparaître la faute dont le maître ou commettant s'est rendu coupable en

1. Pothier, *Obligat.*, n° 131 ; Malleville, t. III, p. 191 ; Toullier, XI, 283 ; Duranton, XIII, 724 ; Demolombe, VIII, 611 ; Larombière, V, art. 1384, n° 8 ; Aubry et Rau, IV, p. 761 ; Planiol, II, n° 912.

2. Baudry-Lacantinerie et Barde, XV, n° 2911 ; Demolombe, XXXI, n° 612 ; Toullier, XI, n° 284 ; Aubry et Rau, IV, p. 759 ; Larombière, VII, p. 603 ; Cass. crim., 2 déc. 1846, S.47.1.304.

choisissant mal son domestique ou son préposé.

L'examen des conditions d'application de l'article 1384, nous conduit à cette solution que le commettant poursuivi comme civilement responsable ne pourra faire valoir que deux excuses. Il pourra, en premier lieu, prétendre que le fait dommageable a été commis par son préposé, hors de l'exercice des fonctions confiées à celui-ci. Il pourra, en second lieu, soutenir que le dommage n'est pas de nature à engendrer une action en responsabilité ; ou bien encore qu'il n'y a point eu de faute imputable au préposé ; c'est qu'en effet, il ne faut pas l'oublier, le maître n'est responsable du fait de ses ouvriers, qu'autant que l'imprudence ou la négligence de ceux-ci est prouvée, et cette preuve est à la charge de la partie qui se prétend lésée (1). En dehors de ces deux voies, le commettant ne pourra échapper à la responsabilité de l'article 1384, à moins que la partie lésée n'ait donné lieu au dommage par sa propre imprudence, par une faute lourde, ou par un acte illicite dont elle serait l'auteur ou auquel elle aurait participé. Si, notamment, il n'y a délit que du côté de la personne qui se prétend lésée, elle ne doit jamais être écoutée, car, en commettant l'acte illicite, elle s'est volontairement exposée aux conséquences de tout genre qui en pourraient résulter : *ex delicto non jus oritur*. Le

1. Cass., 18 déc. 1827, D., 28, 1, 63.

commettant peut à cet égard faire valoir tous les moyens que son préposé aurait eus à opposer, s'il avait été actionné directement ; à plus forte raison, le commettant peut-il opposer la même exception si elle lui était personnelle, c'est-à-dire si le délit, à l'occasion duquel le dommage est arrivé, était dirigé contre lui-même (1).

Nous avons maintenant à signaler quelques dérogations que les règles posées par l'article 1384 ont à souffrir, lorsque certaines lois spéciales en disposent ainsi.

L'article 206 du Code forestier introduit une dérogation à deux principes différents. Il est ainsi conçu : « Les maris, pères et tuteurs, et en général tous maîtres et commettants seront civilement responsables des délits et contraventions commis par leurs femmes, enfants mineurs et pupilles, demeurant avec eux et non mariés, ouvriers, voituriers, et autres subordonnés, sauf tout recours de droit. Cette responsabilité sera réglée conformément au paragraphe dernier de l'article 1385 du Code civil. » Ces dispositions ont été interprétées par la Cour de Cassation par un arrêt du 9 janvier 1845 dont voici les attendus les plus intéressants : « Attendu que l'article 206 du Code forestier, § 1^{er}, détermine quelles sont les

1. Sourdat, *op. cit.*, II, n° 905.

2. Cass. crim., 9 janvier 1845. S. 45.1.549.

personnes civilement responsables des délits que ce code réprime ; qu'il ajoute à l'énumération que contient l'article 1384 du Code civil et soumet les maîtres et commettants, à la responsabilité de leurs domestiques et préposés, sans la restreindre au cas où les délits auraient été commis dans les fonctions auxquelles ces domestiques et préposés étaient employés ; attendu que les maîtres et commettants, soumis à une responsabilité aussi étendue que celle qui est appliquée par l'article 1384 du Code civil aux père, mère, instituteurs et artisans, doivent jouir de l'exception admise à l'égard de ceux-ci par la dernière disposition du dit article 1384, laquelle est relative au cas où ils prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à la responsabilité ; que le dernier paragraphe de l'article 206 du Code forestier a pour objet d'appliquer à toutes les personnes précédemment désignées le bénéfice de cette exception ; que cet article est général et absolu et ne fait aucune distinction quant à l'application de ces règles. » De ce texte, commenté par l'arrêt que nous venons de rapporter, il ressort donc bien une double dérogation aux règles de l'article 1384 en ce qui concerne les maîtres et commettants : 1^o Ils sont responsables des délits forestiers commis par leurs domestiques et préposés alors même que ceux-ci n'étaient pas, au moment où ils se sont rendus coupables des dits délits, dans l'exercice des fonctions qui leur étaient

confiées ; 2° Par une sorte de compensation ils peuvent se soustraire à la responsabilité en prouvant qu'ils ont été dans l'impossibilité d'empêcher le fait dommageable, et cela, semble-t-il, dans tous les cas, même lorsque le délit a été commis par le domestique ou préposé dans l'exercice de ses fonctions. Nous devons reconnaître que MM. Larombière (1) et Baudry-Lacantinerie et Barde (2) sont d'un avis différent et considèrent que la faculté de se soustraire à la responsabilité par la preuve de l'impossibilité d'empêcher le délit ne s'étend qu'au cas où le délit a été commis par le préposé en dehors de son service. Mais l'immunité qu'établit l'article 206 du Code forestier paraît absolue ; les termes de la loi ne comportent aucune distinction. Comment, d'ailleurs, admettre que la loi ait retiré le bénéfice de cette exception aux maîtres et commettants, dans le seul cas où ils soient responsables d'après le droit commun, le seul, par conséquent, où il fût nécessaire de statuer à leur égard d'une manière particulière, en établissant l'immunité dont il s'agit ? Il y a ici une disposition spéciale, essentiellement dérogatoire au droit commun, dont on peut critiquer le principe, mais qu'il ne nous semble pas possible d'entendre autrement que nous venons de le faire.

1. Larombière, p. 768.

2. Baudry-Lacantinerie, XV, n° 2916 *in fine*.

Signalons enfin une autre dérogation intéressante, qu'apporte, au principe de la responsabilité civile des commettants, la loi du 29 décembre 1905 sur la caisse de prévoyance des marins français. Le second alinéa de l'article 11 de cette loi porte en effet : « Par dérogation aux articles 1384 du Code civil et du Code de commerce l'armateur ou le propriétaire du navire est affranchi de la responsabilité civile des fautes du capitaine ou de l'équipage. Il ne répond que de sa faute personnelle, intentionnelle ou inexcusable, et sous déduction des indemnités et pensions dues par la caisse de prévoyance. » Cette disposition est justifiée par une double considération. En effet la caisse des marins est alimentée, en partie, par une taxe imposée aux armateurs (1). Or, comme l'a fait remarquer M. Le Bail dans son rapport à la Chambre des députés, « cette taxe a le caractère d'une contribution obligatoire à une œuvre de mutualité organisée au profit des marins victimes de la navigation. La caisse ne procure aux armateurs nul avantage. En compensation du sacrifice qu'on exige d'eux, il est juste de les soustraire à toute réclamation des participants et de leurs ayants droit. L'armement doit échapper à toute action dirigée contre lui à raison de la responsabilité du fait d'autrui, c'est-à-dire

1. L. du 21 avril 1898, art. 2-2°, et art. 4 ; L. du 29 déc. 1905, art. 2-1° et art. 4

des fautes, sans distinction, commises par le capitaine ou les hommes d'équipage (art. 1484 C. civ. et 216 C. com.); il le doit d'autant plus que, par ses versements obligatoirement effectués dans la caisse de prévoyance, on doit le considérer comme s'étant, au moins en fait, assuré contre cette catégorie de risques, et que, lorsque le navire a quitté le port et est en cours de voyage, l'armateur ne peut exercer aucune action ni aucune surveillance sur le capitaine et son équipage, à la différence de l'industriel dont la présence suffit à prévoir et empêcher les accidents auxquels demeurent exposés ses ouvriers(1). » Telles sont donc les considérations qui ont déterminé le législateur à apporter aux principes de la responsabilité du fait d'autrui, une aussi formelle dérogation.

Nous devons ajouter, en appendice, quelques mots sur la situation particulière de l'État en tant que commettant. La disposition de l'article 1384, alinéa 3, conçue en termes absolument généraux, peut-elle être invoquée contre lui ? Spécifions immédiatement que la difficulté ne s'étend qu'aux fautes commises dans l'accomplissement d'actes de gestion ayant pour but l'exécution d'un service public. En ce qui concerne le dommage résultant d'actes de puissance publique, l'article 1384, alinéa 3, n'est certainement pas applicable à l'État car il s'agit là de dispositions

1. S. Lois annotées, 1906, p. 270, note 26.

qui ne portent généralement pas atteinte à des droits acquis, qui sont parfois le résultat de la force majeure, et qui ne sont, de la part du Gouvernement, que l'exercice d'un droit. D'autre part la difficulté n'existe pas davantage en ce qui regarde le dommage causé injustement par les actes faits au nom de l'État personne privée : il n'est pas douteux que, dans ce cas, la responsabilité de l'État est régie par le droit commun, en l'espèce l'article 1384-3°.

Il ne reste donc, comme nous le disions, comme incertain, que le cas où le dommage résulte d'actes de gestion ayant pour but l'exécution d'un service public. Il y avait autrefois désaccord entre la Cour de Cassation et le Conseil d'État. Celui-ci n'admettait pas l'application à l'État de l'article 1384 ; il prétendait, en effet, que les rapports juridiques entre l'État et les particuliers n'ont rien de commun avec ceux qui existent de particulier à particulier, et qu'aucune disposition du droit positif n'oblige l'État à indemniser les particuliers du dommage que leur a causé la faute commise par un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions (1). M. Brémont, résumant la jurisprudence administrative, n'admet à la charge de l'État, qu'une « obligation découlant seulement de l'équité ; son étendue variera donc d'après la na-

1. Cons. d'État, 6 déc. 1855, S. 56.2.508 ; 15 avril 1868. D. 69.3.25 ; 13 janvier 1899, S. 00.3.1.

ture des fautes, d'après les instructions données à l'agent, d'après l'indépendance plus ou moins grande de ses fonctions, et enfin d'après une infinité de circonstances que l'on ne peut définir à l'avance (1). »

La Cour de Cassation jugeait au contraire « que, en droit, les règles posées par les articles 1382, 1383 et 1384 du Code civil sont applicables sans exception, dans tous les cas où un fait quelconque de l'homme cause à autrui un dommage produit par la faute de son auteur ; que l'État, représenté par les diverses branches de l'administration publique, est passible des condamnations auxquelles le dommage causé par le fait, la négligence ou l'imprudence de ses agents peut donner lieu (2) ».

Le tribunal des conflits, appelé à se prononcer sur la question, dans une affaire Blanco, rendit, le 8 février 1873, une décision adoptant le système de la jurisprudence administrative : « Considérant, dit-il, que la responsabilité qui peut incomber à l'État pour des dommages causés aux particuliers par le fait des personnes qu'il emploie dans le service public, ne peut être régie par les principes qui sont établis dans le Code civil pour les rapports de particulier à particulier ; que cette responsabilité n'est ni générale, ni

1. Brémont, *Tr. th. et prat. de la compét. admin.* (Extr. du Rép. gén. alph. du dr. fr.), n° 1507.

2. Cass., 1^{er} avril 1845. S. 45.1.363 ; 12 janv. 1849. S. 49.1 43 ; 19 déc. 1854. S. 55.1.265 ; Cass. req., 14 août 1877. S. 78.1.109.

absolue; qu'elle a ses règles spéciales qui varient suivant les besoins du service et la nécessité de concilier les droits privés (1). » Et le même tribunal rendit par la suite de nombreuses décisions dans le même sens (2).

Aussi la Cour de Cassation finit-elle par se rallier à cette opinion (3). Et il est aujourd'hui admis que l'État n'encourt pas la responsabilité de l'article 1384, alinéa 3, lorsqu'il s'agit de fautes commises dans l'accomplissement d'actes de gestion ayant pour but l'exécution d'un service public.

Quelle est, à ce point de vue, la situation des départements et des communes ? La jurisprudence ne s'est pas unifiée, en ce qui les concerne. Nous voyons, en effet, la Cour de Cassation décider que le droit commun s'applique à la matière, aussi bien quant au fond que quant à la compétence (4), tandis que le Conseil d'État et le tribunal des conflits estiment que la question est la même en ce qui concerne les départements et les communes, qu'en ce qui con-

1. Trib. Conf., 8 février 1873. S. 73.2.153 ; D. 73.3.20.

2. Trib. Conf., 17 janvier 1874. S. 75.2.341 ; 29 mai 1875. S. 77.2.128 ; 31 juillet 1873. S. 75.2.305 ; 4 août 1877. S. 77.2.312 ; 15 février 1890. S. 92.3.73.

3. Cass., 4 avril 1876. D. 77.1.69 ; 13 juin 1876. S. 77.1.62 ; 17 mars 1884. S. 84.1.224 ; 26 déc. 1899. S. 00.1.504 ; 3 juillet 1905. S. 05.1.41.

4. Cass., 3 nov. 1885. S. 86.1.249 ; 17 déc. 1895. S. 97.1.492 ; 23 juin 1897. S. 98.1.230 ; 11 janv. 1898. S. 02.1.38.

cerne l'Etat ; et que, par conséquent, les actions en responsabilité dirigées contre ceux-là n'ont pour base, comme celles dirigées contre celui-ci, que l'équité, et nullement la disposition de l'article 1384 (1).

La plupart des auteurs ont adopté la solution de la juridiction administrative. « Il n'y a pas de raison, disent MM. Baudry-Lacantinerie et Barde, pour faire une différence entre l'Etat et les départements ou les communes. La solution qui l'a emporté relativement à la responsabilité de l'Etat est fondée sur cette idée que les rapports de celui-ci avec les fonctionnaires sont des rapports d'ordre administratif et non pas des rapports de commettant à préposé, régis par l'article 1384. Cette proposition est également vraie pour les communes et les départements (2). »

1. Cons. d'Et., 13 déc. 1889, *Rec. Lebon*, 89, p. 1148 ; 20 mai 1892, *ibid.*, 92, p. 445 ; 21 déc. 1900, *ibid.*, 00, p. 804 ; 29 mai 1903, *ibid.*, 03, p. 768. Trib. confl., 16 nov. 1901, *ibid.*, 01, p. 808 ; 24 déc. 1904, *ibid.*, 04, p. 887.

2. Baudry-Lacantinerie, XV, p. 2918 ; Laferrrière, *Trait. de jurid. adm.*, I, p. 636 ; Brémond, *op. cit.*, n° 1574 ; Michaud, *Resp. de l'Et. et des communes à raison des fautes de leurs agents*, n° 11, p. 58-59. — Contra Aubry et Rau, IV, p. 760 ; Ducrocq. *Cours de dr. adm.*, VI, n° 2358.

CHAPITRE IV

Responsabilité des Communes

L'article 1384 du Code civil, nous l'avons dit, n'est pas le seul texte instituant une responsabilité civile. Il existe plusieurs dispositions particulières qui contiennent des règles analogues. L'une des plus intéressantes est celle que la loi du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale édicte, dans ses articles 106 à 109 ainsi conçus : « Article 106. — Les communes sont civilement responsables des dégâts et dommages résultant des crimes et délits commis à force ouverte ou par violence sur leur territoire, par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés, soit envers les personnes, soit contre les propriétés publiques ou privées. Les dommages-intérêts dont la commune est responsable sont répartis entre tous les habitants domiciliés dans ladite commune, en vertu d'un rôle spécial comprenant les quatre contributions directes. » « Article 107. — Si les attroupements ou rassemblements ont été formés d'habitants de plusieurs communes, chacune d'elles est responsable des dégâts et dommages causés dans

la proportion qui sera fixée par les tribunaux. »
« Article 108. — Les dispositions des articles 106 et 107 ne sont pas applicables : 1^o lorsque la commune peut prouver que toutes les mesures qui étaient en son pouvoir ont été prises à l'effet de prévenir les attroupements et rassemblements, et d'en faire connaître les auteurs ; 2^o dans les communes où la municipalité n'a pas la disposition de la police locale ni de la force armée ; 3^o lorsque les dommages causés sont le résultat d'un fait de guerre. » « Article 109. — La commune déclarée responsable peut exercer son recours contre les auteurs et complices du désordre. »

Cette loi n'instituait pas quelque chose d'absolument nouveau. Elle ne faisait que réglementer, en le modifiant et en en atténuant la rigueur, le principe posé par le décret du 10 vendémiaire an IV sur la police intérieure des communes. Ce décret, qui ne faisait, d'ailleurs, lui-même que proclamer à nouveau les dispositions de textes antérieurs (décret de l'Assemblée constituante du 23 février 1790, décrets du 6 octobre 1790, du 27 juillet 1791, du 5 mars 1793, loi du 16 prairial an III) fut adopté par la Convention dans des circonstances qui rendaient nécessaires des mesures énergiques. L'opinion publique devenait de plus en plus contraire aux excès révolutionnaires, et se prononçait, à Paris surtout, pour l'abandon immédiat et complet du pouvoir par cette

assemblée. La résistance de la Convention avait tellement irrité le parti contraire, que les sections étaient à la veille de prendre les armes pour la fameuse journée du 13 vendémiaire. Il se manifestait, d'autre part, sur divers points de la France, des désordres, des violences dirigées surtout contre les acquéreurs de biens nationaux. C'est dans ces circonstances qu'on renouvela, en leur donnant une portée plus générale et une sanction plus forte, les dispositions déjà prises contre les communes, pour les contraindre à réprimer les désordres, et pour assurer la réparation des dommages qu'auraient pu causer les rassemblements et les émeutes formés dans leur sein. « Tous les citoyens habitant la même commune sont garants civilement des attentats commis sur le territoire de la commune, soit envers les personnes, soit contre les propriétés (art. unique, titre I). Cette responsabilité est limitée aux délits commis à force ouverte ou par violence, par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés (art. 1^{er}, titre IV). »

Cette législation, inspirée par des circonstances nécessitant une rigueur particulière, ne permettait à la commune d'invoquer aucune excuse. Elle a cependant subsisté telle quelle jusqu'en 1884. La nouvelle loi, s'appuyant sur ce principe qu'à la base de toute responsabilité, il y a une faute, et qu'en l'absence de faute, la responsabilité doit cesser, apporta aux

rigueurs du décret de vendémiaire de notables atténuations. C'est bien, en effet, sur une faute présumée qu'est basée la responsabilité de la commune, tout comme celles des personnes énumérées dans l'article 1384. Le ministre de l'Intérieur dans une circulaire du 15 mai 1884, l'exprime clairement : « Le maire de toute commune est chargé par ses attributions de police, du soin de prévenir les attroupements ou rassemblements qui peuvent se former sur le territoire de la commune, et, lorsqu'ils ont lieu, de mettre la force publique en mouvement pour les dissiper. S'il ne remplit pas ce devoir, il est naturel que la responsabilité de la commune soit engagée par la faute ou la négligence de son mandataire élu (1). » Mais on remarquera que si la responsabilité de la commune est comparable, à ce point de vue, à celle établie par l'article 1384 du Code civil, elle en diffère notablement à un autre point de vue. Il ne s'agit plus ici de la responsabilité du fait de certaines personnes déterminées, en vertu de rapports établis à l'avance, soit naturellement, soit volontairement. Il ne s'agit plus ici de la responsabilité de délits individuels. La loi n'impose à la commune que la garantie des délits ayant un caractère collectif et public. Mais sa responsabilité comprend dans son entier cet ordre général de faits, sans distinction des personnes dont ils

1. *J. off.*, 20 mai 1884. *S. Lois annotées*, 1884, p. 609, col. 2 *in medio*.

émanent, lorsqu'ils ont été commis sur son territoire (1).

L'article 106 de la loi du 5 avril 1884 nous indique les conditions nécessaires pour que la responsabilité de la commune soit engagée.

Il faut en premier lieu qu'il y ait eu dégât ou dommage. Il peut sembler superflu de relever cette condition : comment en effet pourrait-il être question de réparation civile, s'il n'y a pas de dommage ? Nous devons cependant nous y arrêter un instant, pour remarquer que n'importe quel dommage donnera lieu à l'action en responsabilité. Il pourra s'agir d'un dommage causé à la personne même, par exemple de blessures portées à un ouvrier non gréviste, assailli au sortir de son travail, par une bande de grévistes (2) ; il pourra être question de dégâts faits aux propriétés publiques ou privées, qu'elles soient mobilières ou immobilières, pillage de magasins (3), destruction de clôtures, incendie de maisons ou d'usines (4). Toutes les personnes, toutes les propriétés sont également protégées (5), à la condition, bien entendu, que la victime rapporte la preuve que le

1. M. Rendu, *Tr. de la resp. des communes*; Sourdat, II, n° 1374.

2. Trib. Valenciennes, 3 nov. 1904, joint à Douai, 28 février 1905, D. 05.2 265.

3. Alger, 14 mars 1900. D. 01.2.238 ; 10 juin 1901. D. 032.292.

4. Chambéry, 6 mai 1907. S. 08.2.83.

5. Trib. civ. Marseille, 21 déc. 1872. S. 73.2.55.

dommage ou le dégât est la conséquence directe de l'attroupement (1).

Il faut en second lieu, que les crimes ou délits aient été commis par des attroupements ou des rassemblements. Nous l'avons déjà remarqué ; la responsabilité de la commune ne s'étend pas aux délits individuels, mais aux délits ayant un caractère collectif et public. Seulement la loi n'a pas défini ce qu'il faut entendre par attroupement et rassemblement ; elle ne nous dit pas quel nombre de personnes est nécessaire pour qu'une réunion prenne ce caractère. C'est donc aux juges qu'il appartiendra d'apprécier si cette condition se trouve remplie.

Ils pourront s'inspirer des indications fournies par le législateur sur des matières analogues. Nous en trouvons déjà une dans la législation romaine. La loi 4, § 2, D. de vi bonorum raptorum, exigeait qu'il y eût au moins dix à quinze personnes pour qu'il y eût attroupement : « Turbam autem ex quo numere admittimus ? Si duo rixam commiserint, utique non accipiemus in turba id factum, quia duo turba non proprie dicuntur. Enimvero si plures fuerint, puta decem aut quindecim homines, turba dicetur. Quid ergo, si sint tres aut quatuor ? Turba utique non dicetur. » Nous trouvons une autre indication, plus précise dans la loi des 26 et 27 juillet-3 août 1791

1. Trib. civ. Narbonne, 13 juillet 1904. *Mon. jud. Lyon*, 17 août 1905.

sur la réquisition et l'action de la force publique contre les attroupements. « Sera considéré comme attroupement séditieux tout rassemblement de plus de quinze personnes s'opposant à l'exécution de la loi » (article 9). Enfin le Code pénal du 25 septembre 1791, 2^e partie, titre I^{er}, section 4, articles 3 et 4, distingue aussi les attroupements de plus de quinze personnes, des réunions inférieures à ce nombre. Il semble, d'après ces dispositions, que l'attroupement ne peut guère comprendre moins de quinze personnes. Mais, comme le remarque M. Sourdat, les circonstances peuvent avoir une très grande influence; dans une très petite localité, une réunion de dix hommes peut former un attroupement dangereux. C'est un point de fait, laissé entièrement à l'appréciation des juges du fond, qui décideront souverainement s'il y a eu attroupement ou rassemblement ou non (1). On cite pourtant un arrêt de la Cour de Cassation (2), d'après lequel ce point ne serait pas entièrement abandonné à l'appréciation des tribunaux : la Cour a en effet jugé que quatre personnes ne suffisent pas à constituer un rassemblement.

Dès lors qu'il y a attroupement ou rassemblement, il n'y a pas lieu de se préoccuper de la cause de sa formation ou du but poursuivi par lui. On avait pré-

1. Trib. confl., 25 février 1888, S. 90.3.15.

2. Cass., 27 avril 1813, S. 1830.1.471; Dalloz, J. gén., v^o *Commune*, n^o 2662.

tendu, sous l'empire de la loi de vendémiaire que celle-ci devait recevoir exception quand l'émeute, à la suite de laquelle s'étaient produits des actes de dévastation et de pillage, avait un but politique et tendait à renverser le Gouvernement ou à en changer la forme et la nature. On soutenait, en effet, que cette loi, faite pour assurer la police intérieure des communes, n'avait point trait aux insurrections dirigées contre le Gouvernement; que, dans ce cas, les personnes et les propriétés ne sont plus attaquées d'une manière directe; qu'ainsi l'action de la commune s'efface; que le Gouvernement au contraire, avec ses forces, et par ses agents immédiats, appelé à combattre pour se défendre lui-même, est en même temps appelé à protéger seul les habitants du territoire et leurs propriétés (1). Mais on répondait avec raison que la loi ne distingue pas entre les attroupements qui poursuivent un but politique et ceux qui n'ont qu'un but de pillage et de dévastation. Si l'on se reporte, d'ailleurs, à l'époque où elle a été rendue, aux circonstances qui l'ont motivée, on est inévitablement conduit à reconnaître qu'elle avait certainement pour objet de prévenir des troubles qui avaient incontestablement un but politique (2). Or les moyens

1. Cass , 6 avril 1836. D. 36.1.163 ; Paris, 20 et 27 mars 1838. D.38. 2 138 ; Paris, 9 juillet 1841. S. 41.2.558.

2. Orléans, 8 février 1839. D. 39.2.217 ; Cass., 1^{er} déc. 1875. S. 76. 1.257.

employés par le législateur répondent très bien à sa pensée, comme le remarque M. Rendu (1). « D'abord il a rendu chaque commune solidaire de la sécurité générale en la chargeant d'arrêter les désordres qui se manifesteraient dans son sein avant qu'ils pussent avoir une gravité menaçante pour l'État lui-même... La guerre civile n'éclate pas tout à coup avec son terrible caractère; elle peut n'être que le développement et la conséquence de rassemblements séditieux qui intéressent la police intérieure de la commune où ils prennent naissance, avant de compromettre l'ordre social tout entier. La loi de vendémiaire ne s'est pas occupée de la guerre civile, mais elle a voulu obliger les communes à en étouffer les germes. C'était, à l'époque de sa promulgation, c'est peut-être à toute époque, et son but le plus élevé, et sa plus grande utilité et la plus haute justification de ses rigueurs. » L'abrogation de la loi de vendémiaire an IV n'a rien enlevé de leur force à ces considérations. La commune est donc responsable alors même que l'émeute est dirigée contre le Gouvernement.

D'autre part, il importe peu que les attroupements aient eu d'abord un but inoffensif et licite, si devenus par la suite tumultueux et violents, il a été commis dans le désordre des délits occasionnant des

1. Rendu, *op. cit.*, n° 19.

dommages quelconques. Ainsi la foule se rassemble pour une cérémonie, un spectacle public, une fête, sans avoir d'intentions malfaisantes; puis un incident l'émeut et des actes de violence et de pillage sont commis; la responsabilité s'appliquera, car les motifs qui l'ont fait établir subsistent dans ce cas; l'autorité locale doit s'opposer au désordre et tous les habitants doivent lui donner leur concours à cet effet (1).

Il faut, en troisième lieu, que le crime ou délit ait été commis à force ouverte ou par violence. Il ne faudrait pas croire que cette condition exige qu'il y ait eu résistance de la partie lésée. Ce qu'il faut entendre par là, c'est d'abord que la responsabilité de la commune ne s'étend pas aux délits commis par ruse ou d'une manière occulte; et en second lieu que cette responsabilité n'est pas engagée non plus par les accidents, même provoqués par une manifestation bruyante. Il a été décidé, par exemple, qu'une commune n'avait pas à réparer le dommage causé par des chevaux qu'avaient épouvantés les lumières des torches, les coups de feu, les roulements de tambour et les chants de la foule au cours d'une manifestation organisée pour célébrer la nomination du maire (2).

1. Sourdat, *op. cit.*, n° 1378; Cass., 10 août 1869, S. 70.1.153; Cass., 23 fév. 1875, D. 75.1.201; Cass., 1^{re} déc. 1875, D. 76.1.73; Rennes, 6 déc. 1904. *Gaz. Pal.*, 04.2.633.

2. Montpellier, 22 janv. 1873. S. 73.2.71.

Lorsque ces trois conditions se trouvent réalisées, la commune est présumée en faute. Le demandeur n'a pas d'autre preuve à fournir ; il n'a pas, notamment, à rechercher si l'attroupement, cause du dommage, était composé d'habitants de la commune ou d'étrangers. Du moment que les délits ont été commis sur son territoire et dans les conditions exposées ci-dessus, la commune est responsable, encore bien que les attroupements aient été formés d'étrangers : l'article 106 ne distingue pas. D'ailleurs, remarque M. Sourdat, la responsabilité de la commune est fondée sur ce qu'elle a principalement la police de son territoire, sur l'obligation imposée à ses autorités et à tous ses habitants de s'opposer aux désordres, et sur une présomption légale de faute, dans le cas où cette surveillance ou cette répression n'ont point été efficaces. Tous ces motifs sont applicables au cas où les attroupements ont été formés d'étrangers.

Cependant la commune n'est pas traitée si rigoureusement qu'elle ne puisse jamais échapper à cette responsabilité. L'article 108 lui ouvre trois voies de salut.

En premier lieu elle peut éviter l'application des articles 106 et 107 en établissant que toutes les mesures qui étaient en son pouvoir ont été prises à l'effet de prévenir les attroupements et rassemblements et d'en faire connaître les auteurs. Autrement dit, elle doit prouver qu'elle s'est acquittée de sa mission

de police, qu'elle s'est efforcée de maintenir l'ordre, et que, d'autre part, elle a fait son possible pour faire connaître les individus réellement responsables du dommage et à qui les victimes en pourront demander directement la réparation. « La commune, a dit le président du Sénat dans la séance du 11 mars 1884, est sous une présomption de faute : c'est à elle à faire la preuve qu'elle n'en a pas commis. Si donc vous êtes victime d'une émeute, vous pourrez dire à la commune : vous êtes responsable. Ce sera à elle de démontrer que l'émeute a éclaté bien qu'elle ait pris toutes les mesures qui étaient en son pouvoir pour la réprimer (1). »

Mais il ne suffirait pas que les véritables auteurs du dommage fussent connus, pour que la commune puisse se prétendre déchargée de la responsabilité, sous le prétexte que la réparation du dommage peut être poursuivie directement contre ses auteurs. On voit parfois, en effet, la preuve de l'imprévoyance de la commune puisée dans une procédure criminelle suivie contre les auteurs du pillage (2). La condition la plus impérieuse de l'excuse, c'est l'existence et la preuve des mesures destinées à réprimer les troubles. Sur ce point les juges du fait ont un pouvoir absolu : leur déclaration que la commune apporte ou n'apporte

1. *J. off.*, 12 mars 1884. S. L. annotées, 84, p. 581, note 197.

2. Rennes, 6 déc. 1904. *Gaz. Pal.*, 04.2.633.

pas cette preuve ne saurait être sujette à cassation, car elle est fondée sur une appréciation souveraine des circonstances de la cause (1). Et les tribunaux n'admettent pas trop facilement les excuses invoquées. C'est ainsi que la commune cherche en vain à s'abriter derrière l'exception de l'article 108-1°, si, tout en fournissant la preuve que la police municipale et la gendarmerie ont fait de louables efforts pour s'opposer au pillage, elle ne justifie pas qu'elle a pris toutes les mesures possibles et utiles pour prévenir et empêcher, non pas le pillage même, mais les attroupelements, cause de ce pillage (2). De même une commune est responsable à raison des dégâts causés aux propriétés, quand ils sont la conséquence de la facilité laissée aux rassemblements de se former et de l'effervescence que le maire aurait peut-être pu conjurer, en prenant des mesures plus rigoureuses que celles qu'il a adoptées (3). Pareillement encore, une commune ne saurait se prévaloir de l'exception établie par l'article 108-1°, si elle s'est bornée à surveiller les émeutiers, sans chercher à empêcher le mouvement populaire (4).

1. Cass., 15 fév. 1898. S. 98.1.457 ; 24 juin 1905. D. 05.1.469 ; 24 octobre 1905. D. *ibid.*

2. Trib. Quimper, 5 nov. 1903. D. 05.2.267, et sur appel, Rennes, 6 déc. 1904. D. *ibid.*

3. Cass., 24 juin 1905. D. 05.9.469 ; 22 juillet 1901. S. 02.1.393 ; Douai, 22 juin 1904. D. 06.2.213.

4. Trib. Nantes, 12 déc. 1898, *Gaz. Pal.*, 99.1.47.

Il faudra donc, pour que la disposition dont s'agit, puisse s'appliquer, que le soulèvement subit et imprévu des passions populaires, l'éloignement ou l'absence de toute force armée, mettent l'autorité municipale hors d'état de résister à l'émeute, ou bien que la violence de celle-ci rompe toutes les digues que la prévoyance de la municipalité avait pu lui opposer. On se trouve alors dans un cas de force majeure, et les victimes du trouble n'ont de recours que contre les auteurs mêmes du dommage.

Les dispositions des articles 106 et 107 cessent en second lieu d'être applicables « dans les communes où la municipalité n'a pas la disposition de la police locale ni de la force armée ». Les motifs qui ont inspiré la loi rendaient cette disposition nécessaire : il ne peut y avoir de faute de la part de la municipalité qui n'avait aucune obligation à remplir. Il n'y avait jusqu'en 1908 que deux villes en France qui se trouvassent dans la situation prévue par cet article 108-2° ; c'étaient Paris et Lyon ; la loi du 8 mars 1908 a mis Marseille dans le même cas, en instituant la police d'État dans cette commune. On a cru autrefois qu'il fallait traiter de la même façon, les villes de 40.000 âmes ou plus, dans lesquelles, aux termes de l'article 103 de la loi du 5 avril 1884, le gouvernement fixe les cadres du personnel de la police ; mais il n'y a pas lieu de le faire, car la direction de ce personnel de police appartient toujours au maire. C'est

lui qui doit lui donner les instructions nécessaires ; c'est lui qui doit prendre l'initiative de toutes les mesures que rendent nécessaires les circonstances. D'ailleurs le rapporteur de la loi au Sénat a formellement déclaré, dans la séance du 11 mars 1884, que l'on n'entendait aucunement étendre à ces communes le bénéfice de l'article 108-2°.

Que se passera-t-il si, l'autorité municipale restant inactive, le préfet prend, en vertu du pouvoir que lui confère l'article 99 de la loi du 5 août 1884, la direction des forces de police de la ville pendant les troubles qui y ont eu lieu ? La réponse s'impose : le préfet ne possède ce droit que lorsque la commune est en faute ; il ne peut même l'exercer qu'après avoir mis le maire en demeure de prendre les mesures nécessaires au maintien de la sécurité et de la tranquillité publiques. Il est donc évident que la responsabilité de la commune est engagée, et qu'aucune atténuation ne doit être apportée aux articles 106 et 107 (1).

On donne généralement une solution contraire lorsque la ville se trouve placée sous le régime de l'état de siège (2), bien que celui-ci soit souvent né-

1. Dijon, 15 juin 1902. S.03.2.193 ; Morgand, *La loi municipale*, II, n° 1227.

2. Morgand, *op. cit.*, II, 1225 ; Baudry-Lacantinerie, XV, 2224. Voir aussi Circul. min. de l'Int., 15 mai 1884. *Bull. min. Int.*, 84, p. 271.

cessité par des émeutes que l'autorité municipale aurait pu écraser dès leur naissance.

Enfin, troisième cas d'excuse, la commune n'est point responsable « lorsque les dommages causés sont le résultat d'un fait de guerre ». Lorsque, en effet, de véritables armées sont en présence, lorsque le territoire de la commune est envahi par les belligérants et devient le théâtre de la lutte, elle n'encourt aucune responsabilité. Il ne s'agit pas là d'attroupements que sa mission de police et les forces dont elle dispose lui imposent le devoir de surveiller et de réprimer. C'est un cas de force majeure dont elle ne peut être tenue. Et les mêmes raisons appellent la même réponse qu'il s'agisse d'une guerre civile ou d'une guerre étrangère. Nous avons dit qu'une insurrection dirigée contre le Gouvernement laissait subsister la responsabilité de la commune. Il n'en est plus de même lorsque l'insurrection armée a pris les proportions et le caractère d'une véritable guerre civile (1).

« Si les attroupements ou rassemblements, dit l'article 107, ont été formés d'habitants de plusieurs communes, chacune d'elles est responsable des dégâts et dommages causés dans la proportion qui sera fixée par les tribunaux. » Lorsque la partie lésée

1. Morgand, *op. cit.*, II, n° 1226 ; Rendu, *op. cit.*, n° 20 ; Choppart *Respons. des comm.* (thèse), p. 169.

aura poursuivi simultanément toutes les communes qu'elle prétend responsables en vertu de ce texte ; ou lorsque la commune, sur le territoire de laquelle les dégâts ont eu lieu, et qui est poursuivie seule comme principalement responsable, aura appelé en garantie la commune dont un certain nombre d'habitants ont pris part au rassemblement, les tribunaux auront à examiner deux points : La responsabilité de cette dernière commune est-elle engagée ? Pour quelle part doit-elle contribuer à la réparation ? Sur le premier point, ils devront se demander si la commune a fourni un contingent d'habitants assez considérable pour avoir pu prêter à cet attroupement une force dangereuse et coupable (1) ; il a été jugé, par exemple, qu'un recours ne saurait être exercé contre la commune dont un seul habitant a pris part à l'attroupement (2). Mais il n'est pas nécessaire que ses habitants se soient formés chez elle en état d'attroupement, et se soient transportés ainsi sur le territoire de l'autre commune, où le pillage a eu lieu ; il suffit que les habitants de la première commune aient contribué à favoriser l'attroupement sur le théâtre du désordre (3). Cette commune pourra, d'ailleurs, si les circonstances le lui permettent, se préva-

1. Orléans, 14 août 1851. S.51.2.772 ; Trib. Quimper, précité.

2. Trib. Quimper, précité.

3. Orléans, précité ; Rej., 12 juillet 1852. D.52.5.116.

loir des dispositions de l'article 108, et obtenir que l'article 107 ne lui soit pas appliqué.

Une fois admis le principe de la responsabilité, les tribunaux devront fixer la porportion dans laquelle chacune des communes devra contribuer à la réparation des dommages causés. Aucune règle n'entrave leur liberté dans l'appréciation de la faute et de la responsabilité. C'est intentionnellement que le législateur a laissé aux juges cette liberté : la discussion devant la Chambre des députés le démontre (1). On voit donc, suivant les espèces, les tribunaux décider que la contribution sera calculée d'après le nombre respectif de délinquants de chacune des communes responsables (2) ; ou bien d'après le chiffre de leur population respective (3) ; ou encore, estimant la faute égale, chercher néanmoins à tenir compte de la richesse respective des communes, et prendre pour base du calcul, les quatre contributions directes (4). Et ce ne sont là que des exemples des modes de computation employés par les juges.

Si, lorsqu'il y a plusieurs communes responsables, la partie lésée ne dirige son action que contre l'une d'elles, celle-ci peut appeler en cause toutes les com-

1. *J. off.* du 28 octobre 1883, *Déb. parl.*, p. 2147 ; S. Lois annot., 84, p. 580, note 196.

2. Req., 14 janvier 1852. S.52.1.97.

3. Req., 19 juillet 1901. *Gaz. Pal.*, 01.2.387.

4. Orléans, 14 août 1851. S.51.2.772 ; Req., 17 février 1852. S.52.1.415.

munes qui ont pris part aux rassemblements pour les faire condamner chacune en ce qui la concerne. Elle peut aussi n'exercer son recours qu'après le jugement de l'action principale. Dans un cas comme dans l'autre, si elle a été contrainte à payer plus que la part mise à sa charge par le tribunal, elle pourra se le faire rembourser par les autres communes.

Il va de soi que les auteurs du dommage répondent de leurs faits individuels, d'après le droit commun. Si donc ils sont connus, la partie lésée pourra les poursuivre directement, ou bien la commune déclarée responsable exercera contre eux son recours.

L'article 109 lui en donne le droit. « La commune déclarée responsable peut exercer son recours contre les auteurs et complices du désordre. » On s'est demandé si cette disposition était bien justifiée. Comme nous allons le voir, en effet, les condamnations prononcées contre la commune, sont au fond prononcées contre les habitants, puisqu'elles sont de droit réparties entre eux ; n'est-ce donc pas à ces derniers que le recours devrait être ouvert. Nous trouvons dans les travaux préparatoires l'explication de cette anomalie. Dans le projet primitif, la commune, seule responsable, était seule tenue de payer. Le Sénat modifia cette disposition, mais, après avoir fait cette modification, il oublia d'apporter à la rédaction de notre article le changement nécessaire pour le mettre en harmonie avec le nouveau système.

Ainsi dans l'état actuel des textes, le maire, agissant au nom de la commune, peut, en vertu de l'article 109, exercer l'action récursoire pour le compte des habitants domiciliés (1). Ceux-ci auront d'ailleurs le droit de le faire, en vertu de l'article 123, si la commune le négligeait (2).

Lorsque la commune a payé, et qu'elle n'a personne contre qui exercer un recours, tout n'est cependant pas terminé. La charge des condamnations ne pèse pas en effet sur la commune considérée comme un être collectif, comme une personne; ce sont exclusivement les habitants ou domiciliés qui doivent supporter cette charge. La faute en effet est aux habitants: ce sont eux qui ont pris part au délit ou qui l'ont toléré; c'est à eux seuls d'en supporter les conséquences. Les individus qui possèdent des propriétés sur le territoire de la commune mais qui n'y habitent pas, ne peuvent encourir ni reproche, ni condamnation. Aussi la loi, dans l'alinéa 2 de son article 106, n'ordonne-t-elle la répartition des dommages-intérêts, qu'entre les habitants domiciliés dans la commune. Par cette expression domiciliés, il faut d'ailleurs entendre, non seulement les habitants qui ont un domicile légal dans la commune, mais encore ceux qui y ont un domicile de fait entraînant pour

1. Morgand, *op. cit.*, II, n° 1228.

2. Morgand, *loc. cit.* Dalloz, J. g, supp., v° *Commune*, n° 1314.

eux le paiement d'une contribution directe, et cela au moment où ont été perpétrés les faits dommageables. Si des personnes sont venues s'établir dans la commune postérieurement à ces faits, il ne faudrait pas les comprendre dans la répartition (1). Le recouvrement a donc lieu par voie d'imposition spéciale sur les seuls résidents. La répartition est faite entre eux, d'après leurs facultés personnelles, en vertu d'un rôle spécial comprenant les quatre contributions directes. Cette répartition est une opération tout administrative. Les rôles sont dressés et les réclamations jugées comme en matière de contributions directes (2).

Signalons pour terminer que l'autorité judiciaire est seule compétente pour statuer sur l'action en responsabilité formée contre une commune en vertu des dispositions que nous venons d'étudier. La loi du 10 vendémiaire an IV leur attribuait déjà cette compétence et le silence, sur ce point, de la loi de 1884, permet de supposer qu'elle n'a point voulu modifier cette règle. Les travaux préparatoires transforment cette supposition en certitude (3). Aussi la doctrine et la jurisprudence sont-elles unanimes à adopter cette solution (4).

1. Morgand, *op. cit.*, II, n° 1217.

2. Cons. d'État, 22 avril 1858. S. 59.2.183.

3. Déclaration du rapporteur au Sénat, S. Lois annot., 84, p. 581.

4. Haurion. *Préc. de dr. adm.*, p. 495, note 2.

Certains auteurs adressent au système de la loi de 1884, que nous venons d'exposer, les critiques les plus vives (1), n'y voyant qu'injustice et tyrannie. Il est certain qu'il peut résulter de son application que des individus innocents soient appelés à réparer le dommage commis par d'autres qui leur sont absolument étrangers, dommage qu'ils n'ont peut-être ni connu, ni pu empêcher, et qu'aucun de leurs actes n'a provoqué ni facilité. D'autre part il peut arriver que certaines petites communes, établissant péniblement un budget de 6.000 ou 8.000 francs se voient condamner, à la suite, par exemple, de la destruction d'une usine au cours d'une grève, à payer des dommages-intérêts qui peuvent s'élever à des centaines de mille francs ; si, comme cela arrive souvent, la presque totalité de la population est constituée des ouvriers de l'usine en grève, comment la commune fera-t-elle pour payer les dommages-intérêts, comment pourra-t-elle les répartir entre ses habitants ? Aussi a-t-on déposé, depuis quelques années, plusieurs propositions de loi en vue de faire modifier ces articles. Aucune d'elles n'a encore abouti.

Il faut d'ailleurs reconnaître que, si l'application de cette loi entraîne parfois des conséquences rigoureuses, elle présente, si on l'envisage au point de vue des intérêts généraux et de l'ordre public, d'incontes-

1. Toullier, 11, n° 238.

tables qualités (1). Dans les temps de grèves et de manifestations violentes où nous vivons, c'est une règle salubre que d'intéresser tous les citoyens habitant un même territoire à la répression des troubles qui s'y manifestent, en leur faisant partager les conséquences du désastre; c'est un moyen de les détourner non seulement de toute participation active, mais encore de toute excitation secrète au désordre. C'est un moyen de les porter, en l'absence même ou dans l'inaction des autorités, en cas d'insuffisance de la force publique, à employer toute leur influence, toute leur activité personnelle pour prévenir le mal et pour l'empêcher. Trop souvent l'esprit des masses encourage et favorise la rébellion, l'anarchie, et par suite les attentats qui en résultent presque toujours. Il faut qu'elles en subissent les conséquences.

D'ailleurs l'agrégation communale, image et fondement de toutes les autres, forme une espèce d'assurance mutuelle entre ses membres, dans le but de se protéger les uns par les autres. Ce n'est donc pas une injustice de faire peser sur la communauté la réparation des intérêts lésés, quand elle a manqué à les protéger, suivant les conditions de son existence.

1. Sourdat, *op. cit.*, II, n° 1375.

CHAPITRE V

Responsabilité des hôteliers

La responsabilité de l'aubergiste ou hôtelier existe dans deux cas bien distincts visés par des textes tout différents.

Les articles 1952 et 1953 mettent à sa charge la responsabilité des effets apportés par celui qui loge chez lui, et cela, que le vol ou le dommage de ces effets soient l'œuvre de ses domestiques ou préposés ou bien d'étrangers allant et venant dans l'hôtellerie. Mais y a-t-il là un cas de responsabilité du fait d'autrui, telle que nous l'entendons ? Il semble que non, car il diffère notablement des cas de responsabilité que nous avons étudiés dans les chapitres précédents. L'engagement de l'aubergiste, en effet, n'est plus de la classe de ceux qui se forment purement sans convention comme est celui des père et mère, instituteurs, commettants et communes vis-à-vis des tiers lésés par le fait de leurs enfants, de leurs élèves, de leurs préposés ou de leurs habitants. Il a sa

source dans un contrat (1) exprès ou tacite intervenu entre la personne qui loge dans son hôtellerie et lui. « Il se forme, dit Domat, une convention entre l'hôtelier et le voyageur, par laquelle l'hôtelier s'oblige envers ce dernier de le loger et de garder ses hardes, chevaux, et autres équipages, et le voyageur, de sa part, s'oblige à payer la dépense (2). » Du moment que la responsabilité est mise conventionnellement à la charge de l'aubergiste, il n'y a pas responsabilité du fait d'autrui proprement dite.

Tout autre est le second cas de responsabilité de l'aubergiste. Il lui est imposé par l'article 73 du Code pénal qui est conçu : « Les aubergistes et hôteliers convaincus d'avoir logé, plus de vingt-quatre heures, quelqu'un qui, pendant son séjour, aurait commis un crime ou un délit, seront civilement responsables des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux à qui ce crime ou ce délit aurait causé quelque dommage, faute par eux d'avoir inscrit sur leur registre le nom, la profession et le domicile du coupable, sans préjudice de leur responsabilité dans le cas des articles 1952 et 1953 du Code civil. »

Les personnes qui font profession de loger des gens de passage sont en effet obligés d'inscrire, de

1. Pothier, *Dépôt*, n° 76 ; Toullier, 11,248 ; Duvergier, *Dépôt*, n° 508.

2. Domat. *Lois civiles*, liv. I, t. 16, sect. I.

suite et sans blanc, sur un registre régulièrement tenu, les noms, qualités, domicile habituel, dates d'entrée et de sortie de toute personne qui aurait couché ou passé la nuit dans leurs maisons. Une amende de 6 à 10 francs est prévue par l'article 174 du Code pénal contre ceux qui auraient négligé cette mesure d'ordre ; ils peuvent même être condamnés à de l'emprisonnement s'ils inscrivent sciemment sous des noms faux ou supposés les personnes qu'ils logent (art. 154 C. pén.).

L'article 73 du Code pénal établit, comme nous l'avons vu, une autre sanction à cette obligation, sanction rigoureuse assurément ; mais il est facile à l'hôtelier d'accomplir son obligation et d'éviter la peine.

Le motif de ces dispositions est la crainte qu'il ne se forme entre les malfaiteurs et les aubergistes des associations coupables ; ceux-ci en effet, pourraient facilement recéler les premiers, favoriser leur évasion, faire perdre leurs traces à la police. L'inscription sur le registre, du nom de toutes les personnes qui logent chez eux, est, au contraire, un moyen de faciliter les investigations.

Il faut cependant la réunion de deux conditions pour que l'article 73 soit applicable.

Il faut en premier lieu que le voyageur ait séjourné plus de vingt-quatre heures dans l'hôtellerie. La formalité de l'inscription eût été, en effet, difficile à remplir à l'égard des personnes qui ne font que s'ar-

rêter quelques instants dans une auberge. Il y a quelquefois une foule de voyageurs qui ne font qu'y prendre un repas, d'autres qui y séjournent quelques heures seulement et disparaissent. L'aubergiste pourrait à peine suffire à les noter tous. Et d'ailleurs, leur non-inscription ne présente pas le danger que la loi a voulu éviter.

Seconde condition: la responsabilité établie par l'article 73 n'a lieu qu'autant que la personne non inscrite sur le registre a commis le crime ou le délit pendant son séjour dans l'hôtellerie. Si ces deux conditions sont réalisées, l'on conçoit qu'il s'élève contre l'aubergiste même, quelques soupçons de complicité. C'est à lui de se mettre à l'abri en accomplissant la formalité bien simple qui lui est imposée.

Ce soupçon de complicité n'empêche pas, d'ailleurs, l'aubergiste d'avoir, comme toute personne civilement responsable, un recours contre l'agent du délit ou du crime, dont il a dû réparer les conséquences.

CHAPITRE VI

Autres cas de responsabilité

Indiquons enfin, pour mémoire, deux cas de responsabilité d'autrui qui ne demandent aucun commentaire.

Le premier est établi dans ces termes par l'article 51 du Code civil: « Tout dépositaire des registres (de l'État civil) sera civilement responsable des altérations qui y surviendront; sauf son recours, s'il y a lieu, contre les auteurs des dites altérations. » Responsabilité qui repose évidemment sur une présomption de défaut de surveillance.

Le second cas figure dans la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, titre I^{er}, section VII, article 7: « Ils (les gardes champêtres) seront responsables des dommages dans le cas où ils négligeront de faire, dans les vingt-quatre heures, les rapports (procès-verbaux) des délits. » Il n'y a, dans ce cas de responsabilité civile, aucun rapport entre la faute de la personne à qui cette responsabilité incombe et le dommage qu'elle est obligée de réparer. Remarquons que le texte exige

un délit, si donc le fait dommageable ne mérite pas cette qualification, l'action dirigée contre le garde champêtre manquerait de base (1).

1. Cass. crim., 29 mars 1841. D. *Rép. alph.*, v^o *Garde champêtre*, n^{os} 32-33.

Vu : le Président de la thèse,
CHAVEGRIN

Vu : le Doyen,
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — Origine, caractère et nature de la responsabilité du fait d'autrui.	5
— II. — Étendue de la responsabilité.	19
— III. — Recours de la personne civilement responsable contre l'auteur du dommage	29
— IV. — Exercice de l'action en responsabilité	39

DEUXIÈME PARTIE

Quelles sont les personnes responsables du fait d'autrui.

CHAPITRE PREMIER. — Responsabilité des père et mère.	59
— II. — Responsabilité des instituteurs et artisans.	92
— III. — Responsabilité des maîtres et com met- tants	126
— IV. — Responsabilité des communes.	169
— V. — Responsabilité des hôteliers	192
— VI. — Autres cas de responsabilité.	196

